

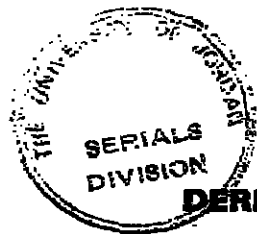
Le Monde

7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE N° 13944 - 16 F

DIMANCHE 26-LUNDI 27 NOVEMBRE 1989

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE



Le limogeage des responsables compromis dans la répression de 1968

Explosion de joie à Prague après la purge à la direction du PC

La part du feu

Le 24 novembre 1989 restera comme une date historique et un jour de joie non seulement pour la Tchécoslovaquie, mais aussi pour tous ceux qui ont été réprimés, voire plus de vingt ans, par l'entrée des chars soviétiques dans Prague, par ce massacre de la liberté, qui allait être suivi d'une si longue nuit.

L'aube se lève enfin. Désormais, par les centaines de milliers de manifestants qui se pressaient depuis deux jours dans les rues, les dirigeants les plus en vue du parti, à commencer par le terme et obstiné Milos Jakes, ont jeté l'éponge, puis, que Moscou leur avait interdit tout recours à une « solution Tienanmen ». Et, avant de regarder les poussées d'une histoire qu'ils auraient aimée figée jusqu'à la fin des temps, il leur aura fallu subir la pire humiliation : assister au spectacle d'Alexandre Dubcek, à un balcon de la place Venceslas, acclamé par une foule en délire. Non, décidément, l'histoire n'est pas figée, elle pour même avoir des effets bouleversants, qui rassemblent étonnamment à la justice.

EST-CE à dire que la bataille de la démocratie a été gagnée ? Certainement pas. La coupe est pleine en Europe centrale, elle ne fait que commencer. En sacrifiant tous les dirigeants impliqués dans la répression du « printemps de Prague » et dans la collaboration avec l'Union soviétique, les membres du comité central ont fait la part du feu. Mais ils ne désespèrent pas de circonvenir l'ennemi. N'ont-ils pas, finalement, préféré comme nouveau secrétaire général un obscur apparatchik, Karel Urbanek, au timide réformateur qu'est Ladislav Adamec, le premier ministre qui va perdre incessamment son poste après avoir été chassé vendredi du bureau politique ? Et M. Miroslav Štepan, l'opportuniste chef du parti pour la ville de Prague, n'est-il pas parvenu à sauver sa tête, alors qu'il est directement responsable des violences policières du 17 novembre et de janvier dernier ?

Le pari que font les nouveaux responsables est clair : ils espèrent que quelques concessions symboliques, la fatigue des manifestants aidant, suffiront pour faire échouer la grève générale maintenue pour le lundi 27 novembre. Ils espèrent aussi éviter ainsi que les ouvriers ne se joignent massivement à un mouvement qui regroupe essentiellement intellectuels et étudiants.

SEULE la pression constante de la rue pour déjouer leur calcul. C'est ce qui se passe en RDA, où on peut être sûr que M. Egon Krenz n'aurait jamais songé à remettre en cause le rôle dirigeant du PC si les Allemands de l'Est étaient gentiment rentrés à la maison, après avoir déboulonné Erich Honecker.

Que vont faire maintenant les Tchécoslovaques ? La suite de l'histoire — pour une fois — est entre leurs mains. Mais ce « printemps en novembre » s'arrêterait vite s'ils se satisfaisaient du départ d'une poignée de « staliniens putschistes », pour reprendre l'expression de Václav Havel, au lieu de s'engager dans la reconstruction démocratique d'une société accablée.

M. Karel Urbanek, quarante-huit ans, un dirigeant peu en vue jusqu'à présent, a remplacé M. Milos Jakes à la tête du Parti communiste tchécoslovaque, vendredi 24 novembre. La direction du PCT a démissionné en bloc, et sept membres du bureau politique ont été exclus de cette instance ; parmi eux figurent tous les responsables qui étaient liés à l'écrasement du « printemps de Prague » de 1968, ainsi que le premier ministre, M. Ladislav Adamec, qui passait pourtant pour un réformateur.

Ces démissions ont été accueillies par une explosion de joie populaire dans les rues de Prague. Acclamé dans l'après-midi par trois cent mille personnes, M. Alexandre Dubcek s'est déclaré en faveur d'un « socialisme réformé ». De son côté, le comité central du PCT, qui doit se réunir de nouveau avant la mi-décembre pour élaborer un « programme d'action », s'est prononcé pour le dialogue « avec ceux qui respectent la Constitution ».

La victoire du peuple

PRAGUE

de notre envoyé spécial

La nouvelle a éclaté à la fin du journal télévisé de 19 h 30, vendredi 24 novembre : le bureau politique du Parti communiste tchécoslovaque, démissionnait en bloc, avec en tête son secrétaire général, M. Milos Jakes. C'est peu dire que cette nouvelle a réjoui Prague : son annonce a donné lieu à une explosion de joie populaire qui restera dans les mémoires. Des milliers de personnes ont repris le chemin de cette place Venceslas quittée deux heures plus tôt à l'issue de la manifestation qui réclamait comme chaque jour la démission du gouvernement.

Malgré la pluie, le vent glacial, la fête a duré une bonne partie de la nuit, avec

concerts d'avertisseurs, bouteilles de moussoux qui passent à la ronde, et surtout ce sourire qui ne quitte pas les visages des gens qui se congratulent dans les rues. Une haie d'honneur s'est formée en haut de la place Venceslas, où l'on applaudit les voitures, qui elles-mêmes jouent de l'avertisseur pour saluer ceux qui les applaudissent. On se félicite, on s'interpelle, on chante, des drapeaux tricolores sont agités avec frénésie : le peuple savoure une victoire qui lui appartient tout entière.

Cette libération, il la doit au premier chef à lui-même, à son unité affirmée, à son opiniâtreté à descendre dans la rue.

LUC ROSENZWEIG
Lire la suite page 4

■ La nouvelle direction du Parti communiste tchécoslovaque

■ M. Karel Urbanek, secrétaire général : le sens de l'organisation

■ Les exclus du bureau politique

■ Les « erreurs » de l'équipe sortante

■ Quarante années d'une histoire tragique

■ RDA : la crise du PC est-elle terminée ?

■ Roumanie : réflexion à l'anniversaire de M. Ceausescu

■ Hongrie : référendum sur le mode de l'élection présidentielle

■ page 5

CHTAURA

de notre envoyée spéciale

Quarante-huit heures après l'assassinat en plein cœur de Beyrouth-Ouest de René Moawad, les députés libanais ont élu, vendredi soir 24 novembre, en moins d'une demi-heure et dans un hôtel de Chtaura, à moins d'une heure de Damas, M. Elias Hraoui, soixante-trois ans, député maronite de Zahlé, ville chrétienne de la Bekaa, dixième

président de la République libanaise. Ce dernier a annoncé, samedi à l'aube, la formation d'un gouvernement d'« union nationale ».

Une élection sous très haute surveillance, peu comparable à celle de René Moawad sur la base aérienne de Qlaiaat, au nord du Liban, le 5 novembre, car si, ce jour-là, aucun soldat syrien n'était visible, vendredi, ils étaient omniprésents, et les

services de renseignement de Damas assuraient sans ménagement la police en compagnie des militaires et des gendarmes libanais détachés à la garde du Parlement. La rue centrale de Chtaura était interdite à toute circulation 500 mètres de chaque côté du Park Hotel, et des hommes en armes étaient postés sur les toits des immeubles environnants.

Après avoir ouvert la séance par trois minutes de silence à la

mémoire du président assassiné, les députés passaient immédiatement au vote, et dès le premier tour M. Elias Hraoui, seul candidat en lice, recueillait 46 voix sur les 52 présents, soit deux de moins que le quorum nécessaire des deux tiers de la Chambre. Au deuxième tour, à la majorité simple, M. Hraoui obtenait 47 voix et, déclaré élu, prêtait immédiatement serment.

FRANÇOISE CHIPAUX
Lire la suite page 5

Prompte relève au Liban

Deux jours après l'assassinat de René Moawad, les députés ont élu M. Elias Hraoui à la présidence et le premier ministre, M. Selim Hoss, a aussitôt formé un gouvernement d'« union nationale »

Kupka, le chercheur émerveillé

Une grande rétrospective de l'œuvre du peintre tchèque au Musée d'art moderne de la Ville de Paris page 9

La mort d'Armand Salacrou

Un humour désenchanté page 9

Un entretien avec le secrétaire général d'Interpol

M. Raymond Kendall estime que l'URSS deviendra membre de l'organisation avant 1991 page 7

La fin du PSU

Après trente ans d'existence... page 16

La décentralisation du CNRS

Un rapport révèle que la carte des moyens et des effectifs n'a pratiquement pas changé depuis dix ans page 8

RÉGIONS

Le nouveau Palais des congrès et de la musique de Montpellier

pages 12

« Grand Jury RTL-le Monde »

M. Jean-Marc Ayrault, maire de Nantes, député socialiste de Loire-Atlantique, invité dimanche à partir de 18 h 30

La Bourse aux stages

page 8

La rencontre des ministres européens de l'aménagement

L'arc atlantique et la « banane » continentale page 13

Le sommaire complet se trouve page 16

Imaginez un monde où des postes auxquels vous n'avez encore jamais pensé, vous sont proposés.

36 15
I M

Le service télématique expert de l'emploi des cadres

AL'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 6 dir ; Tunisie, 700 m. ; Allemagne, 2,80 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 40 fr. ; Canada, 1,85 \$; Danemark, 7,20 F ; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Espagne, 160 pes. ; Grèce, 60 p. ; Irlande, 100 sh. ; Italie, 2 000 L. ; Liban, 0,400 DL ; Luxembourg, 40 f. ; Norvège, 15 kr. ; Pays-Bas, 2,50 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 325 F CFA ; Suède, 14 sh. ; Suisse, 1,80 S. ; USA, 1,50 \$; USA (terrestre), 2 S.

سكزا من الامم

هكذا من الاصل

2 Le Monde • Dimanche 26-Lundi 27 novembre 1989

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 08

Edité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.
Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
M. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDPUB 206 136 F

Impression
12, rue de la Chapelle
94832 IVRY
18000

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037
Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 42-47-88-81.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Tape LEMONDE
ou 36-15 - Tape LM

ABONNEMENTS

BP 507 05
75423 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-88-72

Tel	FRANCE	REUNION	SENEGAL	AUTRES PAYS en francs
3 mois	365 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	720 F	792 F	972 F	1 400 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 800 F	2 600 F

ÉTRANGER :
Par voie aérienne. Tarif sur demande.

Pour vous abonner
RENOUVEZ CE BULLETIN
accompagné
de votre règlement
à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL
3615 LEMONDE
code d'accès ABO

PORTAGE :
Pour tous renseignements :
tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.
PORT PAYÉ : PARIS BP

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire
tous les noms propres en capitales
d'imprimerie.

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beau-Méry (1944-1985)
Jacques Fauvet (1985-1982)
André Laurens (1982-1985)

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet

Conseiller en chef :
Claude Salas

Administrateur général :
Bernard Wourms

7 RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 08

Tél. : (1) 42-47-87-27

Tél. MONDPAR 850872 F ;
Télécopieur : (1) 46-23-06-81

DATES

Il y a cinquante ans

La guerre finno-soviétique



Dessin de Roult

Le 29 mars 1940, Molotov fera les comptes devant le Soviet suprême à Moscou : la guerre avec la Finlande a coûté la vie à 48 745 soldats de l'armée rouge et fait plus de 158 000 blessés. Côté finlandais, le bilan est également très lourd : 24 000 tués et quelque 43 000 blessés. Cette guerre meurtrière, livrée dans un hiver glacial, n'aura pourtant duré que cent cinq jours : du 30 novembre 1939 au 13 mars de l'année suivante. « De tous temps, écrit le diplomate finlandais Max Jacobson, des escarmouches ont eu lieu à la périphérie des grands États. » Dans ce cas précis, « un rustre lètu refusait de se contenter de la place que lui avaient assignée les grands de la partie ». Un « épisode », ajoute-t-il cyniquement, dans l'immense drame de la seconde guerre mondiale. Un petit pays coincé dans le jeu stratégique de l'URSS, du III^e Reich et des Alliés.

Quelles escarmouches ! Tout commence en fait le 26 novembre de ce turbulent automne 1939. Bulletin de la radio soviétique : « Sept obus finlandais sont tombés aujourd'hui sur les garnisons soviétiques à Malmila », petit village frontalier situé dans l'isthme de Carélie. « Trois soldats et un commandant de l'armée rouge ont été tués. Les troupes soviétiques n'ont pas répliqué par le feu d'artillerie, parce qu'elles avaient reçu l'ordre de ne pas répondre à des provocations de ce genre. » Moscou fait semblant de vouloir arrondir les angles et suggère que les Finlandais déplacent leurs troupes de la zone sensible. D'une vingtaine de kilomètres. Ferme, Helsinki refuse de prendre une menace unilatérale et propose des concessions similaires de la part des Soviétiques, ainsi que la mise en place d'une commission d'enquête « impartiale », ce qui est prévu dans le pacte de non-agression signé par les deux pays dès 1932.

Des forces déséquilibrées

Deux jours plus tard, Radio Moscou, encore une fois : « Le gouvernement de l'URSS constate que la Finlande nie qu'il y ait eu agression. C'est une façon d'induire en erreur l'opinion publique. En refusant de se retirer, le gouvernement finlandais désire tenir Leningrad sous la menace de son armée. » Le 29, Molotov fait un long discours sur les ondes : l'enjeu, dit-il, c'est la sécurité des 3,5 millions d'habitants de la région de Leningrad. On croit rêver... Les Finlandais continuent à croire que le pire peut être évité, mais le 30 novembre l'offensive est lancée : les avions soviétiques bombardent Helsinki et vingt autres villes, l'armée rouge attaque l'isthme de Carélie et ouvre d'autres fronts. Sans prévenir. Dans les rues de la capitale, avant les premières alertes, c'était presque une journée normale qui commençait... Plusieurs ministres s'étaient réfugiés sous des arbres.

Cinquante ans plus tard, glasnost aidant, d'éminents historiens et académiciens militaires soviétiques admettent ce qui n'était qu'un secret de Polichinelle : à savoir que ces fameux « obus de Malmila » n'ont jamais été tirés ! Moscou cherchait simplement un prétexte pour déclencher une opération contre un pays qui refusait de céder à ses exigences. L'URSS avait une peur bleue de voir Hitler se servir de la Finlande comme tremplin d'attaque contre son propre territoire. Il s'agissait donc d'assurer au mieux sa sécurité, en particulier celle de Leningrad. En cas d'offensive nazie, le Kretlin pensait que la Finlande n'avait pas les moyens nécessaires pour résister et serait balayée en quelques jours. Les Soviétiques devaient s'apercevoir eux-mêmes que la tâche n'était pas si facile...

Pourtant, le déséquilibre des forces en présence était flagrant. L'armée rouge engage dans la bataille vingt divisions solides de dix-sept mille hommes chacune. Pour leur défense, les Finlandais ont tant bien que mal mobilisé douze divisions de quinze mille hommes. L'équipement ? N'en parlons pas : l'artillerie, les unités blindées et l'aviation disposent souvent d'un matériel vieux de plus de trente ans. On ramasse des armes et des munitions un peu partout pour parer au plus pressé. L'aide suédoise, en matériel et en volontaires, n'arrive pas tout de suite. Beaucoup de fusils sont rouillés. Dans ces conditions, une issue rapide ne paraît faire

aucun doute. N'avait-on pas dit aux troupes soviétiques que cette campagne ne durerait que quelques semaines et qu'elles seraient presque accueillies en forces libératrices ? La Pravda du 4 décembre n'écrivait-elle pas que son armée se rendait chez le voisin « pour venir en aide au peuple finlandais » ? Un vétéran finlandais du début de cette guerre se souvient de ces compagnies « rouges », confiantes, qui passaient la frontière au pas et en chantant. « Elles furent décimées, dit-il, par quelques poignées de fantassins embusqués dans la forêt ! »

Gouvernement fantoche

Incroyable méprise de Moscou, quand on pense que ces deux peuples, qui ont du respect l'un pour l'autre et des attaches culturelles compte tenu de leur situation géographique et de leur histoire — le commandant en chef des forces armées finlandaises, le maréchal Mannerheim, n'avait-il pas fait ses études militaires à Saint-Petersbourg sous Alexandre II ? — se connaissent presque trop et ont guerroyé allègrement pendant des siècles.

A Helsinki, en tout cas, en ce début du mois de décembre, c'est la consternation. Du jour au lendemain, Moscou ne répond plus au gouvernement légal. Subitement, l'Union soviétique reconnaît un régime fantoche, fondé à Terijoki, dans l'isthme de Carélie, par un communiste : un certain Otto Ville Kuusinen, ancien secrétaire du Komintern réfugié en URSS depuis... 1918, et qui s'empresse de saluer l'arrivée de « l'héroïque et imbattable armée rouge » !

Staline se fourvoie en pensant que ses troupes allaient envahir la Finlande sans difficulté majeure. Car à la fin de ce mois de décembre 1939, l'attaque de l'armée rouge est bel et bien égarée. Plusieurs divisions soviétiques ont été anéanties. Les troupes mal équipées de Mannerheim reprennent Petsamo, au nord. Ces contre-offensives inattendues permettent aussi aux Finlandais de s'équiper aux frais de l'ennemi. Le 31 décembre, par exemple, à Suomussalmi (65° de latitude nord), après deux semaines de combat, la 163^e division soviétique est

encerclée puis dispersée. Butin officiel : « 27 canons, 11 tanks, 2 véhicules blindés, 4 mitrailleuses DCA, 150 camions de ravitaillement, 250 chevaux vivants... » Les Finlandais, faute de canons anti-chars, inventent les fameux cocktails Molotov, qui vont faire des merveilles.

A Moscou, les dirigeants commencent à s'inquiéter de cette résistance, qu'ils avaient grossièrement sous-estimée. Ils décident d'employer les grands moyens, et c'est le maréchal Vorochilov en personne qui prend la commandement des opérations à partir du mois de janvier 1940. D'autres troupes plus fraîches sont engagées : au total quelque 500 000 hommes et 800 avions. Les villes sont de nouveau bombardées. Militairement, il est clair que l'armée rouge peut l'emporter, mais Staline, sans doute conscient du fait qu'il ne parviendra jamais à imposer sa loi, préfère la négociation.

Début février, il fait savoir au gouvernement finlandais, par l'intermédiaire de son ambassadeur à Stockholm, Mme Alexandra Kollantai, qu'il est prêt à renouer le dialogue. On ne mentionne plus le nom de la marionnette Kuusinen. Pour Helsinki, c'est une victoire ! Pendant plusieurs semaines, les dirigeants finlandais hésitent entre la poursuite des combats et la paix — au prix des concessions réclamées par le voisin. Le 11 mars, le gouvernement se réunit et choisit le réalisme. Les concessions sont dures : entre autres la cession d'une partie de la Carélie, d'où près de 400 000 personnes (environ 1/10 de la population) vont fuir, mais l'essentiel, à savoir l'indépendance, est préservée. Conséquence pour Staline, selon Max Jacobson : « Il avait un ennemi de plus ! » (1). Le 13 mars, les combats cessent.

Préserver la neutralité

Cette guerre terrible, livrée dans les forêts, sur les lacs gelés, souvent par des températures de - 40 degrés, à ski et sans équipement approprié, il semblait pourtant que, de part et d'autre, on ait voulu l'éviter. Entre les deux pays, il existait depuis 1932 un pacte de non-agression. Trois ans plus tard, les députés d'Helsinki avaient opé-

pour la neutralité, comme leurs voisins scandinaves.

Au printemps 1938, Moscou entame des conversations secrètes avec Helsinki sur une coopération en matière de défense, dans l'éventualité d'une attaque des troupes d'Hitler. La Finlande est nette : si nécessaire, au nom de sa neutralité, elle repoussera tous les intrus, quels qu'ils soient. Un an plus tard, de nouvelles avances soviétiques sont rejetées.

Les choses changent radicalement avec le pacte germano-soviétique et ses protocoles secrets d'août 1939. Les pays baltes (Estonie, Lituanie, Lettonie) et la Finlande tombent dans la zone d'influence soviétique. En septembre, les Baltes cèdent et acceptent que l'armée rouge puisse installer des bases militaires sur une partie de leurs territoires.

Le 3 octobre, c'est au tour de la Finlande d'être sollicitée. On prie Helsinki d'envoyer une délégation à Moscou pour négocier des « questions courantes ». Qui choisir ? Paasikivi (futur président de la République), alors ambassadeur en Suède, est réveillé en pleine nuit à Stockholm. Pourquoi lui ? Parce qu'il parle le russe et qu'il a déjà négocié avec ses voisins. Le 9, il prend le train pour Moscou avec ses collaborateurs. Sa mission, il le sait, est difficile, en dépit du soutien diplomatique timide des États-Unis, de la Suède, de la Norvège et du Danemark... Il a pour instructions de ne pas céder comme les Baltes. De l'autre côté de la table, c'est Staline qui conduit les pourparlers. Et il annonce clairement ses volontés : la Finlande doit déplacer sa frontière, dans l'isthme de Carélie, pour mieux assurer la protection de Leningrad ; céder des îles du golfe de Finlande, une partie de l'île du Pécheur, près de Petsamo, sur l'océan glacial ; céder aussi pour trente ans, à bail, la presqu'île de Hanko, à l'ouest d'Helsinki.

72 000
morts

Les Finlandais réaffirment qu'ils défendent leur neutralité contre quelque agresseur que ce soit. Réponse de Staline : « Ils ne vous demanderont pas la permission ! » Les négociations vont se poursuivre en octobre et novembre. Avec un soutien extérieur de plus en plus incertain, Helsinki fait des concessions, mais pas sur Hanko. Personne ne croit cependant à la guerre et que les pions sont coupés. Le 13 novembre, deux semaines avant le déclenchement des hostilités, les réserves, un moment mobilisées pour quelques exercices, ont été renvoyées dans leurs foyers. Le ministre des affaires étrangères est persuadé que les Russes « n'attaqueront pas le général River ».

Le vieux Mannerheim est, lui, beaucoup plus méfiant et signale à son président les carences criantes de la défense finlandaise : pas de DCA, pas d'avions, des blindés vieux de trente ans, pas de défense maritime, une artillerie faible, trois divisions sur quinze sans armes, pas de stocks de munitions... Le 29 novembre, le gouvernement accepte sa démission. Le lendemain, quelques heures après le début de l'offensive soviétique, le voilà promu commandant en chef des forces armées.

Dans cette guerre d'hiver meurtrière, qui aura, entre autres choses, montré à Hitler le manque de préparation de l'armée rouge, il n'y aura pas en que des héros, comme le veut une certaine légende longtemps répandue en Finlande. Cinquante ans plus tard, plusieurs historiens ont ouvert un débat sur la défection et la désobéissance qui ont sévi dans les rangs de cette armée en demeure contrainte. Car les hommes tombaient, parfois comme des mouches : 72 000 morts de part et d'autre et plus de 190 000 blessés, en un peu plus de cent jours...

ALAIN DEBOVE

► BIBLIOGRAPHIE Kai Brundin : *Finlands Krig* (Helsinki). Max Jacobson : 50 ans après la guerre d'hiver (Helsinki). Jörn Donner : *Boken om mitt land* (Helsinki).

(1) En 1941, après la rupture du pacte germano-soviétique, la Finlande se trouva engagée de fait dans la « guerre de continuation » qui dura trois ans. Elle tenta de profiter de l'absence des pays baltes par l'armée allemande pour reconquérir certains territoires perdus. Mais elle fut finalement soumise à un nouveau...

“GRAND JURY” RTL - Le Monde

dimanche 18h30

JEAN-MARC
AYRAULT

animé par
Jean-Pierre DEFRAIN

avec André PASSERON
(Le Monde)
Paul-Jacques TRUFFAUT
(RTL)

en direct sur

RTL

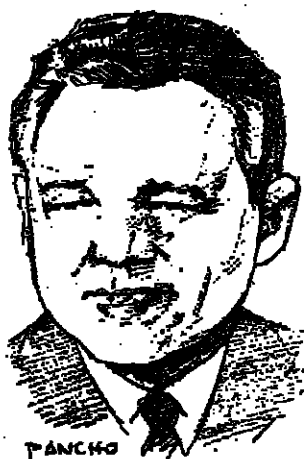
TCHÉCOSLOVAQUIE : les changements à la tête du parti à la suite des manifestations

Le nouveau secrétaire général

M. Karel Urbanek :
le sens de l'organisation

La première qualité de Karel Urbanek est sa jeunesse : le nouveau secrétaire général du PC tchécoslovaque n'avait que vingt-sept ans en 1988, lorsque les forces du pacte de Varsovie envahirent la Tchécoslovaquie pour écraser le « printemps de Prague » et sa carrière politique n'en était qu'à ses balbutiements. Il n'est donc a priori pas mêlé à ce drame, qui, plus de vingt ans après, a fini par coûter leur poste aux dirigeants en fonctions depuis lors.

La seconde qualité de M. Urbanek, ancien chef de gare, est son sens de l'organisation, qui lui valut d'être choisi, en octobre 1988, pour diriger le tout nouveau Comité pour le travail du parti dans la République tchèque, créé pour renforcer l'influence du Parti communiste en pays tchèques. Curieusement, si la Slovaquie disposait de son propre PC, rien n'avait été prévu en 1988 pour les pays tchèques (Bohême et Moravie), placés directement sous le coupe du PC tchécoslovaque. M. Urbanek, qui dirigeait depuis mars 1988 le département des questions d'organisation politique au comité central, devait se voir confier la même année la direction de la commission du comité central sur le système politique.



P. ANCHO

Né le 22 mars 1941 à Bojkovice, en Moravie du Sud, dans une famille de petits paysans, Karel Urbanek a étudié à l'école technique des transports avant de devenir aiguilleur, puis chef de gare. Militant au sein des Jeunesses communistes, il adhère au PC en 1962. Il intègre assez vite l'appareil du parti à l'échelon de la région de Moravie du Sud. En 1976, c'est le grand saut, avec des études à l'école supérieure du parti à Prague. Chargé de l'industrie au

comité régional du PC à Brno, il devient, en 1984, chef du comité du parti de cette ville importante, capitale de la Moravie. A partir de là, tout va aller très vite pour cet homme mince, aux cheveux déjà grisonnants : au dix-septième congrès, en mars 1988, il est élu membre du comité central et membre de la commission pour le travail avec la jeunesse, et, en 1988, il devient membre du bureau politique.

M. Urbanek et M. Miroslav Štěpán — qui a quatre ans de moins que lui — font figure en 1988 de « jeunes loups dynamiques » susceptibles de nourrir des ambitions réformatrices. Mais si M. Štěpán, chef du parti pour Prague, se brûle un peu les ailes au moment de la répression des manifestations de janvier 1989 et de la contestation intellectuelle, M. Urbanek, lui, se tient plus discret et évite de prendre des positions tranchées. Homme d'appareil dont l'une des missions sera sans doute de remettre sur pied un parti bien mis à mal ces derniers temps, responsable déjà rompu aux affaires politiques, il a, bien sûr, joué jusqu'ici de la confiance de l'équipe de M. Miloš Jakes, mais en se préservant de la vindicte populaire. Cela en faisait un candidat parfait du compromis.

S. K.

La nouvelle direction
du PC

Le présidium

Voici la composition du nouveau présidium (bureau politique) du Parti communiste tchécoslovaque, élu samedi 25 novembre par le comité central sur proposition du nouveau secrétaire général, M. Karel Urbanek.

Membres titulaires : Karel Urbanek, réélu ; Josef Čížek, nouveau membre, chef d'une coopérative agricole ; Miroslav Huscava, nouveau membre, contremaître dans une mine de charbon ; Ignac Janak, réélu, 59 ans ; Ivan Knotek, réélu, 53 ans ; Jozef Lenart, réélu, 66 ans ; Miroslav Štěpán, réélu, 44 ans ; Miroslav Zajíček, nouveau membre, 54 ans, secrétaire du comité central ; Miroslav Zavadil, réélu, 57 ans.

Membres suppléants : Josef Haman, réélu ; Vladimír Herman, réélu ; Miroslava Nemcova, nouveau membre ; Ondřej Šaling, réélu.

Le secrétariat du comité central

Secrétaires : Karel Urbanek, nouveau secrétaire général ; Ivan Knotek, réélu ; Jozef Lenart, réélu ; Miroslav Zajíček, réélu ; František Hamus, réélu ; Otto Liška, nouveau secrétaire.

Membres suppléants : Zdeněk Horeň, réélu ; Josef Mervald, réélu ; Vasil Mohorita, réélu.

Sept membres titulaires et un membre suppléant de l'ancien présidium ont été exclus : MM. Gustav Husák, Miloš Jakes, Ladislav Adamec, Jan Fojtík, Alois Indra, Karel Hoffmann, František Pitra et Pavel Hrivňák.

Les « erreurs »
de l'équipe sortante

« La direction du Parti et de l'Etat n'a pas été capable de maîtriser les événements de la semaine passée. » M. Zdeněk Horeň, rédacteur en chef du quotidien du PCT, *Rude Pravo*, et secrétaire du comité central, a expliqué d'une phrase, au cours d'une conférence de presse, convoquée au milieu de la nuit, samedi 25 novembre, la démission en bloc de toute l'équipe dirigeante du parti communiste tchécoslovaque. « La poursuite de l'escalade des tensions dans la société menacerait le socialisme dans notre patrie. »

A l'issue de cette réunion plénière de seize heures, le comité central a exprimé ses « regrets » au sujet des violences policières du 17 novembre qui devaient tout faire basculer, en précipitant les Tchèques dans la rue par centaines de milliers. Ces brutalités constituent « une erreur politique », qui fera l'objet d'une « enquête approfondie afin de déterminer les responsabilités ».

Elu par 136 voix contre 7, le nouveau secrétaire général du PCT, M. Karel Urbanek, a demandé au comité central d'« avancer plus rapidement sur la voie des réformes politiques ». « Le parti, a-t-il dit, doit persuader la classe ouvrière, les agriculteurs, l'intelligentsia et tous les citoyens de la sincérité de

ses efforts en faveur de la restructuration et de la démocratisation. »

« Lutte ouverte »
pour le pouvoir

Avant de démissionner, son prédécesseur, M. Miloš Jakes, a reconnu que les manifestations de masse avaient révélé l'incapacité des dirigeants « à aboutir à des réformes sociales dont l'urgence était évidente ». « Cette situation sérieuse » peut être résolue si « le parti lance une contre-offensive », a estimé M. Jakes, qui s'est inquiété de cette « lutte ouverte pour le pouvoir politique dans le pays ».

Le PCT n'a pris aucune position, lors de ce plénum, sur les événements de 1968 ni sur une éventuelle réhabilitation du demi-million de membres exclus après l'intervention soviétique.

Selon M. Horeň, le premier ministre, M. Adamec, qui a été chassé du bureau politique, devrait démissionner dans les prochains jours et le gouvernement sera entièrement remanié, de même que ceux des républiques tchèque et slovaque. Rien n'a été dit de l'avenir du président de la République, M. Gustav Husák, qui a aussi perdu son poste au présidium.

L'opposition en quête
de protagonistes

Suite de la première page.

C'est ce qui explique le long isolement des opposants réunis autour de la Charte 77 et contraints, sous un régime qui n'a jamais systématiquement les droits de l'homme et du citoyen, de consacrer l'essentiel de leurs efforts à la défense de ces principes fondamentaux. L'opposition n'a eu ni la force ni le temps d'élaborer un programme politique. Les revendications sont demeurées d'ordre très général : la liberté, le pluralisme, la démocratie.

Les premières associations politiques n'ont commencé à prendre forme que depuis quelques jours. D'un autre côté, cependant, les cinq cent mille communistes exclus du PCT après l'écrasement du « printemps de Prague » ont été eux aussi incapables de proposer un programme ou de trouver une personnalité politique au profil bien défini.

Le mouvement Renouveau, fondé il y a quelques mois sur des bases qui rappellent vaguement le communisme réformiste d'il y a vingt ans, demeure sans influence sur le grand public et semble avoir peu de chances d'en acquérir jamais. Et il est plus improbable encore que le vide politique qu'on constate actuellement soit rempli par les apparatchiks, issus des rangs des normalisateurs de l'après-68, qui essaieront à la dernière minute de prendre en marche le train de la révolution.

Havel
et Dubček

Dans cette situation à la Pirella, deux personnalités se situent au premier plan. L'écrivain et démocrate Vaclav Havel, et le communiste réformateur Alexander Dubček. Ils sont tous les deux — chacun à sa manière — des symboles. Havel incarne la lutte persévérante, courageuse et intrinsèque pour les droits de l'homme et du citoyen, pour « la vie dans la vérité », à l'opposé du mensonge institutionnalisé, lutte qu'il a payée par de longues années de prison. Dubček, le communiste réformateur, demeure un symbole du « printemps de Prague » de 1968 et, en ce sens, un homme du passé.

Celui des deux qui répond à la volonté actuelle de l'immense majorité de la société tchécoslovaque, à cette volonté de liberté et de démocratie qui vient de se manifester de façon si dramatique et inattendue, c'est Havel. Libéral et démocrate convaincu, il est

l'homme de l'heure révolutionnaire que la Tchécoslovaquie est en train de vivre.

Ce n'est pas dire que Dubček ne sera pas encore acclamé par les foules tant à Prague qu'à Bratislava. Ni qu'il ne soit pas justifié à demander sa réhabilitation personnelle et celle de ses compagnons du « printemps de Prague ». Le malheur de Dubček, c'est plutôt le fait que depuis vingt ans il n'ait rien demandé de plus que cette réhabilitation. Il n'est pas signataire de la Charte 77 et, jusqu'à ces derniers jours, il ne s'est jamais solidarisé avec le mouvement d'opposition.

On aura aussi du mal à oublier qu'au printemps 1969, en tant que président de l'Assemblée nationale, il a voté pour Husák et son programme de normalisation. Or, qui dit normalisation dit aussi répression. Enfin, handicap plus grave encore, Dubček, lui non plus, n'a pas de programme politique. Aujourd'hui encore, il ne propose aucune solution susceptible de répondre aux vœux de la société, et plus particulièrement de la jeunesse. Alexander Dubček pourrait donc tout au plus occuper une haute fonction dans l'appareil d'Etat pendant une période de transition strictement limitée.

Des dizaines de groupes
atomisés

Tandis que Dubček a passé toute sa vie dans l'appareil du parti, Havel n'a jamais eu d'activité politique et même aujourd'hui, ne veut pas en avoir. Il dit lui-même qu'il en serait incapable. Pourtant,

on est étonné par tout ce que cet homme modeste a accompli en un laps de temps très bref : c'est lui qui a conçu et fondé la Charte 77, lui qui a lancé la récente pétition des « Quelques phrases », lui qui a eu l'idée d'unifier toutes les initiatives civiques indépendantes dans le cadre global du Forum civique comme seul interlocuteur valable dans le dialogue avec les porteurs du système qui s'écroule.

Lui encore qui, il y a quelques jours, place Venceslas, a non seulement lancé un ordre de grève destiné à contraindre le pouvoir à accepter des négociations, mais aussi assuré, dans les moindres détails, l'organisation et la coordination de ce mouvement. Bref, il y a dans l'histoire des situations qui ne permettent pas à un individu de l'envergure de Havel de refuser un rôle politique.

Ses conseils et son influence seront d'autant plus indispensables que le pays entre dans une phase où les dizaines de groupes d'opposition, atomisés et politiquement novices, s'empresseront, après vingt ans de répression et de silence imposés dans presque toutes les sphères d'activité, de prendre la parole tout au même temps, de définir leurs positions respectives — en un mot, de faire de la politique.

Les risques sont évidents de prime abord. Mais on a vu en Pologne, en Hongrie et en Union soviétique, que de tels apprentis citoyens comprennent et appréhendent très vite la pratique de la démocratie. Pendant les quelques mois qu'a duré le printemps de Prague, les Tchécoslovaques eux aussi ont fait preuve de talent, d'un ressort admirable et d'une volonté indéfectible de gérer leurs propres affaires publiques.

PAVEL TIGRID

En visite à Washington

M^{me} Thatcher réserve son jugement...

WASHINGTON

de notre correspondant

Prise de commentaire le remplacement de l'équipe dirigeante tchécoslovaque, annoncé alors qu'elle s'entretenait avec le président Bush à Camp David, M^{me} Thatcher a préféré réserver son jugement. Après avoir évoqué en termes chaleureux les réformes démocratiques réalisées en Pologne et en Hongrie, le premier ministre britannique a exprimé « le grand espoir » que la Tchécoslovaquie « devienne aussi une démocratie ». Mais, a-t-elle ajouté, cela ne peut se faire sans efforts, et on ne peut se contenter d'« une simple façade ».

L'Europe de l'Est et la préparation de la rencontre américano-soviétique de Malte ont occupé l'essentiel de ses entretiens, vendredi 24 novembre, avec M. Bush. M^{me} Thatcher n'était pas venue à Washington depuis l'automne dernier, date d'une visite d'adieu au président Reagan, avec lequel elle entretenait une relation particulièrement étroite. Ses rapports avec M. Bush passent pour être moins privilégiés, et elle s'est bien défendue d'avoir « la présomption » de donner des conseils à l'actuel président sur la manière d'aborder sa prochaine rencontre avec M. Gorbatchev. D'ailleurs, elle ne pense pas que cette rencontre aboutisse à de « grandes décisions ».

M^{me} Thatcher a simplement recommandé — du moins au cours de sa conférence de presse — une approche prudente des problèmes de désarmement, approche qui n'a rien pour déplaire à M. Bush. « Ne désarmons pas trop vite », a-t-elle averti, après avoir souligné que, en raison de l'ampleur même des changements en cours en Europe, il convenait d'avancer pas à pas. Et « chaque pas [dans le domaine du désarmement] doit être l'objet d'un accord avec l'URSS, pour que ni notre sécurité ni celle de l'Union soviétique ne soient compromises ».

En même temps, M^{me} Thatcher n'a pas paru particulièrement inquiète des projets de réduction des dépenses militaires exposés

récentement par le secrétaire américain à la défense, M. Richard Cheney, qui, a-t-elle souligné à plusieurs reprises, n'aboutiraient qu'à une diminution de 5 % du budget militaire américain.

« Maggie » éprouve apparemment encore moins d'inquiétude pour M. Gorbatchev, un « homme solidement en selle » dans son pays, et qui lui a paru « très confiant, et totalement aux commandes », lors de leur dernière rencontre. Cela dit, elle admet que les Soviétiques sont désormais amenés à faire preuve de plus de « réalisme », à reconnaître que la « réforme économique soviétique prendra plus de temps que prévu ».

JAN KRAUZE

nde
le chèque au
RTI

هكذا من الامم

صحة من الاصل

EUROPE

Les changements en Tchécoslovaquie à la suite des manifestations

La victoire du peuple de Prague

Suite de la première page

Le peuple pragoise a su faire connaître sa volonté, qui se résume en quelques mots d'ordre inlassablement scandés : « Svoboda ! » (Liberté) mais aussi démocratie et liberté d'expression.

Les chefs du parti n'ont pu faire autrement que de tirer les conséquences de ce mouvement populaire dont l'ampleur les a contraints à jeter l'éponge : pour se maintenir au pouvoir, la classe politique issue de l'écrasement du « printemps de Prague » en août 1968 aurait dû suivre le conseil donné avec une ironie amère par Bertold Brecht après l'écrasement de la révolte des ouvriers de Berlin-Est le 17 juin 1953 : « Dissoudre le peuple et en élire un autre. » « Ecoute, Hradein, nous sommes-là ! », criait la foule dans l'après-midi.

Du Hradein, ce palais baroque où siège le gouvernement, situé sur une colline dominant la rive gauche de la Vltava, on pouvait entendre monter la rumeur de la place Venceslas, chaque jour plus puissante. Les occupants des lieux ont également compris le message des porte-claies agités par les manifestants : il ne leur restait plus qu'à prendre la porte.

Dès la matinée de vendredi, il régnait dans Prague une atmosphère qui faisait sentir que cette journée ne serait pas ordinaire. Autour des universités, où domine une joyeuse pagaille qui n'est pas sans rappeler celle de mai 1968 à Paris, au Quartier latin, des étudiants arrêtent les voitures, collettent des affiches appelant à la grève générale de lundi sur les vitrines ou bien de petits drapeaux nationaux. Personne ne proteste, bien au contraire.

Les tramways circulent, constellés d'affichettes, leurs conducteurs prennent un malin plaisir à faire un usage immodéré de leur cloche d'avertissement : depuis le début de la révolte, on s'amuse à en détourner le sens. « C'est pour toi qu'elle sonne, cette cloche, Milos », ironise la foule, qui répond aux tramways en faisant sonner ses claies.

Dans le quartier de Mala-Strana, non loin du fameux pont Charles, on s'agglutine devant une vitrine pour regarder la retransmission en vidéo des images de la manifestation de la veille. Les étudiants répondent ainsi à la censure de la télévision officielle, dont le directeur avait fait appel à la police pour empêcher les journalistes et les techniciens de renouveler leur exploit de mardi : la retransmission en direct de la manifestation.

Le triomphe de M. Dubcek

En début d'après-midi, bien avant l'heure prévue, la foule se masse sur la place Venceslas. On sait maintenant qu'il faut arriver tôt si l'on veut être bien placé, c'est-à-dire le plus près possible du balcon du siège du journal *Svobodne Slovo*, le quotidien du Parti socialiste, devenu le point de ralliement du mouvement. A côté de l'emblème du PST est accrochée pour la première fois une banderole du Forum civique. *Svobodne Slovo* est, en effet, devenu l'organe préféré des Pragoises en révolte. Mais en matière de formation politique, on préfère de loin cette nouvelle organisation de Forum civique, fondée il y a moins d'une semaine et dans laquelle on place tous ses espoirs.

Pour se mettre en voix avant le début des discours, prévus pour 16 heures, la foule reprend ses slogans habituels : « Vive Havel ! », « Vive les étudiants ! », « On en a assez, Gustav ! ». Ces slogans sont adressés au président de la République, Gustav Husak, aujourd'hui relégué à des fonctions honorifiques après avoir été, pendant près de vingt ans, l'homme qui a mis en œuvre la « normalisation » du

pays après l'intervention des troupes du pacte de Varsovie.

Un « Ah ! » de satisfaction monte lorsque Vaclav Maly, porte-parole de Forum civique, annonce que les discours commenceront un quart d'heure plus tôt : il fait tellement froid que l'on est obligé de battre la semelle sur place. La foule est si dense qu'il est impossible de quitter les quelques cinquante centimètres carrés de bitume conquis pour aller se réchauffer d'un café ou se mettre à l'abri dans un passage couvert.

Et puis c'est la surprise, aussitôt saluée par des acclamations : au balcon apparaît Alexandre Dubcek, arrivé de Bratislava par autocar, qui revient vingt et un ans après son éviction, comme un triomphateur : « Dubcek ! Dubcek ! Dubcek au pouvoir ! ». L'enthousiasme ne connaît pas de bornes.

La revanche sur août 1968 est incarnée par cet homme dont les traits ont vieilli et dont le sourire reste toujours aussi triste. Les acclamations l'empêchant de parler, il fait avec ses bras le geste d'embrasser la foule. Le calme revient, il s'exprime une dizaine de minutes, reprenant le fil d'un discours interrompu pendant vingt années : « Le peuple est le maître à Prague et à Bratislava », explique-t-il pour introduire le thème qui a toujours mis en avant, l'unité du peuple tchécoslovaque. Il aura ensuite des mots très durs pour stigmatiser le comportement honteux du gouvernement et de la police lors de la répression des manifestations étudiantes du 17 novembre.

Alexandre Dubcek reviendra au balcon, main dans la main avec les représentants de Forum civique pour lancer un au revoir à un peuple que l'on dit prêt à lui ouvrir le chemin du retour au pouvoir.

L'exemple des « Prussiens »

Tard dans la nuit, on discutait ferme dans les rues de Prague et l'on suppliait les patrons de café de laisser pour une fois leur établissement ouvert plus tard que d'habitude. Comment se présente l'avenir immédiat dans un pays qui vient de réussir une révolution pacifique, à l'image de celle qui s'est produite quelques semaines plus tôt en RDA ? Est-ce la fin du socialisme avec l'avènement de ce « socialisme à visage humain » dont rêvaient les communistes réformateurs de 1968 ? Les temps ont bien changé et, si M. Dubcek reste le symbole de la résistance à l'hégémonie soviétique, la nouvelle génération, les étudiants, les jeunes ouvriers qui ont été les acteurs de ces journées ne pensent pas que l'on puisse réaménager le système en place : « Ce qu'il nous faut, c'est une démocratie et l'économie de marché », répète-t-on à l'envi. La comparaison de la situation en Tchécoslovaquie avec celle en RDA s'arrête lorsqu'on prend en compte l'importance et les caractéristiques de la question nationale.

A Prague, tout le pays est descendu dans la rue et arbore de petits drapeaux : le ruban tricolore au revers du manteau est porté par tout le monde, militaires, écoliers. Il ornait même, ces derniers jours, les costumes noirs des serveurs des hôtels de luxe de la capitale. Cette affirmation de l'identité nationale se traduit même dans la manière dont on explique l'histoire du mouvement qui vient de se dérouler : « Bien sûr, concède Gregor, un étudiant de vingt et un ans, de la faculté de philosophie, l'occupation de l'ambassade de RFA par les fuytifs d'Allemagne de l'Est, ça nous a réveillés. On s'est dit que si les « Prussiens » parvenaient à se révolter et à vaincre, ce serait une honte pour nous de rester passifs. Mais nous, nous n'avons rien demandé à M. Gorbatchev ! Si, plutôt, une chose : qu'il condamne solennellement l'intervention de 1968. »

LUC ROSENZWEIG

Les exclus du bureau politique

M. Milos Jakes : l'artisan de l'épuration « positive »

Ecarté du pouvoir sous la pression populaire sans avoir même passé le cap des deux ans à la tête du Parti communiste tchécoslovaque (PCT), M. Milos Jakes ne devrait pas laisser dans l'histoire du pays l'image d'un grand homme politique. Conservateur, dogmatique et totalement dénué de charisme, il ne sera jamais parvenu à s'attirer la moindre sympathie de ses compatriotes, suscitant au mieux leur indifférence, plus souvent leur mépris.

Né le 12 août 1922 en Bohême du Sud, M. Milos Jakes est un ancien employé de l'usine de chaussures Beta de Zlin, en Moravie du Sud. Il entame une carrière classique dans l'appareil des Jeunesses du parti, la poursuit par des études à Moscou de 1955 à 1958, et intègre tout logiquement l'appareil du comité central à la fin des années 50. Au moment où les signes précurseurs du « printemps de Prague » se font jour, en 1967, il a atteint l'échelon de vice-ministre de l'Intérieur.

Homme d'ordre et de ligne droite, M. Jakes se retrouve donc du côté de ceux qui pensent que le PCT, sous la direction de M. Alexandre Dubcek, s'écarterait dangereusement de la bonne voie. Nommé président de la commission de contrôle et de révision du PCT en avril 1968, il va à ce poste jouer un rôle crucial dans cette terrible « normalisation » qui met la Tchécoslovaquie à genoux en la privant de toute une génération d'intellectuels. Accusé d'avoir collaboré, aux côtés d'autres dirigeants conservateurs du PCT, avec l'occupant soviétique l'intervention du 21 août 1968, il devra se faire blanchir par un communiqué officiel en 1969, sans pour autant parvenir à effacer de l'esprit des Tchécoslovaques l'image d'un homme étroitement associé aux heures sombres de cette période. Fin 1968, M. Milos Jakes dénonce l'indiscipline dans le parti, puis, alors que le PCT s'apprête à exclure par centaines de milliers ses membres « révisionnistes », demande aux signataires du fameux manifeste libéral des Deux mille mots de renier leur texte.

C'est encore M. Jakes qui, en 1970, affirme que les postes dirigeants dans les entreprises ne peuvent être occupés que par des membres du parti, puis qui, au quinzième congrès du PCT, jure qu'il ne sera permis à personne d'émigrer des postes sur des terres de la République. Aux yeux de la population, le coup de grâce pour M. Milos Jakes est venu cet été, avec la diffusion par les sources officielles de la liste des membres du parti tenus le 17 juillet à Cerny-Hradek. Dans un langage très primaire, le secrétaire général y tient des propos d'un niveau politique désastreux sur ce Dubcek qui veut faire le tour du monde comme un mouton, et ce Vaclav Havel qui n'est personne, sur les artistes qui signent des pétitions et alors qu'ils gagnent 1 million de couronnes par an, sur les dissidents qui utilisent des méthodes de terreur brute... Diffusée par les radios occidentales, enregistrée sur cassettes qui circulent sous le manteau, cette allocution est la risée des Pragoises. En Tchécoslovaquie, racontent-ils, on a fabriqué un ordinateur, le Jakes-shita. Il a mille fonctions, mais pas de mémoire.

SYLVE KAUFFMANN

M. Alois Indra : le « collaborateur »

L'un des faits majeurs de la carrière politique de M. Alois Indra est d'avoir été le premier membre de la direction tchécoslovaque installée après l'écrasement du « printemps de Prague » à reconnaître publiquement, en décembre 1970, qu'un certain nombre de « communistes et de sans-parti honnêtes » avaient demandé en 1968 aux pays membres du pacte de Varsovie « une aide internationale pour la protection du socialisme ».

Né en 1921 en Moravie, il a commencé sa carrière politique sous le règne de Gottwald, mais n'entre au secrétariat du comité central du PC tchécoslovaque qu'en avril 1968, sous Alexandre Dubcek — ce qui ne l'empêche pas, trois mois plus tard, d'être parmi ceux qui commencent à dénoncer le plus vivement les tendances réformatrices du régime. En fait, il apparaît au mois d'août comme l'un des partisans les plus déclarés de l'URSS et ce n'est qu'en raison de l'opposition déterminée du président Svoboda qu'il ne devient pas, comme on le soupçonnait au Kremlin, le chef d'un gouvernement « d'ouvriers et de paysans », collaborateur docile des envahisseurs.

Il restera pendant plus de vingt ans l'une des têtes de file reconnues des « conservateurs » au sein d'un régime qui ne se caractérisait pourtant pas par son esprit d'ouverture. On verra même en lui, le temps venu, un concurrent « dur » possible de M. Milos Jakes — alors considéré comme un « centriste réformateur » — dans la course à la succession de Gustav Husak à la direction du parti.

Il est chassé du secrétariat du comité central par le congrès du parti qui se réunit dans une usine au lendemain de l'intervention armée soviétique, mais cette destitution n'est pas officialisée et M. Indra, de retour de Moscou, où il est, paraît-il, soigné pour une affection cardiaque, retrouve toutes ses fonctions sous l'autorité de l'occupant. Entré en janvier 1970 comme membre suppléant au présidium (bureau politique) du parti, il quittera cette fonction au début de 1971 pour prendre la présidence des syndicats puis, en février 1972, celle de l'Assemblée fédérale. Le seizième congrès du PCT le fait entrer au printemps 1981 comme membre de plein droit au présidium du parti, poste qu'il occupait jusqu'à ce jour.

M. Ladislav Adamec : la prudence mal récompensée

Tout au long de sa carrière, M. Ladislav Adamec, soixante-trois ans, a réussi à gravir les échelons sans se faire remarquer, donnant l'image d'un économiste compétent et modéré, mais aussi d'un homme politique sans grand relief. Faut-il ces derniers jours parmi les possibles successeurs de Milos Jakes, M. Adamec, tout en présentant l'avantage de n'être pas lié à l'intervention soviétique de 1968, a finalement raté le coche, peut-être précisément à cause de son manque de pugnacité.

Né en 1926 dans une famille de mineurs près d'Ostrava, en Moravie du Nord, il adhère au Parti communiste à l'âge de vingt ans, en faisant ses études dans un institut d'économie, puis poursuit des études supérieures à l'école politique du PCT, de 1958 à 1961. La voie lui est alors ouverte pour commencer une ascension au sein de l'appareil, d'abord dans le district d'Ostrava, puis, à partir de 1963, au secrétariat du comité central, au département économique, dont il devient chef au bout de quelques années. C'est à ce poste qu'il a été en contact avec l'équipe d'Ota St., l'archibute du projet de réforme économique du « printemps de Prague ».

Membre du comité central depuis 1966, Ladislav Adamec devient, après l'écrasement du « printemps de Prague », vice-premier ministre du gouvernement tchèque en 1969. Il restera à ce poste jusqu'en 1988, date à laquelle il est promu premier vice-premier ministre. Tout en restant, réformateur modéré mais aux opinions moins affichées que Lubomir

Strougal, il est donc choisi en octobre 1988 pour succéder à celui-ci au poste de chef du gouvernement tchécoslovaque, lorsque M. Strougal tombe en disgrâce. Ces derniers mois, M. Adamec a tenté, semble-t-il, d'infirmer la ligne dure du secrétaire général Jakes, tout en adoptant la philosophie dogmatique de rigueur. Ainsi, lors d'une visite à Vienne le mois dernier, il a étonné tout le monde en déclarant à un groupe de journalistes autrichiens que le programme de réformes de 1968 « contenait toute une série d'éléments positifs », laissant même entendre qu'une réévaluation du « printemps de Prague » pourrait intervenir prochainement.

C'était tellement inhabituel pour un dirigeant du PCT que M. Adamec allait se voir censurer par les médias de son propre pays. La presse tchécoslovaque passa donc totalement sous silence ces quelques phrases du premier ministre, pour ne retenir que ses déclarations aux médias autrichiens que les passages orthodoxes, qui, d'ailleurs, ne manquaient pas : M. Adamec avait, par exemple, qualifié de « nullité absolue » l'opposant Vaclav Havel et l'ancien ministre des affaires étrangères du « printemps de Prague », M. Jiri Hajek.

Depuis le début de la crise actuelle, Ladislav Adamec a surtout été celui qui a entamé le dialogue avec le Forum civique, groupe représentant l'opposition et les manifestations. Un dialogue à l'image de l'homme : modéré, sans éclats ni promesses.

S. K.

M. GUSTAV HUSAK. — M. Gustav Husak, soixante-seize ans, chef du parti de 1969 à 1987 et président de la République depuis le 29 mai 1975, perd son poste au présidium, ce qui annonce sa chute comme chef de l'Etat.

Cet ancien avocat fut victime de la période stalinienne et emprisonné pour déviationnisme de 1961 à 1960. Il participa du bout des lèvres au « printemps de Prague » avant de remplacer Alexandre Dubcek. Il fut alors chargé par Moscou de « normaliser » la Tchécoslovaquie.

C'est le 17 décembre 1987 que ses collègues du présidium le poussaient à demander lui-même « à être relevé de ses fonctions » de secrétaire général du PCT. Idéologue du parti, il sera parmi les plus sévères pour condamner l'« opportunisme des réformateurs de la direction Dubcek ». Il s'était rendu le 18 novembre dernier à Moscou, pour une visite dite « de travail » au cours de laquelle il avait notamment été question des désaccords qui se manifestaient à Prague sur l'urgence d'une perestroïka en Tchécoslovaquie.

M. FRANTISEK PITRA. — Né en 1932 dans une famille d'agriculteurs, M. Pitra a d'abord fait des études d'agronomie pour servir à différents niveaux dans des administrations agricoles de Bohême méridionale. C'est dans la même région que, devenu en 1977 membre du comité central du parti, il commence sa véritable carrière politique. Il fut nommé en 1981 au secrétariat du comité central, puis, au mois de mars 1988, membre suppléant du présidium, spécialement chargé des questions agricoles. Offrant l'image d'un homme ouvert, il avait fréquemment souligné la nécessité d'une restructuration dans l'agriculture tchécoslovaque, mais sans s'écarter de la rhétorique pratiquée sur le même sujet par l'aile conservatrice du parti.

M. KAREL HOFFMANN. — M. Karel Hoffmann, soixante-cinq ans, avait été nommé directeur de la radio tchécoslovaque en 1959. Il est ministre de la culture et de l'information en 1967, soit un après son entrée au comité central du PCT. Il se rend alors célèbre en « mettant au pas » l'organe des écrivains *Literarni Noviny*. Son nom a été cité parmi ceux des signataires du fameux appel à l'aide lancé aux Soviétiques en août 1968. Lors de l'invasion, il nommé président du comité fédéral pour les postes et télécommunications puis président des syndicats.

Deux cent m
auraient m

M. Ceaușescu
des sa révolte

derendum sur

EUROPE

RDA : la crise du SED

Deux cent mille membres du Parti communiste auraient rendu leur carte depuis septembre

Trois semaines avant le congrès extraordinaire du Parti communiste unifié est-allemand de la mi-décembre, les débats s'intensifiaient au sein du SED sur l'importance des changements à réaliser pour assurer la survie du parti.

BERLIN-EST

de notre envoyé spécial

Neues Deutschland, l'organe du SED, a confirmé samedi 25 novembre la crise que traverse le parti depuis quelques semaines. Se faisant l'écho d'une intervention d'un membre du comité central lors des débats qui se déroulent actuellement au siège du CC à Berlin-Est sur la nature des réformes à entreprendre, il indique que deux cent mille membres du parti ont rendu leur carte depuis septembre.

L'article de Neues Deutschland confirme par la même occasion que les discussions actuelles ne portent pas seulement sur la redéfinition des statuts et du programme du parti, mais également sur la question de savoir s'il ne serait pas préférable de créer tout de suite une nouvelle formation, un peu à la manière hongroise.

L'évolution de ces discussions est très rapide, et le secrétaire général du SED, M. Egon Krenz, a à peine énoncé un renouveau officiellement, dans une interview publiée par Neues Deutschland vendredi, au « rôle dirigeant » du parti, inscrit dans l'article 1 de l'actuelle Constitution de la RDA. Ce point avait été jusqu'ici l'une des principales revendications de l'opposition, au même titre que les élections libres.

A vrai dire, cela était quasiment acquis depuis que le Parlement avait annoncé la mise en place

d'une commission spéciale chargée d'étudier une réforme de la Constitution et que le SED avait accepté une « table ronde » avec l'opposition. Cette « table ronde », selon les dirigeants du Parti démocratique libéral, qui étaient réunis vendredi à Berlin-Est, devrait commencer prochainement. « S'il en va seulement de la suppression de l'article premier de la Constitution », a déclaré M. Krenz, il n'y a, de notre point de vue, aucune objection. Nous sommes favorables à son élimination. La manière dont un parti progresse suit l'évolution de la société et ne peut être régie par la loi ou par décret, mais ne peut qu'être le résultat de son travail, de ses performances et de son comportement. » M. Krenz a souligné au passage que l'enjeu de la

réforme de la Constitution était maintenant la définition d'une « conception moderne du socialisme », qui doit être discutée, a-t-il dit, « avec toutes les forces politiques de notre pays ».

Comme pour prouver que les discussions sur la démocratie du parti n'étaient pas seulement de principe, l'importante organisation de la jeunesse communiste (FDJ) s'est dotée, vendredi à Berlin-Est, d'une nouvelle direction. Trois candidats se présentaient, et c'est finalement un jeune de trente ans, M. Frank Tietz, chef de la jeunesse communiste de Dresde, d'où vient l'actuel premier ministre, M. Hans Modrow, qui s'est imposé à l'issue d'un scrutin à bulletin secret. Il remplace M. Aurich.

HENRI DE BRESSON

M. Krenz prévoit des élections libres avant la fin de l'année prochaine

« Des élections libres en RDA auront lieu avant la fin de 1990 », déclare le secrétaire général du SED, M. Egon Krenz, dans une interview publiée, samedi 25 novembre, par le Financial Times. Tout en admettant que son pays a des leçons à prendre du capitalisme « en ce qui concerne les imperfections », il attaque la République fédérale qui tente de forcer la RDA à s'engager dans une économie de marché en échange d'une aide financière. « Je ne peux pas imaginer l'Allemagne de l'Est comme un pays capitaliste », dit-il.

Concernant son avenir politique et les rumeurs selon lesquelles il serait bientôt obligé de démissionner, M. Krenz est confiant et pense

qu'il sera toujours à son poste au lendemain du congrès extraordinaire du SED, à la mi-décembre.

M. Krenz déclare que le mur « restera » pour empêcher la réunification de l'Allemagne. Pour l'instant, « l'existence de deux États allemands est un élément de stabilité et de paix en Europe ». Néanmoins, le secrétaire général du SED indique que « dans une étape future, l'union de l'Allemagne pourrait devenir possible. Les Allemands de l'Ouest et de l'Est pourraient éventuellement se diriger vers une forme de confédération si l'Otan et le pacte de Varsovie étaient dissous. (...) Mais cette question n'est pas à l'ordre du jour ».

ITALIE

Le PCI ouvre une « phase constitutive » pour la fondation d'un nouveau parti de gauche

ROME

de notre correspondant

Les communistes italiens ont franchi vendredi 24 novembre, à Rome, une nouvelle et substantielle étape dans leur mutation. Le comité central a approuvé le projet d'ouvrir une « phase constitutive » pour la fondation d'une nouvelle formation politique de gauche en Italie.

Ferme et combatif par une fraction de la vieille garde du parti, l'idée de M. Achille Occhetto, qui jouait en l'espèce son fouteur de secrétaire général, est d'essayer d'attirer dans ses rangs tous ceux qui ont le cœur à gauche.

« Ce qui s'est passé aujourd'hui », affirme M. Occhetto, « est un événement historique ». En réalité, seul l'avenir le dira, car la bataille de la rénovation est encore loin d'être gagnée. Contenté autant dans ses choix que sur la méthode choisie, le maître d'œuvre du renouvellement a dû faire marche arrière sur un point important : le congrès extraordinaire des militants qu'il souhaitait organiser au printemps prochain, après les élections administratives d'avril 1990, aura lieu avant. Et c'est un nouveau comité central, convoqué pour la fin décembre, qui en fixera les modalités et la date exacte. Le changement d'appellation du PCI, qui ne figurait pas en tant que tel à l'ordre du jour de vendredi et sur lequel se sont pourtant cristallisées nombre des oppositions enregistrées lors du scrutin, devrait donc, si tout va bien pour M. Occhetto, être discuté au congrès.

PATRICE CLAUDE

HONGRIE

Référendum sur le mode de l'élection présidentielle

Le président de la République doit-il être élu par le futur Parlement ou bien au suffrage universel direct ? Après d'âpres débats, les Hongrois étaient appelés à décider, dimanche 26 novembre, par référendum, si le chef de l'Etat doit être désigné dès le mois de janvier par l'ensemble de l'électorat, avant les élections législatives prévues pour le printemps prochain.

Le nouveau Parti socialiste (PSH) de M. Reszko Nyers, issu de l'ancien Parti communiste, ainsi que la principale force d'opposition, le Forum démocratique, souhaitent la consultation du peuple tout entier.

M. Imre Pozsgay, cinquante-six ans, chef de file des réformateurs

du PSH, est donné dans ce cas favori, ce qui permettrait aux anciens communistes de garder une partie du pouvoir dans une Hongrie démocratique. L'Alliance des démocrates libres et trois autres partis ont fait campagne contre ce mode d'élection, estimant que c'est au Parlement qui sera issu des premières élections législatives libres depuis 1948 de désigner le nouveau chef de l'Etat. C'est l'Alliance qui a obtenu l'organisation de ce référendum, grâce à une pétition qui a recueilli, en octobre, deux cent mille signatures.

Pendant la campagne électorale, très courte, le Parti socialiste a recommandé de voter « non », le

Forum démocratique a donné un ordre de boycottage aux électeurs, tandis que les autres partis d'opposition se sont prononcés pour le « oui ». La préparation matérielle de ce référendum précipité s'est faite dans la plus grande confusion. En raison du manque de temps, le ministre de l'Intérieur a fait doubler les convocations électorales par les écoles et les organisations de jeunesse. Selon l'Alliance, un grand nombre de ces convocations ont été retrouvées dans des poubelles. Or, si le nombre des votants est inférieur à la moitié de l'électorat, le référendum sera invalidé et l'élection présidentielle aura lieu en janvier. (AFP.)

PROCHE-ORIENT

LIBAN : l'élection du nouveau président et la formation du gouvernement

M. Elias Hraoui : un fonceur

BEYROUTH

de notre correspondant

C'est un homme courageux et n'ayant pas froid aux yeux qui accède à la présidence de la République libanaise. Il en faut, en effet, du courage — physique et politique — pour accepter de succéder à René Moawad dans le cortège qui a mené à son assassinat. Qui plus est : pour le vouloir. Elias Hraoui est un fonceur.

Portant bien le sobriquet — il est né en 1928 à Zahlé, — le nouveau président libanais appartient à une famille, les Hraoui, traditionnellement engagée dans la politique au niveau local. Mais lui-même n'y est venu que parce que deux de ses frères aînés, tous deux députés, sont décédés. Sa première campagne électorale, en 1968, fut un échec. En 1972, il fut élu député pour la première fois et l'est resté dans cette Assemblée qui, depuis dix-sept ans, n'en finit pas d'autorenouveler son mandat et qui vient de le faire encore pour quatre ans : jusqu'au 31 décembre 1993.

M. Elias Hraoui a toujours travaillé dans les affaires agro-alimentaires, prolongement naturel de son statut de propriétaire terrien. Sa carrière politi-



PANCHO

de René Moawad, disons qu'il est plus que lui et c'est presque inévitable, étant un de ces maronites de l'arrière-pays — des « Atraf » — jouxtant la Syrie et donc, qui pour survivre politiquement, ont dû se plier à la règle d'or d'un bon commerce avec les autorités syriennes. De longue date. Mais Elias Hraoui a tenu tête aux Syriens lors du siège de Zahlé en 1981 : il a du savoir-faire, mais il a aussi son franc-parler et le sens de l'humour. Il sait aussi ne pas transiger.

Pour la première fois, un président maronite n'appartient pas à la montagne-sacrosanct — le chouff, le metn, le keouroun ou le Nord, le Nord surtout, la région la plus inflexible dont était originaire René Moawad après Soleiman Frangie, mais à la périphérie.

Rompu à la pratique de la coexistence intercommunautaire, il en témoigne dans sa vie familiale puisque deux de ses enfants, une fille et un garçon, sont mariés à des musulmans sunnites. Elias Hraoui se veut un homme pacifique et il l'a tout de suite indiqué dans son discours d'investiture : tout en tenant un langage d'ouverture, il a menacé de balayer tous ceux qui s'opposeraient à son pouvoir. Il ira vite. Ira-t-il loin ?

LUCIEN GEORGE

Prompte relève

Suite de la première page

Radio-Damas annonçait d'ailleurs le résultat « à l'unanimité » quelques dix minutes avant l'annonce officielle faite par le président du Parlement, M. Hussein Hussein. Si cinquante-trois députés, cinq de moins qu'à Oulaïat étaient présents à Chtaura, dont dix arrivés de Paris et de Genève, M. Michel Sassine, membre du Front libanais (coalition des partis chrétiens et de la milice des Forces libanaises), revint de la capitale française, ne participant pas au vote en raison, affirmait-il, de l'absence du chef du parti Kataeb et du Front libanais, M. Georges Saadé, qu'il n'avait pu consulter.

Cette élection dans la précipitation — « riposte immédiate à l'assassinat de René Moawad », déclarait un député avant d'ajouter : « Nous nous laisserons pas intimider. L'accord de Taëf doit être appliqué » — s'est faite dans un certain malaise dû tout à la fois au drame de la disparition de René Moawad et aux circonstances qu'il a engendrées, obligeant en quelque sorte les députés à aller très vite « pour combler le vide ». Certains députés cités par l'AFP — mais qui ont gardé l'anonymat — ont même déclaré avoir élu M. Hraoui, « à contrecoeur ».

Vendredi après-midi, dans le lobby du Park Hotel, alors que les

députés attendaient leurs collègues de Paris, les jeux étaient déjà faits. Nombre de parlementaires affirmaient, comme pour se justifier, « Nous avons un choix à faire, nous devons sauvegarder le Liban ».

Présidentiable sollicité de toutes parts, le député maronite Pierre Hélo, soixante ans, se refusait devant ce qui apparaît aujourd'hui comme la seule alternative : la partition ou la guerre. Tout en souhaitant un nouveau président de pouvoir triompher des obstacles, M. Hélo disait : « Je suis foncièrement contre le partage, d'autant plus qu'il s'agit en fait d'un effritement, et aussi contre l'affrontement pour éloigner les militaires installés au pouvoir ».

Appliquer l'accord de Taëf

Voulez par les députés, cette élection était aussi et surtout par l'Arabie saoudite — qui a pris comme un affront personnel l'assassinat de René Moawad — et la Syrie. Ces deux pays déployaient tous leurs moyens pour l'organiser dans les temps. Député le plus proche de Riyad, M. Saeb Salam, quatre-vingt-quatre ans, était de nouveau présent à Chtaura, où il était arrivé de Genève, comme les autres députés venus de Paris, via Damas.

Si l'émisserie spéciale du triumvirat arabe sur le Liban (Arabie saoudite, Algérie, Maroc), M. Lakhdar Ibrahim, qui devait représenter samedi le comité tripartite aux funérailles de René Moawad, était absent, les ambassadeurs d'Arabie saoudite et d'Algérie à Damas étaient là. Aucun membre du corps diplomatique accrédité au Liban n'était en revanche présent, contrairement au scrutin du 5 novembre. L'ambassadeur de France au Liban, M. René Ala, rencontrait pendant ce temps le général Aoun.

Dans son discours d'investiture, le nouveau président déclarait d'emblée : « Notre marche ne s'arrêtera pas, quels que soient les obstacles. Si elle requiert les efforts de tous, elle sera également capable d'écarter tous ceux qui s'y opposent. » « Je tends la main, ajoutait-il toutefois en faisant allusion au général Aoun, avec amitié et sincérité à tout le monde afin de coopérer pour sauver le Liban, et j'espère que ceux qui hésitent tendront la main de leur côté. »

Dans une brève déclaration après ce scrutin, le général Aoun a affirmé que « cette nomination à la tête est une tragédie qui traduit l'état de panique que vit le régime syrien au Liban ». « Nous aurions aimé », a-t-il ajouté, savoir pourquoi René Moawad a été tué avant la nomination de M. Hraoui. Que Dieu protège les responsables libanais de ceux qui sont responsables de leur sécurité. »

M. Hraoui réaffirmait, dans son discours, son intention d'appliquer l'accord de Taëf, rejeté par le général Aoun. Et, pour aller vite, le nouveau président entamait immédiatement après son élection les consultations avec le premier ministre désigné par René Moawad, M. Selim Hoss, arrivé dans

l'après-midi à Chtaura. M. Hoss était reconduit par M. Hraoui, et la formation d'un gouvernement annoncé au milieu de la nuit.

L'absence de M. Saadé, qui avait participé à l'élection du président Moawad, a été particulièrement remarquée. De source proche du parti Kataeb, on avait indiqué, vendredi soir, que M. Saadé refusait de participer à ce gouvernement. Certains députés du camp chrétien avaient à cet égard demandé, vendredi soir, à M. Hussein, parties prenantes aux consultations, d'attendre quelques jours pour la composition du gouvernement, de crainte de se trouver pris dans un engrenage dont ils ne contrôlèrent plus l'aboutissement.

Certes, comme l'affirmait alors un député, « le retard dans la formation d'un gouvernement est sûrement une des causes qui a permis l'assassinat de René Moawad ». Mais de là à s'engager à la va-vite dans un cabinet dont il apparaît de plus en plus, estimait la majorité des parlementaires, qu'il ne pourra éviter un affrontement militaire avec le général Aoun, et donc au moins une partie du « pays chrétien », il y a un pas que beaucoup se refusent à franchir sans plus de garanties. Et il faut bien ajouter à cela que, aux yeux de nombre de députés, M. Hraoui rassure moins que René Moawad.

M. Saadé s'est déclaré « surpris » de sa nomination comme ministre. Dans une déclaration rapportée par la Voix du Liban, radio du parti Kataeb, il a précisé : « Ma participation au gouvernement dépendra de la décision du bureau politique du parti. Cette décision sera prise à la lumière de consultations dont le principe reste l'unité des rangs chrétiens. »

C'est, semble-t-il, maintenant une course de vitesse qui s'engage entre le nouveau président, soutenu en cela par la Syrie, décidé à appliquer l'accord de Taëf, et le général Aoun, tout aussi déterminé à le faire annuler. Le conflit militaire évoqué par tout le monde à Chtaura est de nouveau à l'ordre du jour.

Le Liban s'apprêtait pourtant, samedi, à faire des obèques nationales au président René Moawad, dont la dépouille mortelle, accompagnée de celles de sept de ses gardes du corps tués en même temps que lui, avait été transportée vendredi dans son village natal de Zghorta. Les régions est, (chrétiennes) marqueront l'événement par une journée de deuil à l'appel du général Michel Aoun, alors que le deuil officiel décrété par M. Hoss doit se poursuivre jusqu'à mercredi.

FRANÇOISE CHIPAUX

Washington « applaudit le courage des députés ». — Les Etats-Unis se sont félicités, vendredi 24 novembre, de l'élection de M. Elias Hraoui à la présidence libanaise, deux jours après l'assassinat du président René Moawad. « Nous applaudissons le courage des députés libanais et espérons que cette action rapide fera en sorte que la mort du président Moawad renforce la détermination du gouvernement à mettre en œuvre un programme de réformes ouvrant la voie à la réconciliation nationale », a déclaré le département d'Etat.

سكزا من الامم

5521010101

POLITIQUE

Les débats au sein du PS

Les fabiusiens ne veulent pas d'une « synthèse d'appareil » au congrès de Rennes

Les déclarations de MM. Louis Mermaz, Pierre Mauroy et celles, vendredi 24 novembre, de M. Lionel Jospin appelant à un accord entre les mitterrandistes avant les congrès socialistes de M. Laurent Fabius, qui se demandent pourquoi on veut à tout prix les dissuader de soumettre leur propre texte au vote des militants.

Les réactions provoquées par les déclarations de M. Fabius, qui, il y a une semaine, avait souhaité « donner la parole aux militants » pour trancher les débats internes au courant mitterrandiste, suscitent à leur tour la mobilisation de certains amis du président de l'Assemblée nationale. Répondant aux premiers secrétaires des fédérations du Nord - M. Bernard Roman, mauroyiste - et du Pas-de-Calais - M. Daniel Percheron, fabiusien, - qui avaient lancé un appel au rassemblement des mitterrandistes sur un texte unique, MM. Jacques Mellick, ministre délégué à la mer, et Dominique Dupilet, député, tous deux fabiusiens et responsables du même département que M. Percheron, ont déclaré, vendredi : « Nous voulons la synthèse, mais la vraie synthèse, celle qui demande les militants. Si celle-ci doit passer par le vote, elle passera par le vote ».

Autre partisan de M. Fabius, M. Olivier Stirn, ministre délégué au tourisme, qui dans un premier temps a déposé sa propre contribution au congrès, a déclaré qu'il faut aujourd'hui « trancher entre ceux qui veulent un socialisme moderne (...) et ceux qui préfèrent le prétendu confort d'un parti bloqué sur ses certitudes anciennes ». Pour le président de la communauté urbaine de Cherbourg, « seuls les militants ont le

droit et le devoir de distinguer les véritables hommes de progrès ».

Les fabiusiens expliquent qu'ils veulent, comme les autres, parvenir à un accord « une synthèse », mais que pour eux la synthèse passe par le vote des militants. « Nous voulons la synthèse des militants, pas celle des apparatchiks », affirme M. Claude Bartolone, député de la Seine-Saint-Denis, l'un des principaux lieutenants du président de l'Assemblée nationale. M. Bartolone rappelle que, depuis le congrès d'Épinay en 1971, le PS est organisé en courants qui sont représentés dans les instances dirigeantes à la proportionnelle du soutien qu'ils reçoivent des militants.

Rapprochement Jospin-Mermaz

Il est naturel, selon les fabiusiens, de trancher les débats au sein du parti selon cette méthode. Qu'il existe des différences politiques entre eux-mêmes et les partisans de MM. Jospin et Mauroy leur paraît évident. Ils s'étonnent que les mêmes qui, il y a un an et demi, lors de l'élection du successeur de M. Jospin au poste de premier secrétaire, avaient fait barrage à la candidature de M. Fabius, affirment aujourd'hui qu'aucune divergence ne les sépare de lui. Les amis du président de l'Assemblée nationale font valoir aussi que M. Jospin et M. Michel Delebarre, proche de M. Mauroy, avaient rédigé ensemble un projet de contribution, dès le début de l'été dernier, sans chercher à y associer alors les fabiusiens.

M. Fabius s'attendait que M. Mauroy, à l'occasion de la réunion du comité directeur, les 2 et 3 décembre prochains, tente d'établir l'absence de désaccord réel entre les deux groupes et fasse pression pour la rédaction d'une motion commune en vue de la réunion suivante, celle du 13 janvier, consacrée à la recherche d'une syn-

thèse entre les différents courants. C'est pourquoi, selon ses proches, le président de l'Assemblée nationale a souhaité sans attendre que les militants puissent se prononcer.

M. Jospin a rappelé pour sa part, vendredi à Toulouse, qu'il est « disponible » pour la rédaction d'un texte commun, lequel lui paraît nécessaire pour que le « courant majoritaire » puisse ultérieurement faire une synthèse « avec d'autres », c'est-à-dire principalement avec les rocardiens. M. Mermaz, qui a fait son cheval de bataille d'un accord immédiat au sein du courant « A-B », a déclaré à Montpellier « se réjouir » des propos du ministre de l'éducation nationale.

Selon les amis de M. Jean Popere, ministre des relations avec le Parlement, « en certaines fédérations, le rapprochement Mermaz-Jospin est déjà accompli, par

exemple en Limousin ». Les popéristes, qui prévoient de présenter leur propre motion au congrès, dénoncent d'autre part dans leur bulletin hebdomadaire, *Synthèse-Flash* (daté 27 novembre), la « diversion » à laquelle se serait livré M. Mauroy en proposant que les représentants des courants dans les diverses instances du PS soient à l'avenir élus à bulletin secret, et non plus désignés par les dirigeants de ces courants.

Les amis de M. Michel Rocard observent quant à eux que les mitterrandistes s'intéressent davantage au « débat sur la synthèse » qu'au « contenu » de celle-ci. M. Gérard Fuchs, membre du secrétariat national, ironise sur cette situation en constatant qu'il reviendra aux rocardiens - « Ce ne sera pas la première fois », ajoute-t-il - d'aligner le débat sur le fond. C'est de bonne guerre.

PATRICK JARREAU

Les « reconstruteurs » communistes confessent leur « aveuglement » sur la réalité des pays de l'Est

Les « reconstruteurs » du PCF passent à l'offensive. Dans un supplément à leur mensuel *Révolutions*, ils publient un document de douze pages qui critique sans appel la pratique « stalinienne » et la « sclérose » des dirigeants du parti et qui invite les communistes à une réflexion de fond pour « inventer un nouveau socialisme ». A l'approche du congrès du PCF, prévu en janvier prochain, ce texte, intitulé « Pour un projet communiste », entend provoquer une « discussion intégrale » sur la mise en place d'une « nouvelle politique » avec des changements « de grande ampleur » et non un simple « ravalement de façade ».

Les opposants à la politique du secrétaire général, conduits par

MM. Marcel Rigout, Claude Popere et Félix Damette, écrivent : « Le communisme tel que nous l'avons rêvé est en train de mourir (...) ». L'ensemble des principes dont nous nous réclamons (...) est remis en cause » par « ce grand ébranlement qui fait tomber par pans entiers les certitudes les plus assurées, de Pékin jusqu'à Budapest ». « Il y a eu de notre part un véritable aveuglement sur la réalité des pays socialistes », affirment-ils. Ils appellent à « un regard critique » sur les pères fondateurs, Lénine et Marx, en se demandant si leurs réflexions, leurs analyses et leurs pratiques ne recèlent pas les « errements du stalinisme » ou n'y ont pas conduit.

Selon eux, après une tentative de « rénovation » conduite par M. Marchais au vingt-deuxième congrès (1976), « les pratiques stalinienne ont repris le dessus au PCF ». « Cela se traduit par un refus de constater les évidences et par de laborieuses contorsions (...) ». Une régression intellectuelle et politique sans précédent nous a fait revenir trente ans en arrière. « Pour eux, les « modes de fonctionnement et de pensée » du PCF sont synonymes de « sclérose ». « Le jargon monolithique est toujours en vigueur mais c'est celui des pierres tombales », écrivent-ils. Les « reconstruteurs » se refusent à « jeter le bébé avec l'eau sale » même si « l'eau est plus sale que tout ce que nous avons pu imaginer ». « Le PCF est notre parti, nous ne l'abandonnerons pas à la dynamique liquidatrice actuellement à l'œuvre ».

Ils se réclament d'un « réformisme transformateur » et ils disent de la direction du parti qu'elle « préfère donner à « mater le socialiste » plutôt qu'inviter le parti à une véritable réflexion ».

Ancien élu socialiste

M. Vignoble
député du Nord (UDC)
adhère au CDS

LELLE

de notre correspondant

M. Gérard Vignoble, député du Nord, UDC, ancien militant et élu socialiste, vient d'adhérer au CDS, où il a été accueilli par M. Pierre Méhaignerie, au cours d'une réunion publique, jeudi 24 novembre, à la mairie de Wasquehal. M. Vignoble avait conquis cette commune en 1977 à la tête d'une liste d'union de la gauche.

M. Vignoble avait quitté le Parti socialiste au moment des législatives de 1988, lorsqu'il avait décidé de se présenter contre M. Jean Faugaret, dont il avait été le suppléant à l'Assemblée nationale pendant la législature 1981-1986. Il avait été élu et avait adhéré au groupe UDC, que préside M. Méhaignerie au Palais-Bourbon. Aujourd'hui, il paracheve son itinéraire par ce que M. Méhaignerie a salué comme « un mariage de cœur et de raison ». « Il y a un an, a expliqué M. Vignoble, j'ai été accueilli dans le groupe parlementaire de l'Union du centre. On m'y respecte avec mon identité, identité que le nouvel adhérent décrit comme étant le centre gauche. »

J.-R. L.

A l'Assemblée nationale

La création d'une troisième voie d'accès à l'ENA est largement approuvée

Les députés ont adopté en première lecture, vendredi 24 novembre, le projet de loi relatif à la création d'une troisième voie d'accès à l'École nationale d'administration (ENA). Les députés PS, UDC et UDF (sauf M. Gérard Longuet, qui s'est abstenu) ont voté pour le texte de M. Michel Durafour, ministre de la fonction publique et des réformes administratives. Le groupe communiste a voté contre, tandis que le RPR ne participait pas au vote.

Une troisième voie d'accès à l'ENA entre la filière interne et la filière externe avait été créée en 1983 par le gouvernement Mauroy. Elle avait connu un succès très relatif, et les postes ouverts n'avaient pas tous été pourvus. Dans les années suivantes, le gouvernement Chirac devait décider, en 1986, de supprimer cette voie d'accès à la haute fonction publique. Le rapporteur du projet, M. Jean-Pierre Michel (PS, Haute-Saône), a précisé que ce nouveau texte tire les enseignements des erreurs du passé.

Il crée un concours spécifique ouvert aux personnes justifiant de l'exercice, pendant huit années au total, d'une ou plusieurs activités professionnelles ou d'un ou plusieurs mandats de membre d'une assemblée élue d'une collectivité territoriale. Ce critère concerne les salariés comme les travailleurs

indépendants. Après avoir intégré l'ENA, les impétrants de la troisième voie seront soumis à une scolarité et à un classement de sortie communs à tous les élèves. Les candidats du troisième type pourront suivre une formation d'une année avant de tenter le concours. M. Michel a précisé qu'en cas de succès de cette troisième voie d'accès, l'École nationale de la fonction publique (comme, par exemple, l'École nationale de la magistrature) pourraient s'en inspirer.

M. Durafour a insisté sur l'ouverture créée par ce recrutement, qui permettra que se obtiennent des candidats venant du monde associatif et de l'entreprise. « La règle du concours garantit la qualité du recrutement et sa neutralité. Le concours sera de nouveau comparable à celui des deux autres, tout en permettant aux candidats de valoriser leur expérience. Aussi sera-t-il précédé d'un cycle de préparation d'un an, à la fois incitatif et dissuasif, moyennant quel ceux qui auront échoué pourront se présenter aux autres concours de la fonction publique », a expliqué le ministre.

Les députés ont adopté un amendement de la commission des lois qui supprime la limite d'âge à trente-cinq ans, que prévoyait le projet initial, pour pouvoir se présenter à ce concours. Plusieurs orateurs ont estimé qu'il était inutile de maintenir cette contrainte à côté de celle exigeant au moins huit années de pratique professionnelle ou de mandat.

P. S.

Le Sénat adopte son projet de loi de finances

Le Sénat a adopté, vendredi 24 novembre, le projet de loi de finances pour 1990, issu des travaux de l'Assemblée nationale et profondément modifié par la majeure partie des amendements déposés par la commission des finances. Ce texte a été adopté à la quasi-unanimité de la majorité sénatoriale. Les communistes et les socialistes ont voté contre, rejoignant un sénateur RI (M. Jean-Pierre Fourcade, Hauts-de-Seine) et un sénateur contraincte (M. André Fossat, Hauts-de-Seine).

L'examen du texte issu des travaux de l'Assemblée nationale s'est achevé vendredi, après l'adoption de plusieurs modifications, comme la réduction de 42 % à 40 % de la taxe sur les bénéfices distribués pour les sociétés et la suppression d'une taxe sur les entreprises exploitant des autoroutes à péage, dont le produit devait être attribué aux charges de fonctionnement de la gendarmerie sur ces réseaux.

Chassée par l'adoption d'un amendement réduisant les pertes pour les collectivités locales qu'entraînait le dispositif initial, la polémique sur l'indexation de la dotation globale de fonctionnement (DGF) est revenue au galop, au moment des explications de vote. M. Jean-Pierre Fourcade, par ailleurs président du comité national des finances locales, a expliqué qu'il voterait contre le projet élaboré par la majorité sénatoriale, après avoir pourfendu « la réforme hâtive » engagée par le gouvernement, « qui marque la rupture de la politique de décentralisation (...) par des réductions dura-

bles des concours aux collectivités territoriales ».

Le texte sénatorial devrait être à son tour considérablement modifié par l'Assemblée nationale (M. Fourcade a d'ailleurs daubé avec délice sur ces amendements qui « s'évanouissent comme la rose du matin »). La séance de vendredi n'en a pas moins été marquée par un événement qui devrait faire date : pour la première fois dans un Parlement français, un rapport consacré à l'utilisation des fonds versés par l'État au profit des Communautés européennes a été soumis à examen.

M. Jacques Chenu (RPR, Sarthe), rapporteur du nom de la commission des finances, a souligné la nécessité d'un tel débat, en raison des sommes en jeu et du déséquilibre actuel en défaveur de la France : « En 1988, nous avons versé 64,5 milliards de francs à la CEE. Compte tenu de ce qu'elle nous a reversé, nous y sommes de notre poche de 12 milliards ».

Le ministre délégué, M. Michel Chassagne, a montré son intérêt pour cette novation, en répondant point par point aux interrogations soulevées par les sénateurs, au cours du bref débat qui a suivi la présentation du rapport.

M. Chassagne a, par ailleurs, déclaré que, pour l'avenir, la commission française allait dépendre avant tout de l'évolution de l'agriculture. Il a cependant promis de faire en sorte que les fonds engagés au titre du soutien des prix (qui ne sont pas utilisés en totalité actuellement, du fait de la hausse mondiale des prix agricoles) ne soient pas recyclés dans d'autres budgets. Il a, enfin, estimé que la Communauté européenne subit un manque à gagner, du fait des dépréciations des dépenses et qu'un effort important serait réalisé pour lutter contre la fraude, qui s'élève actuellement à près de 12 milliards de francs, soit l'équivalent du déficit actuel des contributions de la France à la Communauté européenne.

EN BREF

Le calendrier de M. Michel Noir. — « On n'échappera pas en 1990 à la création d'une formation commune de l'opposition. C'est une certitude, une forte détermination », a déclaré M. Michel Noir, vendredi 24 novembre, devant le Club de la presse de Lyon. Affirmant que l'on ne trouverait pas un avis divergent parmi la soixantaine de parlementaires qui avaient soutenu, au printemps dernier, les initiatives des douze « rénovateurs », le maire de Lyon a précisé : « Ce que je donne comme notation complémentaire, c'est le calendrier, le m'activerai personnellement pour que l'on aboutisse en 1990... » (Corresp.)

Hausses des cotés des responsables politiques. — Le « baromètre tricolore » publié par le Point et

réalisé par IPSOS auprès de 1 900 personnes entre les 14 et 15 novembre, indique une progression quasi générale de la popularité des responsables politiques français. Ainsi, 39 % (au lieu de 36 % le mois dernier) déclarent « se sentir proches » de M. François Mitterrand, et 43 % (au lieu de 45 %) se sentent « éloignés » de M. Simone Veil, dont également 4 points par rapport à octobre. Il en est de même pour M. Antoine Waechter (36 %), qui en outre enregistre le plus faible pourcentage d'opinions négatives avec 37 %. M. Michel Rocard (36 %) gagne 2 points, M. Valéry Giscard (36 %) 1 et M. Michel Noir bénéficie de la plus forte progression (+ 8 avec 35 %). Quant à M. Jacques Chirac, avec 28 %, il perd 1 point.

LIVRES POLITIQUES

L'ACTUALITÉ se moque bien de nos schémas de pensée et de nos modes intellectuels. Elle n'hésite pas, quand elle n'impose pas de réagir et d'agir autrement qu'on ne l'avait prévu, à nous renvoyer à des notions ou à des structures anciennes et, par là même, considérées comme plus tout à fait dans le vent. Voici deux exemples de ces retournements.

L'actualité : le terme n'est pas aussi obsolète que le croyaient, en le déplorant, certains de ceux qui y sont fermement attachés. L'actualité vient de lui donner, avec l'affaire des voiles islamiques, sinon un contenu, du moins une pièce de choix dans le débat politique. Ce n'est pourtant pas cet épisode-là qui a conduit Pierre Feyen, instituteur et syndicaliste, à publier un ouvrage intitulé : *Et la laïcité, nom de Dieu !* Son point de départ, l'objet de sa colère, sont dans la « recrudescence » des gouvernants socialistes devant « l'instauration rapide d'un grand service unifié et laïque de l'éducation nationale » promise par François Mitterrand, lors de la campagne ayant précédé l'élection présidentielle de 1981. On se souvient de l'émoi et des dégoûts qu'avait provoqués la reprise de la « guerre scolaire » au cours du premier septennat socialiste ; la laïcité en avait été la victime. Pierre Feyen est de ceux qui n'ont jamais pensé qu'il s'agissait d'un « problème dépassé et ringard ». Et, sous le coup de la colère et le ton du pamphlet, il est reparti à l'assaut. Voici donc un exposé enlevé de ce qu'est la doctrine laïque, dans son acception classique et sa force combattante.

On croyait tout savoir d'elle — comme de bien des choses acquises, installées et un peu oubliées — et on redécouvre ce qui fut et qui reste la cause d'un vrai combat, l'un de ceux qui a défini notre société. Le sens de ce combat n'a pas vraiment changé, mais l'environnement n'est plus le même : aussi bien les moyens et les méthodes à mettre en œuvre pour le poursuivre doivent-ils s'adapter à la réalité du terrain. Entre l'archaïsme et le désintérêt, la

Stages de recyclage

laïcité ouverte, comme base de consensus, facteur de formation et d'intégration, force de libération et non d'exclusion, mérite d'être revivifiée. Elle nous donnerait, peut-être, de bonnes réponses après avoir échappé sur des questions de société qui ne se posaient pas dans les termes utilisés.

Autre exemple d'un retour spectaculaire sur le devant de la scène : le représentant d'une obédience maçonnique a été associé, aux côtés de ceux de l'Église catholique et des Églises protestantes, à la « mission du dialogue » que Michel Rocard, premier ministre, avait envoyée en Nouvelle-Calédonie après le drame d'Ouvéa.

Que les francs-maçons existent et qu'ils continuent de jouer leur rôle, politique, social, culturel, nul n'en doutait vraiment. Mais qu'ils soient ainsi sollicités d'intervenir officiellement au titre des familles spirituelles de la vie nationale, voilà qui houe-cule des idées reçues !

Un livre qui n'est ni le premier ni, vraisemblablement, le dernier, se propose de nous faire pénétrer au sein de cette famille multiforme et, en principe, discrète. L'originalité des auteurs, Alain Bradet et Catherine Rigollet, est de s'intéresser aux membres de la famille plus qu'à son histoire et à son rôle, qui ont fait l'objet de nombreuses études. (Signalements, à ce propos, la publication d'une *Histoire abrégée de la franc-maçonnerie* de l'historien anglais Robert Freke Gould, Guy Trédaniel éditeur.)

Ce sont des francs-maçons pris à la base, dans tous les milieux et toutes les régions, qu'Alain Bradet et Catherine Rigollet font parler. Ils disent pourquoi et comment ils sont venus au Grand Orient ou à la Grande Loge de France, quand ce n'est pas à une autre obédience. Pour les uns, c'est le

principe de laïcité, précisément, pour d'autres, par tradition familiale, ou la quête d'une méthode de réflexion. Les motivations sont très diverses et, souvent, ce sont les affinités avec le recruteur qui comptent. Le système de cooptation préside au choix des futurs initiés avec le double souci de maintenir un bon niveau de recrutement social. En principe, il suffit d'être « libre et de bonnes mœurs » pour être admis mais, dans les faits, certaines professions et couches de la société sont mieux représentées que d'autres. Il y a, par exemple, peu d'ouvriers mais au moins trois prêtres catholiques parmi les quelque soixante-cinq mille initiés en France.

L'ouvrage d'Alain Bradet et Catherine Rigollet montre largement la portée à l'un de ces prêtres ainsi qu'à un pasteur protestant. Au total, la maçonnerie française apparaît, grâce à ce reportage, dans toute sa diversité et sa réalité charnelle, loin de l'éclectisme et du mystère dans lesquelles on l'enferme trop souvent, par ignorance.

Dans la chasse aux idées reçues, on inscra volontiers un autre ouvrage qui fait justice de l'amalgame propre à une tradition de l'extrême droite associant juifs et francs-maçons dans une conspiration « judéo-maçonnique » incarnant le Mal. Daniel Béresniak retrace l'histoire des relations entre juifs et francs-maçons, leurs rencontres, leurs divergences, les persécutions dont ils ont été conjointement victimes de la part des différents totalitarismes dont ils rejettent le système de pensée. De toutes les vérités, l'une des plus accessibles — sans être toujours aisée à établir — la propagande, c'est faire œuvre fautive au sans large.

► *Et la laïcité, nom de Dieu !* de Pierre Feyen, Renaudot et Cie, 184 p., 79 F.

► *Les Francs-Maçons*, de Alain Bradet et Catherine Rigollet, J.-C. Lattès, 221 p., 120 F.

► *Juifs et Francs-Maçons*, de Daniel Béresniak, Siblophane Édition, 281 p., 95 F.

ANDRÉ LAURENS

« L' »

à

« L' »

« L' »

« L' »

« L' »

« L' »

« L' »

« L' »

« L' »

« L' »

« L' »

« L' »

« L' »

« L' »

« L' »

« L' »

« L' »

« L' »

« L' »

« L' »

« L' »

« L' »

« L' »

« L' »

POLICE

Un entretien avec M. Raymond Kendall, secrétaire général d'Interpol

« L'URSS adhèrera probablement à l'organisation d'ici à 1991 »

M. François Mitterrand doit présider, lundi 27 novembre, l'inauguration du nouveau siège mondial d'Interpol, installé quasi Achille-Lignon, à Lyon. En quittant Saint-Cloud, où elle était basée depuis 1966, pour énumérer au début de l'été dernier, dans une élégante forteresse de granit et de verre fumé bordant le Rhône et le parc de la Tête-d'or, l'Organisation internationale de police criminelle (OIPC) n'a pas seulement changé de peau. Ce déménagement

coïncide avec une modernisation radicale de ses moyens logistiques — informatisation totale du fichier, mise en œuvre d'un système de télécommunications automatisées, etc. — qui devrait améliorer sa gestion de la « mémoire policière du monde ».

L'assemblée générale annuelle d'Interpol, qui s'ouvrira, mardi 28 novembre, à Lyon-Villeurbanne, devrait entériner les adhésions de trois nouveaux pays — la Bul-

garie, le Mozambique et le Cap-Vert — qui feront passer à cent cinquante le nombre des Etats membres. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, M. Raymond Kendall, secrétaire général d'Interpol depuis 1985, évoque le tournant et les perspectives d'une « maison » qu'il connaît particulièrement bien. Après avoir accompli une partie de sa carrière à la Special Branch du New Scotland Yard, cet ancien étudiant d'Oxford a rejoint l'OIPC dès 1971.

messages cryptés par jour, quel que soit leur origine et leur mode d'émission : radio, télex, télétexte, voire morse pour certains petits pays. En s'installant à Lyon, Interpol a donc accompli une sorte de révolution technologique.

La Commission européenne s'appuie à faire disparaître ses frontières, les pays de l'Est semblent s'ouvrir à la démocratie, quelles sont les incidences de ce grand chambardement sur votre organisation ?

— L'ouverture des frontières au sein de la CEE aura à mon avis assez peu d'incidences sur le fonctionnement des services de police criminelle des douze pays. Les systèmes judiciaires sont trop divers pour envisager une véritable harmonisation d'ici à 1993. Et je vois mal un citoyen français, par exemple, acceptant l'intervention, dans son pays, d'un policier italien ou allemand.

La grande criminalité disposera, en revanche, d'un plus large rayon d'action, et l'Europe devra impérativement renforcer la surveillance sur ses frontières extérieures.

Ce qui se passe à l'Est devrait en revanche accélérer un processus d'élargissement et de normalisation à l'échelon de notre organisation. Ces pays commencent à reconnaître que la grande délinquance existe aussi chez eux. En outre, ils risquent de se trouver au moins aussi exposés que d'autres à des activités criminelles telles que la drogue ou le faux-monnayage...

La Roumanie, la Hongrie et la Yougoslavie sont déjà membres d'Interpol. La Bulgarie s'apprête à y adhérer. Tout laisse prévoir que l'URSS, seul grand absent de l'organisation, adhèrera probablement d'ici à 1991.

Propos recueillis par ROBERT BELLERET

FAITS DIVERS

Dans la Drôme

Un mort et un blessé grave au cours d'une tentative de cambriolage

VALENCE

de notre correspondant

Un commerçant qui a tué à coups de fusil de chasse un cambrioleur, et en a grièvement blessé un autre au moment où ils tentaient de pénétrer dans son magasin, au cours de la nuit du jeudi 23 au vendredi 24 novembre à Bourg-de-Péage (Drôme) a été laissé en liberté. Les premiers éléments de l'enquête conduite par la police judiciaire font apparaître que le commerçant, M. Yvon Bouvier, quarante-huit ans, a pu tirer en situation de légitime défense.

Lassés des cambriolages trop fréquents de son magasin (une dizaine en deux ans) la famille Bouvier avait décidé de faire construire une villa juste à côté de son commerce. La construction de la maison n'étant pas terminée, les époux Bouvier et leurs deux filles se sont installés provisoirement à l'intérieur même de leur magasin « Centre loisirs sports », où ils ont aménagé un petit appartement. Les malfaiteurs ignoraient que le magasin qu'ils voulaient cambrioler était habité.

M. Bouvier, réveillé par des aboiements de chiens et la sonnerie de l'alarme, a ouvert le feu, vers 4 heures du matin sur un groupe de quatre hommes portant des cagoules qui tentaient de forcer la porte d'entrée du magasin. Les malfaiteurs avaient déjà attaché la grille du commerce avec un camion. Les cambrioleurs, qui n'ont pas riposté aux deux coups de feu de M. Bouvier, ont, dans leur fuite, déposé l'un de leurs complices grièvement blessé au centre hospitalier de Valence, où il a été opéré ; et à 40 kilomètres plus au sud, devant l'hôpital de Montélimar, le corps sans vie d'un deuxième complice, Albert Soules-Ferret, vingt-six ans. Les deux autres malfaiteurs ont ensuite incendié leur véhicule, une voiture volée, avant de disparaître.

Soules-Ferret, qui vivait dans un campement de nomades à Livron (Drôme), avait été condamné à l'âge de dix-neuf ans à plusieurs années de prison par la cour d'assises de l'Ardèche pour avoir agressé des personnes âgées.

GÉRARD MÉJEAN

LYON

de notre bureau régional

« Interpol a longtemps été perçue comme une simple extension de la police française. L'élection d'un Britannique à la tête du secrétariat général avait ébranlé cette idée. La décentralisation du siège mondial à Lyon ne constitue-t-elle pas un handicap pour l'image « internationale » de l'organisation ?

— Non, je ne crois pas. Mais c'est vrai que la question a été débattue lorsque notre département de Saint-Cloud — où les locaux étaient trop exigus — s'est imposé. Un transfert du siège dans un autre pays a ainsi été envisagé par certains. En France, j'ai personnellement visité soixante-dix sites d'accueil potentiels — parmi lesquels Saint-Germain-la-Laye, Bordeaux, Nice, Divonne-les-Bains ; et même Sophia-Antipolis, dont le nom convenait plutôt mal...

Mais Lyon, dont la candidature a été tardive, s'est imposée pour de multiples raisons. Le municipalisme nous a offert un terrain sur un site idéal et a tout fait pour favoriser notre installation, notamment pour les personnels.

Coincé, d'autre part, nous avons bénéficié d'une subvention de 3 millions de francs pour notre déménagement, la revente de notre immeuble de Saint-Cloud et un emprunt bancaire nous ont permis d'autofinancer les 120 millions de francs de l'opération. Une démarche assez rare pour un organisme international, d'autant que notre budget de fonctionnement — 20 millions de francs suisses (près de 80 millions de francs) — est relativement modeste.

Le fait de ne plus être basé dans une capitale n'est pas un handicap. Lyon a des ambitions internationales que nous devons, dans

une certaine mesure, favoriser. Nous commençons bien grâce à la présence d'un président de la République et de cinq cents députés venus des cinq continents... Le développement des liaisons aériennes avec l'étranger, l'ouverture d'un lycée international, liée à notre arrivée, le projet de création d'un nouveau palais des congrès sont les prémices d'une évolution.

Une révolution technologique

On observe encore certaines carences en ce qui concerne l'habitat de haut de gamme et la vie nocturne — il n'existe pas d'établissement de nuit où un policier digne de ce nom puisse se rendre... sauf pour le service — mais, plus sérieusement, le recrutement d'un personnel hautement qualifié ne présente ici aucune difficulté. Je dirais même que les embauches réalisées à Lyon pour compenser les départs nous ont permis d'améliorer notre niveau de compétence.

Parce qu'elle n'a pas de fonction opérationnelle, on compare souvent Interpol à une boîte aux lettres. Concrètement, quelle est la tâche des quatre-vingt-dix policiers qui constituent le tiers des effectifs du siège ?

— Nous assurons une mission de liaison, d'assistance et éventuellement de coordination auprès des services de police criminelle des pays membres. Cette activité concerne essentiellement les crimes et délits contre les personnes et les biens, la délinquance économique et financière et le trafic des stupéfiants.

L'article 3 de nos statuts nous interdisant « toute intervention dans des affaires présentant un caractère politique, militaire, religieux ou racial », nous ne pouvons

nous intéresser au terrorisme que sous ses aspects technique et matériel. Une fois débarrassé de son contexte idéologique, qui n'est pas notre affaire, un acte de terrorisme est tout aussi largement assimilable à un crime de droit commun.

La commission internationale de contrôle, qui peut à tout moment nous demander des comptes, exerce une stricte surveillance à cet égard, et, si une manipulation de la part d'un Etat membre ne peut être a priori exclue, les cas de bavures sont extrêmement rares. Les données dont nous disposons sont la propriété des pays membres et notre liberté de manœuvre est donc loin d'être totale.

J'estime que les législations sur la protection des individus — plus ou moins rigoureuses selon les pays — sont indispensables, mais il convient d'éviter que les voyous n'abusent de cet argument.

L'informatisation de notre fameux fichier, qui s'est achevée au moment de notre déménagement, a été l'occasion de le purger partiellement. Après étude, sur les deux millions de fiches qu'Interpol se vante de posséder, nous avons constaté que deux cent cinquante mille seulement concernaient de vrais malfaiteurs d'envergure internationale...

La délinquance dans les pays de l'Est

En substituant le disque optique à lecture laser au support papier, nous avons considérablement réduit nos délais de recherche et de diffusion. Pour acquiescer davantage de rapidité, gage de notre efficacité, nous nous sommes parallèlement dotés d'un double réseau d'autocommutateurs qui nous permet de gérer plus de trois mille

Propos recueillis par ROBERT BELLERET

JUSTICE

Dans l'Ain

Un homme écorné pour le viol de son épouse

BOURG-EN-BRESSE

de notre correspondant

Un homme de trente-deux ans a été inculpé de viol avec violence, puis écorné, le vendredi 17 novembre, à la maison d'arrêt de Bourg-en-Bresse, sur plainte déposée par son épouse à la brigade de gendarmerie de Chalamont (Ain).

Le 14 novembre, soit deux jours auparavant, la jeune femme, âgée de trente et un ans et mère de quatre enfants, s'était rendue à la gendarmerie de la commune où elle et son mari résident depuis quelques mois. Elle y avait accusé son conjoint de l'avoir violée en usant de coups et de violence, le dimanche précédent.

La jeune femme avait aussi confié aux gendarmes qu'elle était victime de violence et services physiques, de la part de son mari, depuis plusieurs années.

Passible de la cour d'assises

Selon les gendarmes, l'époux interpellé le lendemain du dépôt de plainte n'a fait aucune difficulté pour reconnaître les faits. Il a aussi reconnu qu'il lui arrivait de rentrer tard chez lui en état d'ébriété. L'inculpation de viol avec violence le rend passible de la cour d'assises.

Le procureur de la République de Bourg-en-Bresse a toutefois indiqué qu'il convenait de se montrer très prudent quant à la suite qui sera donnée à cette affaire : il appartient, en effet, à la chambre d'accusation de la cour d'appel de Lyon de statuer sur le renvoi ou non du mari devant une juridiction populaire.

S'il était renvoyé devant la cour d'assises, et s'il y était reconnu coupable, le mari encourrait une peine de cinq à dix ans de réclusion criminelle (article 332 du code de procédure pénale).

Cette peine pourrait être doublée dans le cas où seraient retenues une ou plusieurs des circonstances aggravantes prévues par la loi.

LAURENT GUIGON

Condamnation d'un incendiaire de forêt dans le Gard. — Le tribunal correctionnel d'Alès a condamné, vendredi 24 novembre, à cinq ans de prison, dont deux fermes, Rémy Combes, dix-neuf ans, un jeune incendiaire qui avait allumé, le 4 septembre dernier, dans une forêt de La Grand-Combe (Gard) un feu au cours duquel deux pilotes d'un Fokker avaient trouvé la mort. Le jeune homme avait été interpellé sur son lieu de travail trois jours après l'incendie. Il avait alors affirmé avoir agi en raison d'un différend sentimental.

A Cannes

Le directeur du Centre international de danse est inculpé d'attentats à la pudeur

CANNES

de notre correspondant régional

Le directeur du Centre international de danse Rosella Hightower à Cannes, M. Jean-Luc Barsotti, quarante ans, a été inculpé, vendredi 24 novembre, par M. Jean-Paul Renard, juge d'instruction à Grasse, d'attentats à la pudeur aggravés sur mineurs de moins de quinze ans et sur mineurs de plus de quinze ans par personne ayant autorité. Il a été placé sous contrôle judiciaire avec interdiction de se rendre au Centre et de rencontrer des élèves.

M. Barsotti avait été interpellé et placé en garde à vue par les gendarmes de la section de recherches d'Aix-en-Provence, le mercredi 22 novembre, avec cinq enseignants de l'établissement qui ont été mis hors de cause (le Monde du 25 novembre). En dépit du dépeuplement de forces des gendarmes, mercredi, qui n'avait pour but que d'éviter toute concertation entre les témoins, l'affaire doit être ramenée à ses justes proportions. Elle ne concernerait que M. Barsotti à qui sont reprochés des attentats sur des garçons dans le seul cadre du Centre de danse.

L'accusation repose sur des témoignages plus ou moins précis d'élèves mais aucune plainte n'a été déposée par les familles. Aucun document compromettant n'a, d'autre part, été saisi lors de la perquisition effectuée au domicile du

directeur du Centre. M. Barsotti, qui bénéficiait de toute la confiance de M^{me} Rosella Hightower dont il est le collaborateur depuis neuf ans, a accepté de s'expliquer pendant plus d'une heure devant le magistrat instructeur. Les gestes auxquels il se livrait n'avaient, selon lui, rien de malin ou d'équivoque et doivent être réexaminés dans le contexte d'un centre de danse.

Dans une lettre qu'elle a adressée aux parents, M^{me} Hightower leur parle d'un « événement terrible » survenu au Centre — dont tous les cours aussi bien scolaires que de danse sont dispensés normalement. — « Une blessure grave portée à notre école, partie de rumeurs vagues mais qui ont ébranlé une institution dont le rayonnement s'est étendu sur vingt-huit ans. Notre école, poursuit-elle, est aujourd'hui menacée, bafouée. (...) Pour moi, la seule chose qui compte c'est le bien-être et l'avenir de tous les enfants qui nous sont confiés. (...) Cependant, seule votre volonté de parents responsables compte. (...) Votre décision doit me parvenir très vite », conclut-elle, en les incitant à lui faire savoir s'ils souhaitent « continuer » ou « retirer [leurs] enfants, car c'est d'elle qu'émanera ma force de poursuivre mon rêve d'orienter les enfants vers une vie heureuse et équilibrée ».

GUY PORTE

COMMUNICATION

La situation des agences de presse généralistes en France

Les difficultés d'un marché exigu

Le Syndicat national des journalistes CGT de l'Agence France Presse (AFP) a indiqué jeudi 22 novembre que les recettes nouvelles de l'AFP devaient être affectées au renforcement du réseau des correspondants de l'agence en Europe de l'Est et à l'embauche de journalistes de l'Agence centrale de presse (ACP) dont l'existence est actuellement menacée. La situation de crise de l'AFP a permis à l'AFP d'enregistrer des recettes inattendues, explique le syndicat. Elles pourraient donc servir « à la création des postes dont l'AFP a urgemment besoin à Berlin, Prague, Moscou, Budapest, Sofia et Bucarest pour maintenir une couverture exhaustive des événements historiques en cours en Europe de l'Ouest », les postes devenus vacants pouvant être pourvus par des journalistes de l'ACP.

A la direction de l'AFP, on se refuse à tabler sur la disparition de l'ACP. On indique cependant que si cette dernière devait cesser son activité, la reprise de contrats avec des journaux qui étaient uniquement abonnés à l'ACP et qui s'adresseraient dorénavant à l'AFP, ne représenterait que « quelques millions de francs ». On précise également que si les bénéfices d'exploitation de l'AFP en 1988 étaient de 2,3 millions de francs, la situation financière de l'agence serait « juste équilibrée en 1989 ».

La concurrence que se livrent AFP et ACP auprès des médias français les conduit à une perpétuelle corde raide financière. C'est cette situation qu'examinera, jeudi 30 novembre, la commission des

affaires sociales de l'Assemblée nationale, présidée par M. Jean-Pierre Béranger (PS, Allier) qui, dans une audience publique consacrée au sort de l'ACP, entendra notamment M. Alain Couture, son PDG, et M. Jean-Louis Guillaud, celui de l'AFP.

« Il n'y a malheureusement pas assez de place pour deux agences d'information générale en France, compte tenu de l'exiguïté de la clientèle des médias composés d'une centaine de quotidiens, radios et télévisions », note un dirigeant de l'AFP.

Time-Warner revend sa maison d'édition Scott Foresman. — Le premier groupe mondial de communication, Time-Warner, issu du rachat en juillet de Warner par Time Inc. (le Monde du 22 juillet), a annoncé qu'il allait céder sa filiale éditoriale, Scott Foresman, à la société Harper and Row Publishing, qui dépend du groupe News Corporation, présidé par M. Rupert Murdoch. Scott Foresman devrait être vendu pour 455 millions de dollars (2,9 milliards de francs). Scott Foresman, qui avait été acquis par le groupe Time Inc. en 1986 pour 570 millions de dollars (3,6 milliards de francs), constitue la première cession importante d'actifs du nouvel ensemble Time-Warner. Ce dernier, qui souligne son intention de ne pas céder de sociétés appartenant à ses principaux secteurs d'activité (magazines avec Time, People, Fortune, etc. ; audiovisuel avec ATC, Warner Cable, HBO etc., et production avec Lorimar, Warner), a indiqué que la vente de Scott Foresman lui permettrait de réduire son endettement.

سكوت فوسمان

سكنا من الاول

SOCIÉTÉ

SCIENCES

Un rapport sans complaisance sur les effectifs et les moyens

Le CNRS cherche les voies de sa décentralisation

Malgré tous les efforts de déconcentration, la répartition géographique des moyens et des effectifs du CNRS n'a pratiquement pas évolué depuis dix ans, révèle un rapport interne, qui tente d'apporter des « éléments pour la définition d'une stratégie régionale » efficace.

En matière de régionalisation, entre la volonté affichée des décideurs et le résultat sur le terrain, la différence est souvent douloureusement criante. Comme les pétroliers géants, les grands organismes sont affligés d'une inertie impressionnante : les coups de gouvernail ne les empêchent pas de continuer longtemps sur leur erre avant de changer de cap. M. François Kourilsky, directeur général du CNRS, a pu s'en rendre compte à la lecture d'un rapport interne sur ce sujet que vient de rédiger à sa demande M. Jean-Paul de Gaudemar (1). Les conclusions en sont en effet très claires : la carte des effectifs et des moyens mis en œuvre par le CNRS sur le territoire national n'a pratiquement pas changé depuis une dizaine d'années !

Un constat implacable. « La répartition des moyens financiers (du CNRS dans les régions) est, pour l'essentiel, la même en 1988 qu'en 1978 », écrit M. de Gaudemar. La dotation de l'Île-de-France oscille entre 52 % et 54 % de l'enveloppe totale. Loin derrière, les régions Alsace, Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte-d'Azur se détachent un peu du lot avec 6 % à 10 % des dotations. L'Aquitaine, Midi-Pyrénées et le Languedoc-Roussillon, avec 2,5 % à 4 %, le Centre, la Basse-Normandie et la Lorraine (2 % à 3 %). Le budget des onze autres régions ne dépasse guère 1 % de la dotation globale ! Sur le plan du personnel, la répartition suit, évidemment, globalement celle des crédits. Certaines régions ont bien connu des variations d'effectifs,

mais celles-ci portent généralement sur un nombre de personnes très réduit (c'est ainsi qu'en Limousin on passe de trois à dix-huit personnes entre 1978 et 1988). Et ces quelques opérations ponctuelles ne suffisent pas à renverser la tendance. Au contraire : « L'évolution des effectifs semble en général plus conforter une structure acquise qu'esquisser une structure nouvelle », note M. de Gaudemar.

Plus grave : le rapport met en lumière une incapacité du CNRS à évaluer avec précision l'état de ses effectifs. Les services centraux et les différents départements scientifiques fournissent des chiffres qui ne coïncident pas, et « les différences constatées sont souvent supérieures aux évolutions indiquées », précise-t-il. Une carence étonnante qui devrait cependant être corrigée. « Un audit interne a été réalisé sur le système de gestion informatique du CNRS. Un nouveau responsable a été nommé, et un autre système informatique mis en place en janvier dernier. Mais il nous faut encore au moins six mois pour nous remettre au clair », indique M. François Kourilsky, interrogé à ce sujet.

Une « nouvelle gestion des ressources humaines »

En revanche, la correction des tendances à l'immobilisme territorial sera une opération de plus longue haleine. Premier impératif : rompre avec la politique dite du « différentiel de croissance » menée jusqu'à présent, qui consiste à se contenter de favoriser la province lors des augmentations d'effectifs. Au rythme de ces dix dernières années (un tiers pour l'Île-de-France, deux tiers pour la province), le poids de la région parisienne serait encore de 49 % en 2010, a calculé M. de Gaudemar. Il préconise donc une « nouvelle gestion des ressources humaines ». Toute contrainte étant impensable — et inopérante — en matière de « déconcentration », il convient de

mettre sur les leaders, des chercheurs de talent et d'avenir, généralement élèves de scientifiques renommés, et qui, si on les installe en province dans un environnement de qualité, seront susceptibles d'attirer des collègues pour former des équipes performantes.

Cette méthode, « la seule efficace à long terme », doit évidemment être appliquée en concertation étroite avec les universités et les responsables régionaux. Elle doit aussi tenir compte de l'environnement économique, industriel et universitaire, de la présence d'autres laboratoires similaires ou complémentaires. Des critères (jouant parfois en faveur de la région parisienne) qui influent énormément sur la rentabilité des équipes, et peuvent faire varier de un à cinq le « seuil critique » (effectif pour lequel la productivité d'un groupe est maximale). Il faut aussi, préconise M. de Gaudemar, sortir de l'opposition « franco-française ». Paris-province pour envisager le problème sous l'angle international. Cela amène, par exemple, à favoriser « l'échappe sud-est » (Marseille-Aix, Toulouse, Lyon, Grenoble, Strasbourg), qui, souligne le rapport, « constitue un des axes forts de la future Europe de la recherche ».

La régionalisation n'est pas un problème nouveau pour le CNRS,

qui l'a prise en compte au travers de la loi d'orientation de la recherche de 1982 ou des contrats de plan Etat-régions. Il s'est aussi rapproché des industriels, ce qui l'a amené à se doter récemment de structures régionales renforcées (le Monde du 1^{er} juillet). Mais, jusqu'à une analyse et une réflexion solides pour servir de base à ce que M. François Kourilsky qualifie de « virage politique » dans la conduite de ce vénérable organisme. Une évolution qui s'inscrira peut-être dans un contexte plus large : MM. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie, et Jacques Chirac, ministre de l'aménagement du territoire, ont commandé un rapport sur « la recherche et l'aménagement du territoire » qui devrait leur être remis au début de l'année prochaine. Il confirmera sans doute ce que souligne au passage M. de Gaudemar dans son travail : rigidité et concentration excessive ne sont pas l'apanage du seul CNRS.

JEAN-PAUL DUFOUR

(1) M. Jean-Paul de Gaudemar est vice-président de l'université d'Aix-Marseille, haut conseiller auprès du directeur général du CNRS, et président du comité scientifique de la DATAR.

Les Soviétiques vont embarquer un « scooter de l'espace » à bord de la station Mir

Un nouvel élément, le « Module D », devrait être ajouté dimanche 26 novembre à la station spatiale soviétique Mir, occupée depuis le 8 septembre dernier par les cosmonautes Alexandre Viktorovitch et Alexandre Serebrov.

Cet engin de 14 mètres de long et 4 mètres de diamètre pour 23,5 tonnes au décollage devrait être lancé par une fusée « Proton ». Il est doté d'un sas de sortie et d'un scooter spatial — équivalent du « MMU » américain — propulsé par 32 micromoteurs à air comprimé qui devrait permettre aux cosmonautes de s'éloigner de la station librement d'une centaine de

mètres. Pour les premiers essais, ils resteront cependant reliés à Mir par un câble, et limiteront leurs évolutions à moins de 8 mètres.

Outre ce sas, le « Module D » comporte deux autres sections. L'une couvrira au fret, contient divers équipements et des réserves de combustible d'eau et de vivres pour les cosmonautes. L'autre est destinée à l'installation de matériel scientifique. Enfin, les 56 mètres carrés de panneaux solaires dont est équipé le module permettront d'augmenter sensiblement la puissance électrique disponible à bord de Mir. — (AFP, Tass.)

IMMIGRATIONS

Le président (RPR) du conseil général de l'Oise demande à M. Rocard de « ne plus tergiverser » dans l'affaire des foyers. M. Jean-François Manel, président (RPR) du conseil général de l'Oise et député de ce département où se trouvent les villes de Creil et de Noyon, centres de la polémique sur le port du foulard islamique à l'école, demande au premier ministre « de ne plus tergiverser mais d'agir ». Dans une lettre adressée à M. Rocard, il estime que « la position ambiguë prise par votre gouvernement face à la pénétration de l'intégrisme à l'école a abouti au développement et à l'amplification des attitudes nées au collège Gabriel-Havez de Creil ».

Les anti-racistes répliquent au maire de Chelles. Les organisations anti-racistes ont répliqué, vendredi 24 novembre, à la décision de M. Charles Cova, maire (RPR) de Chelles (Seine-et-Marne), de refuser la délivrance des certificats d'hébergement nécessaires à l'obtention par les étrangers d'autorisations de séjour (le Monde du 25 novembre). Le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) « condamne avec vigueur » cette attitude et appelle à un rassemblement mardi devant l'hôtel de ville de Chelles. De son côté, SOS-Racisme estime que le maire « veut se payer un peu de publicité sur le dos des immigrés » et envisage de porter plainte contre lui.

SPORTS

OMNISPORTS : le dopage en question sur TF 1

Bambuck et Johnson face à face

Roger Bambuck a détenu pendant quelques minutes le record du monde du 100 mètres en 1988 à Sacramento (10 secondes). Ben Johnson a été l'homme le plus rapide de tous les temps sur cette distance pendant quelques heures en 1988 à Séoul (9 sec 97). Le premier a été rayé des tablettes par Jim Hines (9 sec 9 le 20 juin 1968) ; le second en a été effacé pour cause de dopage. Le sprinter devenu secrétaire d'Etat aux sports et le sprinter déchu se sont trouvés face à face vendredi 24 novembre pour l'enregistrement de l'émission Médiactions de TF 1 diffusée lundi 27 novembre.

Le 10 avril dernier deux journalistes d'Antenne 2, Alain Vernon et Dominique Leglout, avaient obtenu — en dépit des résistances de leur hiérarchie, soviétique de ne pas indisposer les milieux sportifs, notamment cyclistes — soixante-dix minutes d'antenne, à une heure avancée de la soirée, pour diffuser une enquête approfondie sur le dopage.

A cette occasion les journalistes avaient filmé un contrôle antidopage inopiné effectué à l'Institut national du sport et de l'éducation physique (INSEP) de Vincennes. Cela n'avait provoqué aucun scandale. Il n'en a pas été de même quand les caméramen de TF 1 ont voulu opérer dans les mêmes conditions pour le compte de l'émission Médiactions qui doit à son tour ouvrir le dossier du dopage.

hundi 27 novembre. L'expulsion de l'équipe technique du Palais omnisports de Paris-Bercy a constitué le seul événement marquant des Six Jours cyclistes qui s'y déroulaient dans l'indifférence absolue.

Involontairement la chaîne privée a ainsi obtenu une publicité que n'a pas eu la chaîne publique pour parler sept mois avant du même problème. Les moyens de l'émission aussi n'ont pas été comparables : Antenne 2 n'avait pas accepté de payer une interview de Ben Johnson, auquel TF 1 a versé 25 000 dollars pour quelques minutes de plateau au cours de l'enregistrement public à l'Aquaboulevard de Paris.

Peut-on sérieusement traiter du dopage à l'occasion d'un show télévisé ? L'émission vaudra surtout par la présence simultanée de deux anciens recordmen du 100 mètres, le Français Roger Bambuck (10 secondes le 20 juin 1968 à Sacramento) et le Canadien Ben Johnson (9 sec 97 le 24 septembre 1988 à Séoul). Celui-ci a été suspendu à vie par sa fédération pour avoir été convaincu de dopage à l'occasion de cette course à 36,772 kilomètres-heure. Celui-là, devenu secrétaire d'Etat à la jeunesse et au sport, a fait de la lutte anti-dopage son cheval de bataille.

Les millions du dépistage

Ben Johnson a dit tout ce qu'il avait à dire devant la commission d'enquête canadienne qui a tenu ses audiences à Toronto pendant de longs mois (le Monde des 4 mars, 27 mai et 17 juin 1989). Il se peut que se répéter en faisant amende honorable, et en souhaitant être

requalifié par sa fédération pour concourir « proprement » aux Jeux olympiques de 1992 à Barcelone.

Roger Bambuck a, lui, encore du pain sur la planche. Un sondage effectué pour l'Express (lire ci-contre) a montré, quelques heures avant l'enregistrement du public devant ce phénomène. La publication par Globe d'un test comparatif sur les aphrodisiaques témoignait aussi d'un comportement généralement ambigu à l'égard des stimulants. « Le dopage sexuel et le dopage sportif relèvent de la même perversion dans une société où l'on veut la réussite à tout prix. C'est l'illustration d'une mauvaise gestion des objectifs humains et d'une mauvaise connaissance des capacités de l'organisme », nous a dit le secrétaire d'Etat.

Accepter les règles du jeu

La dernière loi votée pour enrayer le dopage sportif sera-t-elle efficace ? Le dispositif devrait être opérationnel au printemps 1990 avec la publication des décrets d'application puis des circulaires. « Dans le projet de budget pour 1990, la commission de lutte contre le dopage dispose d'ores et déjà de 300 000 francs en crédits de fonctionnement », précise Roger Bambuck. Le laboratoire du professeur Lafarge, à Châteaufort-Malabry, composé de Groupement d'intérêt public (GIP), dispose d'un outil de travail pouvant réaliser quatorze mille analyses par an. Il s'agit maintenant de recruter le personnel compétent.

Concrètement, les services de Roger Bambuck auront disposé au total, entre 1989 et 1990, de 18,145 millions de francs pour dépister le dopage. Sur les 10,3 millions de francs prévus pour 1990, 2,7 millions de francs seront mis à la disposition des services décentralisés du ministère pour mener des opérations locales. 2,1 millions de francs seront consacrés à l'achat de matériels nouveaux, 1,2 million de francs seront affectés à la prévention et 1 million de francs iront à la recherche.

Encore faudra-t-il pour que ces moyens soient efficaces que le milieu sportif accepte réellement les règles du jeu. A cet égard Roger Bambuck s'interroge sur le comportement de certains organisateurs : « Le 7 février dernier, j'ai clairement indiqué au président de la Fédération française de cyclisme que je n'avais aucune intention de persécuter ce sport. Dans la lettre l'informant du programme de contrôles pour l'année, je lui indiquai que mille cinq cents prélèvements seraient faits en 1989 alors que mon prédécesseur en avait commandés mille sept cent quatre-vingt-seize. En revanche,

depuis l'affaire Delgado dans le Tour de France 1988, je voudrais que les organisateurs de courses s'engagent dans la lutte contre le dopage, qu'ils créent par exemple un label « course propre » en effectuant des contrôles au moment des inscriptions. Ils ne veulent rien entendre sous prétexte que cela ne les regarde pas. Ce n'est pas cohérent. La perception du problème par les dirigeants sportifs reste trop différente. L'applaudis, par exemple, quand la Fédération de pelote basque, à laquelle personne ne demandait rien, vient spontanément réclamer des contrôles. Dans d'autres cas il faut imposer : le tennis n'avait eu que douze prélèvements en 1988 dont huit dans la perspective des Jeux olympiques. J'en ai fait faire cent en 1989 ».

Qu'attendre dès lors d'une émission comme Médiactions, quatre jours après la « découverte » du premier cas de dopage dans le football français ? Le grand public idéalise toujours le sport. Les pouvoirs publics sont amenés à dépenser de plus en plus d'argent pour lutter contre le dopage. Le milieu sportif minimise l'ampleur du phénomène. A force d'information, il devrait être possible de faire cesser cette contradiction de fond.

ALAIN GRAUDO

Les résultats

FOOTBALL

Championnat de France. Le club de Bordeaux, leader du championnat de France de division 1, a entamé les matches retour en s'imposant face au Racing Paris 1 (2-1), vendredi 24 novembre, au Parc des Princes, en match décisif de la virginité. Cette victoire permet au Girondin de posséder à nouveau quatre points d'avance sur leurs rivaux marseillais, qui se déplacent à Nantes.

SKI

Coupe du monde. La Française Nathalie Bouvier a remporté, vendredi 24 novembre, le slalom géant pour le Coupe du monde de ski alpin. La Jeannoise de vingt ans, partie avec le dossard numéro 40, a réalisé une performance en signant le meilleur temps de la première manche, sur une piste dure où le champion du monde le Suisse Vreni Schneider avait abandonné à la suite d'une sortie du tracé. Nathalie Bouvier se montrant également le meilleur dans la seconde manche, ce qui lui permettait d'inscrire ses premiers points en Coupe du monde, une épreuve qu'elle a découverte la saison dernière et où elle n'a jamais dépassé la seizième place.

TENNIS

Tournoi d'Essen. L'Allemande de l'Ouest Steffi Graf, première joueuse mondiale, s'est retirée, vendredi 24 novembre, du tournoi sur invitation d'Essen (RFA) auquel elle participait, pour aller se délasser au soleil. « Je suis totalement épuisée », a expliqué la championne de vingt ans, en se plaignant d'une douleur musculaire abdominale, « je dois me reposer et partir en vacances ».

LA BOURSE
Le 1
AUX STAGES
ÉTUDIANTS*
GAGNEZ
PLUS DE 100 STAGES
DANS LE MONDE ENTIER
Participez à la Bourse aux Stages dans Le Monde du 20 au 29 nov. 1989 (numéros datés du 21 au 30-11-1989.)
* Bac + 3 minimum obtenu courant 1990
RETROUVEZ
LAQUELLE DES ENTREPRISES PARTICIPANTES
SE CACHE DERRIÈRE LES ÉNIGMES
SUIVANTES : (voir logos en page emploi)

16 Quelle est cette entreprise industrielle de premier plan qui vient de réaliser un redressement spectaculaire alors qu'elle supporte un endettement d'environ 16 milliards de francs ?

17 1989 restera une grande année pour ce leader mondial des matériaux de construction : succession exemplaire et acquisitions spectaculaires.

18 Toujours en pole position pour distribuer en France et à l'étranger des accessoires, de la peinture et des produits chimiques à ses 40 000 clients et partenaires, sous une marque leader du monde de l'automobile.

19 Ils construisent en 300 jours, dans le Nord, l'usine qui abritera la plus grande machine à papier du monde.

POUR VOUS AIDER

SUR EUROPE 1
UN INDICE SERA DIFFUSÉ
CHAQUE JOUR
AU JOURNAL DE 20 HEURES
PENDANT TOUTE LA DURÉE
DE LA BOURSE
RETROUVEZ CES INDICES
SUR MINTEL 3615 LM

Le Monde
CAMPUS
EUROPE 1

PEINTURE

Kupka, le chercheur émerveillé

La première rétrospective complète de l'œuvre du peintre tchèque est présentée au Musée d'art moderne de la Ville de Paris

Lorsque Kupka exposa au Salon d'automne de 1912 *Amorpha, fugue en deux couleurs*, il surprit et même choqua. Comme il avait déjà surpris et choqué l'année précédente avec son tableau *Plans par couleurs, grand nu*, un tableau qui, à l'évidence, ne participait pas des recherches cubistes, où la figuration, de ce point de vue, pouvait paraître dépassée, mais où le peintre affirmait, comme personne ne le faisait alors à Paris, le plaisir de couleur comme base constructive de la peinture. Ce que la critique, trop occupée à dénoncer la trahison de la peinture française, voire la « décadence cynique » des étrangers, slaves et américains (L. Vauxcelles), ne vit évidemment pas.

Et voici qu'avec ses deux *Amorpha*, Kupka ne présentait plus que des enchevêtrements de formes circulaires, de « cas figures géométriques bizarres, monstrueusement énormes » (Hourcade). Si nouvelles qu'Apollinaire, ce fervent de découvertes, dut recourir pour la première fois au qualificatif d'orphique, pour tenter de les circonscrire. Plus tard, il expliquera ce qu'il entendait par orphisme, en constatant d'ailleurs de citer Kupka, qu'on allait décidément beaucoup oublier en France. Où les « bizarreries » du peintre tchèque ont toujours dérangé, furent un peu vite traitées de décoratives, n'ont jamais été sérieusement étudiées.

La peinture de Kupka ne cadrait pas avec les vues d'une naissance de l'art abstrait dont le cubisme était l'ancêtre, on en a négligé la singularité. Venait-elle d'ailleurs ? On n'a pas tenté d'en reconnaître les sources. On ne la considéra que dans ce qu'elle avait de commun avec celle des artistes familiers à nos historiens de l'art : les plus sages éléments du groupe de Putzeur, dont Kupka était le voisin dès 1906 (sans spécifier son apport) ; la peinture de Delaunay, qui semble n'avoir eu de cesse que d'occulter l'avenir pictural d'un concurrent dont les recherches ont débouché en même temps que les siennes sur une peinture non figurative.

Comment ne pas penser à tout cela en visitant l'exposition du Musée d'art moderne de la Ville de Paris, qui dévoile des pans entiers de l'œuvre, grâce aux prêts de la Narodni Galerie de Prague. On y découvre d'étranges peintures datant des premières années du siècle : des rangées vertigineuses de sphères dans une nuit pluvieuse d'étoiles, des fleurs de néphars ou de lotus habitées d'embryons humains, de virulentes ouvertures pour l'Assiette au beurre, des illustrations pour l'Homme et la Terre d'Elisée Reclus, des portraits de femmes aux lèvres trop rouges pour être honnêtes, des « Gigolos » et « Gigolettes » femmes, et, parallèlement à ce que l'on connaît le mieux — les tableaux de plans verticaux, des incendies, des torrents de lumières astrales et des chutes d'eau cristallines.

Le secret de la vie

Et Kupka de nous surprendre encore, de nous intriguer, de nous piquer de curiosité, tant on s'aperçoit de la complexité de sa démarche. Celle d'un peintre à cheval sur les deux siècles, comme l'ont été d'ailleurs Kandinsky et Mondrian, ces autres pionniers de l'art abstrait, et tributaire de plusieurs foyers de culture. En l'occurrence Prague, Vienne et Paris. Prague où le peintre est né en 1871 et où il a reçu une formation artistique auprès d'un peintre nazaréen, pour qui contemplation, musique, pensée poétique et philosophie étaient les sources de la création artistique. Vienne, où il vécut de 1892 à 1895, où il s'intéressa au spiritisme, aux sciences occultes, où son don médiumnique lui permit de gagner sa vie, où il passa quelques mois au sein d'une communauté qui pratiquait la gymnastique nu dans la nature, la méditation, la musique et la peinture. Ce sera, dira Kupka, une des expériences les plus fortes de sa vie. Paris, où il arriva en 1896, où il reconnut qu'à Vienne il avait « l'âme détraquée », fit tout pour se délivrer du mysticisme et de l'ascétisme, et fréquenta les milieux anarchistes.



Frantisek Kupka

Mais le bain viennois, Kupka ne l'oublia pas, même dans les années 30 après sa courte période mécanicienne, lorsqu'il adhéra au mouvement Abstraction-Création et donna dans une configuration revue et corrigée par le Stijl hollandais et le suprématisme de Malevitch.

Car Kupka est un chercheur, un infatigable chercheur épris de grandes synthèses. Du début à la fin de sa vie. Une vie de peintre marquée par une pensée symboliste, qui passe par le Jugendstil, l'arabesque chargée de sens, arrachée aux splendeurs de l'art décoratif, à Mucha, son compatriote, à la Vienne de Klimt, au Klimt des grands cycles de peintures, des préceptes de corps dans un espace de nébulosité cosmique. La mort en moins.

L'eau, la femme, les rivages...

Comme on peut le reconnaître tout au long de l'œuvre, portée par un bel optimisme, au fond, un émerveillement, une exaltation permanente devant le secret de la vie, le mystère de la naissance. Une exaltation que tempère un solide besoin de rationalité, de construction, d'ordre, et de clarification des connaissances que l'artiste, curieux de tout, a accumulées dans le domaine des sciences exactes et des sciences occultes, de la philosophie et de la théosophie, des religions et des cultures occidentales et orientales, des arts classiques et pré-classiques.

Là il faut peut-être souligner le rôle qu'a pu jouer Elisée Reclus, géographe, sociologue avant la lettre, dans l'étonnant brassage d'idées qui soutient la peinture de Kupka, homme que l'histoire de l'humanité mobilise, peintre sensible à toutes les découvertes, de son temps : la chronophotographie, la photo en couleur, le cinéma, les rayons X. Et qui conjugue tout à la fois le futurisme, l'art de la fugue et la musique des sphères au sonnet de la mise en place de ses premières harmonies colorées, de « ces belles harmonies infiniment variées comme la nature ».

Comme, et non déduites des apparences de la nature, c'est-à-dire en recourant à un jeu d'équivalents plastiques. Dessins, esquisses, études montrent comment ce compositeur solitaire d'une peinture autre à l'œuvre, comment il s'est employé à faire voir un monde parallèle, invisible à l'œil nu, régi par des principes vitaux et des lois de croissance, comment il s'est fixé au lieu originel, à la source de vie, entre mouvements astraux et ondes aquatiques et acoustiques, entre lumière et eau, terre et ciel. Où la trajectoire de l'homme n'est que passage à la comète. Est avènement et non événement.

Les étranges petits tableaux venus de Prague méritent atten-

tion, car on peut presque y reconnaître tout le milieu de l'œuvre à venir, le bain dans lequel elle trempera : l'eau, la femme, des rivages, des visions, des astres ; et les grands types de composition que Kupka utilisera simultanément tout au long des années 10 et 20. L'exposition essaie justement de montrer cette simultanéité des recherches plastiques, qui n'obéissent pas à un seul principe constructif, n'ont rien à voir avec une géométrie triomphante, même si le peintre se sert de la géométrie comme possible moyen justifié de rompre avec la géométrie euclidienne (depuis les sphères) en multipliant les points de fuite, pour susciter une sorte de vertige spatial, par exemple dans *Localisation des mobiles graphiques*. Elle essaie de montrer les grands cycles, les grands principes de l'œuvre, leur développement au fil d'une chronologie souple, selon deux grandes lignes : le langage des verticales d'un côté, celui des courbes et de l'arabesque de l'autre, l'un procédant de la composition musicale, l'autre de la floraison organique. Ce qui n'est pas simple, car, épuisant les points de vue, les interprètent, fusionnent, se rencontrent, comme déjà en 1909 dans *Touche de piano, le lac, un spectacle nocturne*, de fête, qui fait penser au premier Kandinsky ; comme dans *Printemps cosmique* (1911-1920),

où le torrent de lumière astrale, blanche, lunaire, est traversé d'haléantes concrétions de matières informes et de cristallisations. Où l'on peut sans doute reconnaître le familier des séances de spiritisme, mais aussi supposer une connaissance scientifique des tissus cellulaires.

Oui, le parcours montre toute la complexité de l'œuvre et des recherches qui entourent le salut de Kupka dans l'inconnu. On peut cependant lui reprocher de ne pas mettre suffisamment en valeur les plus beaux tableaux, qui ne sont pas toujours les plus grands, de négliger un peu trop les splendeurs chromatiques des petits plans verticaux au profit des grandes orgues. Là tout n'est pas forcément bon, mais devient formidable, quand le peintre, oubliant la théorie, porté par on ne sait quoi au juste, en tout cas plus que des états d'âme — plutôt de très positifs élan charnels, — conjugue les corps en une peinture révélatrice du « gouffre dont nous sortons et les hauteurs vertigineuses auxquelles nous aspirons » (Schuré).

GENEVIEVE BREERETTE

► « Frantisek Kupka (1871-1957) ou l'invention d'une abstraction. » Musée d'art moderne de la Ville de Paris, jusqu'au 25 février. L'exposition sera présentée à Prague ultérieurement.

THÉÂTRE

La mort d'Armand Salacrou

Un humour désenchanté

Le dramaturge est décédé jeudi 23 novembre au Havre. Il était âgé de quatre-vingt-dix ans

Armand Salacrou est mort en lisant le journal. Pensant sans doute que le titre de l'un de ses plus grands succès d'auteur dramatique, *La Terre est ronde*, n'était plus de saison. Lui qui avait débuté à l'*Humanité* en 1918...

Né à Rouen le 9 août 1899, Armand Salacrou est un garçon pressé qui manifeste très tôt des dons éclatants pour la littérature, le bon goût en art et la publicité. Commentant par refus de faire sa première communion, ce fils d'herboriste achète son premier Dufy à quinze ans pour 1,25 franc et trouve son premier slogan à seize ans. Il en concoctera beaucoup quelques années plus tard pour la radio naissante avec le poète Robert Desnos.

Son père est l'inventeur du Thé des familles et d'une lotion contre les poux. Il fera passer ce produit peu glorieux à la postérité grâce à cette formule admirable : « Marie-Rose : la mort parfumée des poux ».

Après des études de médecine interrompues, une licence de philosophie, et ses débuts à l'*Humanité*, Armand Salacrou collabore à l'*Internationale* dont il fait considérablement monter le tirage en organisant le « Concours du plus mauvais patron », désigné par ses ouvriers. Vainqueur : Louis Renault.

Le théâtre l'appelle. Il devient le secrétaire de Charles Dullin, qualifié lui-même sa première pièce,

Chez les Goncourt

Armand Salacrou fut membre de l'Académie Goncourt de 1949 à 1983. Depuis lors, il était membre honoraire.

Il eut une brouille avec l'Académie en 1971, à la suite de l'élection de Bernard Clavel.

EXPOSITION

Les utopies de l'Europe

La dernière des manifestations liées aux célébrations du Bicentenaire de la Révolution française

« L'Europe des créateurs » se tient au Grand Palais.

Avec une ambition : celle d'être la vitrine de l'Europe de demain

Soixante-dix villes de vingt-deux pays européens, de l'Atlantique à la frontière soviétique, sont représentées sous la verrière du Grand Palais : Glasgow, Bordeaux, Dublin, Düsseldorf... La règle du jeu ? proposer un « projet », utopique ou non, mais jamais réalisé.

Cette manifestation dérive de feu l'Exposition universelle de 1989 qui devait se tenir sur les rives de la Seine. Claude Mollard, ancien délégué aux arts plastiques du premier ministre Lang, aujourd'hui « ingénieur culturel » en a relancé l'idée en profitant cette fois de la célébration du Bicentenaire dont ce doit être le bouquet final.

« C'est une manière pour l'Europe de fêter ses cent prochaines années », précise Claude Mollard. Il fallait trouver un thème qui fédère les nations du Vieux Continent. C'est évidemment la culture qui fonde l'identité européenne et contribuera demain à forger son unité. Mais nous avons refusé de faire de cette manifestation une sorte de caravansérail culturel où tout et n'importe quoi serait présenté.

Nous avons donc sélectionné les projets. Si nous avons privilégié les arts visuels, c'est parce que je m'y intéresse depuis longtemps — il faut absolument réhabiliter l'art monumental, retravailler le décor urbain — mais aussi parce que c'est un moyen de communication formidable, la preuve de leur dynamisme.

Ce voyage dans l'Europe du futur a nécessité un budget de 8 millions de francs (la mission du Bicentenaire a donné 1 million de francs et le ministère de la culture, 2 millions de francs). Une grande roue, plantée au centre de la nef principale, permet aux visiteurs d'avoir une vue cavalière de l'ensemble des stands. Vus de haut, sous l'admirable verrière du Grand Palais, ils semblent parés de toutes les vertus. Comme sous le discours de leurs promoteurs, Claude Mollard et Christine Armengaud. La réalité est plus décevante.

EMMANUEL DE ROUX

► « L'Europe des créateurs », au Grand Palais, du 24 novembre au 10 décembre.

Le temps des zombies

Extase de l'électronique, apothéose de l'ordinateur, ivresse des ondes et des puces : depuis l'exposition dite des Immatériaux qu'organisa jadis Jean-François Lyotard à Beaubourg, on savait notre époque entichée de sa technique jusqu'à la fascination et l'idolâtrie. Que la nef du Grand Palais soit vouée à la foi cathodique ne peut plus surprendre. Avec des téléviseurs noirs pour seuls prie-dieu, des bandes-son pour grandes orgues et un laser dans son tube de verre en guise de Saint-Esprit, le culte à ses instruments. La cérémonie peut commencer. Des images passent et repassent en boucle, des bruits confus sortent des haut-parleurs, les dessins ont été exécutés par des machines, transmis par fax, photocopiés en couleurs. Tout est propre, tout est parfait.

Et tout est mort. Le vingtième siècle finissant admire ses circuits intégrés, mais ces circuits sont vides. Qu'y a-t-il au-delà de l'exhibition technologique, au-delà de la démonstration de maîtrise ? Rien. Pas de sens. Pas d'idée. Nulle pensée. Tout juste la faculté de répéter, d'imiter, de copier et de diffuser. Tout juste assez de mémoire conservée pour reproduire des modèles anciens que l'on veut faire passer pour des inventions. Tintins en plomb ripoliné, canapés et verrières style 1920, stéréotypes post-minimalistes : on n'échappe plus à la citation.

Notre présent, ce serait donc comme ça : un patchwork de fragments de passés pastichés. Autrement dit, le triomphe du morceau choisi, le modèle Lagarde et

Michard appliqué à tous les arts : plus d'œuvres, des anthologies ; plus de textes, des digests ; plus de nature, des plantes en pots et des bonsaïs ; non plus les *Fleurs du mal* mais des fleurs artificielles *made in Macao*. Ce qui s'offre ici à l'admiration générale sous couvert de modernité, c'est un cimetière bien ratissé de signes sans objets et de styles fantômes, le résultat d'une lobotomie universelle. Les « créations » ici présentées sont à l'œuvre d'art ce que sont à la vie les contractions spasmodiques d'une grenouille de laboratoire que l'on électrocuta après l'avoir chloroformée et disséquée.

Voici venue la société du spectacle, qui neutralise l'histoire et vitrifie le présent. Cette logique tueuse, il s'est trouvé au Grand Palais un décorateur pour la pousser à son point extrême, celui où la naïveté et la frivolité deviennent simplement criminelles. Dans la cafétéria de l'exposition, il a accroché une grande toile noire et rouge où l'on a peint, mal et seulement afin de plagier les graffitiistes du métro, la phrase de Kennedy : « Ich bin ein Berliner ». Les fugitifs morts sur le mur de Berlin pendant un quart de siècle, les tombes à l'angle du Reichstag, l'histoire de l'Europe, qui aurait en effet le mauvais goût de s'en souvenir encore quand la toile fait si bel effet derrière le bar ? Fallait-il ce paroxysme d'amnésie et de futilité pour conclure dignement les commémorations du Bicentenaire ?

PHILIPPE DAGEN

سكندرية

AGENDA

SAMEDI 25 - DIMANCHE 26 NOVEMBRE

CINÉMA

LES FILMS NOUVEAUX

CHAMBER A PART. Film français de Jacky Cukier. Rex, 2 (42-38-83-88). Céd. Beaubourg, 9 (42-71-52-38). UGC Denain, 9 (42-25-10-30). UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84). Saint-Lazare-Pasquier, 9 (43-67-35-43). UGC Champ-Élysées, 9 (45-62-20-40). Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31). UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58). UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44). Métrol, 14 (45-39-52-43). UGC Convention, 15 (45-74-83-40). Images, 19 (45-22-47-04).

LES ENFANTS DU DÉSORDRE. Film français de Yannick Bellon. Rex, 2 (42-38-83-88). Céd. Beaubourg, 9 (42-71-52-38). UGC Denain, 9 (42-25-10-30). UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84). Saint-Lazare-Pasquier, 9 (43-67-35-43). UGC Champ-Élysées, 9 (45-62-20-40). Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31). UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58). UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44). Métrol, 14 (45-39-52-43). UGC Convention, 15 (45-74-83-40). Images, 19 (45-22-47-04).

LA FEMME DE ROSE HILL. Film franco-allemand d'Alain Tanner. Gaumont Les Halles, 7 (40-26-12-12). Gaumont Opéra, 2 (47-42-56-31). Les Trois Louises, 9 (46-33-57-77). Publicis Champ-Élysées, 9 (45-62-20-40). Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31). UGC Denain, 9 (42-25-10-30). UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84). Saint-Lazare-Pasquier, 9 (43-67-35-43). UGC Champ-Élysées, 9 (45-62-20-40). Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31). UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58). UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44). Métrol, 14 (45-39-52-43). UGC Convention, 15 (45-74-83-40). Images, 19 (45-22-47-04).

LES MARQUIS D'ESQUILLACHE. Film espagnol de José Luis Merino. Rex, 2 (42-38-83-88). Céd. Beaubourg, 9 (42-71-52-38). UGC Denain, 9 (42-25-10-30). UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84). Saint-Lazare-Pasquier, 9 (43-67-35-43). UGC Champ-Élysées, 9 (45-62-20-40). Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31). UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58). UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44). Métrol, 14 (45-39-52-43). UGC Convention, 15 (45-74-83-40). Images, 19 (45-22-47-04).

MES QUARANTE PREMIÈRES ANNÉES. Film italien de Carlo Verdone. Rex, 2 (42-38-83-88). Céd. Beaubourg, 9 (42-71-52-38). UGC Denain, 9 (42-25-10-30). UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84). Saint-Lazare-Pasquier, 9 (43-67-35-43). UGC Champ-Élysées, 9 (45-62-20-40). Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31). UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58). UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44). Métrol, 14 (45-39-52-43). UGC Convention, 15 (45-74-83-40). Images, 19 (45-22-47-04).

LA NUIT OMBRÉE. Film espagnol de Carlos Saura. Rex, 2 (42-38-83-88). Céd. Beaubourg, 9 (42-71-52-38). UGC Denain, 9 (42-25-10-30). UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84). Saint-Lazare-Pasquier, 9 (43-67-35-43). UGC Champ-Élysées, 9 (45-62-20-40). Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31). UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58). UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44). Métrol, 14 (45-39-52-43). UGC Convention, 15 (45-74-83-40). Images, 19 (45-22-47-04).

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE : LES ANNÉES TERRIBLES. Film français de Richard Heffron. Forum Horizon, 1 (45-08-57-57). 14 Juillet Bastille, 12 (43-43-01-58). UGC Denain, 9 (42-25-10-30). UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84). Saint-Lazare-Pasquier, 9 (43-67-35-43). UGC Champ-Élysées, 9 (45-62-20-40). Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31). UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58). UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44). Métrol, 14 (45-39-52-43). UGC Convention, 15 (45-74-83-40). Images, 19 (45-22-47-04).

UN MONDE SANS PITRÉ. Film français d'Éric Rohmer. Rex, 2 (42-38-83-88). Céd. Beaubourg, 9 (42-71-52-38). UGC Denain, 9 (42-25-10-30). UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84). Saint-Lazare-Pasquier, 9 (43-67-35-43). UGC Champ-Élysées, 9 (45-62-20-40). Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31). UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58). UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44). Métrol, 14 (45-39-52-43). UGC Convention, 15 (45-74-83-40). Images, 19 (45-22-47-04).

WINTER PEOPLE. Film américain de Tad Kitchell. Rex, 2 (42-38-83-88). Céd. Beaubourg, 9 (42-71-52-38). UGC Denain, 9 (42-25-10-30). UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84). Saint-Lazare-Pasquier, 9 (43-67-35-43). UGC Champ-Élysées, 9 (45-62-20-40). Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31). UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58). UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44). Métrol, 14 (45-39-52-43). UGC Convention, 15 (45-74-83-40). Images, 19 (45-22-47-04).

LA CINÉMATHEQUE
PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)
SAMEDI
Les Chiffonniers d'Emma (1954), de Robert Darbès, 15 h ; Drôles de couples (1970, v.o. s.t.f.), de Mario Maréchal et Alberto Soré, 17 h ; Les Clowns (v.l.), de Federico Fellini, 19 h ; Amarcord (1974), de Federico Fellini, 21 h.

DIMANCHE
La Prisonnière du désert (1955, v.o. s.t.f.), de John Ford, 15 h ; Le Jeune Cassidy (1964-1965, v.o. s.t.f.), de John Ford, 17 h.

LA CINÉMATHEQUE
PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)
DIMANCHE
Les Chiffonniers d'Emma (1954), de Robert Darbès, 15 h ; Drôles de couples (1970, v.o. s.t.f.), de Mario Maréchal et Alberto Soré, 17 h ; Les Clowns (v.l.), de Federico Fellini, 19 h ; Amarcord (1974), de Federico Fellini, 21 h.

LA CINÉMATHEQUE
PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)
DIMANCHE
Les Chiffonniers d'Emma (1954), de Robert Darbès, 15 h ; Drôles de couples (1970, v.o. s.t.f.), de Mario Maréchal et Alberto Soré, 17 h ; Les Clowns (v.l.), de Federico Fellini, 19 h ; Amarcord (1974), de Federico Fellini, 21 h.

LA CINÉMATHEQUE
PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)
DIMANCHE
Les Chiffonniers d'Emma (1954), de Robert Darbès, 15 h ; Drôles de couples (1970, v.o. s.t.f.), de Mario Maréchal et Alberto Soré, 17 h ; Les Clowns (v.l.), de Federico Fellini, 19 h ; Amarcord (1974), de Federico Fellini, 21 h.

LA CINÉMATHEQUE
PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)
DIMANCHE
Les Chiffonniers d'Emma (1954), de Robert Darbès, 15 h ; Drôles de couples (1970, v.o. s.t.f.), de Mario Maréchal et Alberto Soré, 17 h ; Les Clowns (v.l.), de Federico Fellini, 19 h ; Amarcord (1974), de Federico Fellini, 21 h.

LA CINÉMATHEQUE
PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)
DIMANCHE
Les Chiffonniers d'Emma (1954), de Robert Darbès, 15 h ; Drôles de couples (1970, v.o. s.t.f.), de Mario Maréchal et Alberto Soré, 17 h ; Les Clowns (v.l.), de Federico Fellini, 19 h ; Amarcord (1974), de Federico Fellini, 21 h.

LA CINÉMATHEQUE
PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)
DIMANCHE
Les Chiffonniers d'Emma (1954), de Robert Darbès, 15 h ; Drôles de couples (1970, v.o. s.t.f.), de Mario Maréchal et Alberto Soré, 17 h ; Les Clowns (v.l.), de Federico Fellini, 19 h ; Amarcord (1974), de Federico Fellini, 21 h.

LA CINÉMATHEQUE
PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)
DIMANCHE
Les Chiffonniers d'Emma (1954), de Robert Darbès, 15 h ; Drôles de couples (1970, v.o. s.t.f.), de Mario Maréchal et Alberto Soré, 17 h ; Les Clowns (v.l.), de Federico Fellini, 19 h ; Amarcord (1974), de Federico Fellini, 21 h.

LA CINÉMATHEQUE
PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)
DIMANCHE
Les Chiffonniers d'Emma (1954), de Robert Darbès, 15 h ; Drôles de couples (1970, v.o. s.t.f.), de Mario Maréchal et Alberto Soré, 17 h ; Les Clowns (v.l.), de Federico Fellini, 19 h ; Amarcord (1974), de Federico Fellini, 21 h.

Ford et Jack Cardiff, 17 h ; 9 Festival international de la Biennale 1989 : Britannia News (1949, v.o. s.t.f., en présence de Gonzalo Justiniano), de Jean Neugrosch, 18 h ; Song of Russia (1943, v.o. s.t.f.), de Gregory Ratoff, 21 h.

SALLE GARANCE
CENTRE GEORGES-POMPIDOU (42-78-37-23)
SAMEDI
Révoltes, Révolutions. Cinéma : la Mère (1926, v.o. s.t.f.), de Vsevolod Poudovkine, 14 h 30 ; les Marginaux (v.o. s.t.f.), 17 h 30 ; les Sans-Espoir (1965, v.o. s.t.f.), de Miklos Jancso, 20 h 30.

DIMANCHE
Révoltes, Révolutions. Cinéma : Pour qui sonne le glas (1943, v.o. s.t.f.), de Sam Wood, 14 h 30 ; la Nouvelle Babylone (1929), de Grigori Kozintsev et Leonide Trauberg, 17 h 30 ; la Terre de la grande promesse (1976, v.o. s.t.f.), d'Andrzej Wajda, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS
2, Grande Galerie, porte St-Eustache, Forum des Halles (40-26-34-30)
SAMEDI
La Paris des écrivains du XX^e siècle : Actualité ancienne : Actualité Gaumont, 12 h 30 ; Collaboration et résistance littéraires : la Guerre d'un seul homme (1981), d'Edgardo Cozarinsky, 14 h 30 ; Raymond Radiguet : Bande annonce : le Bel comte d'Orgel (1970), de Marc Allégret, 16 h 30 ; François Sagan : Actualité Gaumont, Françoise Sagan (1969), de Gisèle Hautecorne, Allez-vous braquer ? (1981), d'André Livié, 18 h 30 ; Jacques Prévert : Paris mange son pain (1958), de Pierre Prévert, 20 h 30.

DIMANCHE
La Paris des écrivains du XX^e siècle : Philippe Soupault : Philippe Soupault et le Surréalisme (1982), de Bernard Tavernier, 14 h 30 ; Cécile Rostand : Sain-Denis Roman (1987), de Claudine Bories, la Tortue sur le dos (1978), de L. Béraud, 16 h 30 ; Louise de Vilmorin : la Lettre dans un tas (1962), de François Chénal, 18 h 30 ; Jacques Prévert : Encyclopédie du cinéma français : Jacques Prévert (1978), de Claude-Jean Philippe, le Crime du Monsieur Lange (1936), de Jean Renoir, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS
ALICE (Tchécoslovaquie-Suisse-Allemagne-Grande-Bretagne, v.f.), Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28).
L'APRÈS-OCTOBRE (Alg., v.o.), L'Entreprise, 14 (45-43-41-63).
BAGDAD CAFÉ (A., v.o.), Chocob, 6 (45-62-41-46).
LES SAISONS DE SECOURS (Fr.), L'Entreprise, 14 (45-43-41-63).
BAPTÊME (Fr.), Lucarne, 6 (45-44-57-34).
BREVÉ HISTOIRE D'AMOUR (Pol., v.o.), Saint-André-des-Arts 1, 6 (45-26-48-18).
CAMILLE CLAUDEL (Fr.), Elysée Lincoln, 6 (45-59-36-14).
CRÉMA PARADISO (Fr.-It., v.o.), 14 Juillet Odéon, 6 (45-62-41-46).
George V, 6 (45-62-41-46).
UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58).
UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44).
Métrol, 14 (45-39-52-43).
UGC Convention, 15 (45-74-83-40).
Images, 19 (45-22-47-04).

UN MONDE SANS PITRÉ. Film français d'Éric Rohmer. Rex, 2 (42-38-83-88). Céd. Beaubourg, 9 (42-71-52-38). UGC Denain, 9 (42-25-10-30). UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84). Saint-Lazare-Pasquier, 9 (43-67-35-43). UGC Champ-Élysées, 9 (45-62-20-40). Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31). UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58). UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44). Métrol, 14 (45-39-52-43). UGC Convention, 15 (45-74-83-40). Images, 19 (45-22-47-04).

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE : LES ANNÉES TERRIBLES. Film français de Richard Heffron. Forum Horizon, 1 (45-08-57-57). 14 Juillet Bastille, 12 (43-43-01-58). UGC Denain, 9 (42-25-10-30). UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84). Saint-Lazare-Pasquier, 9 (43-67-35-43). UGC Champ-Élysées, 9 (45-62-20-40). Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31). UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58). UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44). Métrol, 14 (45-39-52-43). UGC Convention, 15 (45-74-83-40). Images, 19 (45-22-47-04).

UN MONDE SANS PITRÉ. Film français d'Éric Rohmer. Rex, 2 (42-38-83-88). Céd. Beaubourg, 9 (42-71-52-38). UGC Denain, 9 (42-25-10-30). UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84). Saint-Lazare-Pasquier, 9 (43-67-35-43). UGC Champ-Élysées, 9 (45-62-20-40). Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31). UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58). UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44). Métrol, 14 (45-39-52-43). UGC Convention, 15 (45-74-83-40). Images, 19 (45-22-47-04).

WINTER PEOPLE. Film américain de Tad Kitchell. Rex, 2 (42-38-83-88). Céd. Beaubourg, 9 (42-71-52-38). UGC Denain, 9 (42-25-10-30). UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84). Saint-Lazare-Pasquier, 9 (43-67-35-43). UGC Champ-Élysées, 9 (45-62-20-40). Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31). UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58). UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44). Métrol, 14 (45-39-52-43). UGC Convention, 15 (45-74-83-40). Images, 19 (45-22-47-04).

LA CINÉMATHEQUE
PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)
SAMEDI
Les Chiffonniers d'Emma (1954), de Robert Darbès, 15 h ; Drôles de couples (1970, v.o. s.t.f.), de Mario Maréchal et Alberto Soré, 17 h ; Les Clowns (v.l.), de Federico Fellini, 19 h ; Amarcord (1974), de Federico Fellini, 21 h.

DIMANCHE
La Prisonnière du désert (1955, v.o. s.t.f.), de John Ford, 15 h ; Le Jeune Cassidy (1964-1965, v.o. s.t.f.), de John Ford, 17 h.

LA CINÉMATHEQUE
PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)
DIMANCHE
Les Chiffonniers d'Emma (1954), de Robert Darbès, 15 h ; Drôles de couples (1970, v.o. s.t.f.), de Mario Maréchal et Alberto Soré, 17 h ; Les Clowns (v.l.), de Federico Fellini, 19 h ; Amarcord (1974), de Federico Fellini, 21 h.

LA CINÉMATHEQUE
PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)
DIMANCHE
Les Chiffonniers d'Emma (1954), de Robert Darbès, 15 h ; Drôles de couples (1970, v.o. s.t.f.), de Mario Maréchal et Alberto Soré, 17 h ; Les Clowns (v.l.), de Federico Fellini, 19 h ; Amarcord (1974), de Federico Fellini, 21 h.

LA CINÉMATHEQUE
PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)
DIMANCHE
Les Chiffonniers d'Emma (1954), de Robert Darbès, 15 h ; Drôles de couples (1970, v.o. s.t.f.), de Mario Maréchal et Alberto Soré, 17 h ; Les Clowns (v.l.), de Federico Fellini, 19 h ; Amarcord (1974), de Federico Fellini, 21 h.

LA CINÉMATHEQUE
PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)
DIMANCHE
Les Chiffonniers d'Emma (1954), de Robert Darbès, 15 h ; Drôles de couples (1970, v.o. s.t.f.), de Mario Maréchal et Alberto Soré, 17 h ; Les Clowns (v.l.), de Federico Fellini, 19 h ; Amarcord (1974), de Federico Fellini, 21 h.

LA CINÉMATHEQUE
PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)
DIMANCHE
Les Chiffonniers d'Emma (1954), de Robert Darbès, 15 h ; Drôles de couples (1970, v.o. s.t.f.), de Mario Maréchal et Alberto Soré, 17 h ; Les Clowns (v.l.), de Federico Fellini, 19 h ; Amarcord (1974), de Federico Fellini, 21 h.

LA CINÉMATHEQUE
PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)
DIMANCHE
Les Chiffonniers d'Emma (1954), de Robert Darbès, 15 h ; Drôles de couples (1970, v.o. s.t.f.), de Mario Maréchal et Alberto Soré, 17 h ; Les Clowns (v.l.), de Federico Fellini, 19 h ; Amarcord (1974), de Federico Fellini, 21 h.

LA CINÉMATHEQUE
PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)
DIMANCHE
Les Chiffonniers d'Emma (1954), de Robert Darbès, 15 h ; Drôles de couples (1970, v.o. s.t.f.), de Mario Maréchal et Alberto Soré, 17 h ; Les Clowns (v.l.), de Federico Fellini, 19 h ; Amarcord (1974), de Federico Fellini, 21 h.

LA CINÉMATHEQUE
PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)
DIMANCHE
Les Chiffonniers d'Emma (1954), de Robert Darbès, 15 h ; Drôles de couples (1970, v.o. s.t.f.), de Mario Maréchal et Alberto Soré, 17 h ; Les Clowns (v.l.), de Federico Fellini, 19 h ; Amarcord (1974), de Federico Fellini, 21 h.

LA CINÉMATHEQUE
PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)
DIMANCHE
Les Chiffonniers d'Emma (1954), de Robert Darbès, 15 h ; Drôles de couples (1970, v.o. s.t.f.), de Mario Maréchal et Alberto Soré, 17 h ; Les Clowns (v.l.), de Federico Fellini, 19 h ; Amarcord (1974), de Federico Fellini, 21 h.

INDIANA JONES ET LA DERNIÈRE CROISADE (A., v.o.), Forum Horizon, 1 (45-08-57-57). UGC Odéon, 6 (42-25-10-30). Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08). George V, 6 (45-62-41-46). UGC Normandie, 6 (45-63-18-18). Max Linder Pasquier, 9 (45-24-88-88). La Bastille, 11 (43-07-48-60). 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79). Khnopconrama, 15 (43-06-50-50). UGC Malin, 17 (47-48-06-06). v.f. : Rex, 2 (42-38-83-88). Rex La Grand Rex, 2 (42-38-83-88). Bretagne, 6 (42-22-57-57). UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84). Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31). Les Nations, 12 (43-43-01-58). UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44). Gaumont Aléa, 14 (43-27-84-84). Gaumont Convention, 15 (45-74-83-40). Images, 19 (45-22-47-04).

QUAND HARRY RENCONTRE SALLY (A., v.o.), Gaumont Les Halles, 7 (40-26-12-12). Céd. Beaubourg, 9 (42-71-52-38). UGC Denain, 9 (42-25-10-30). UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84). Saint-Lazare-Pasquier, 9 (43-67-35-43). UGC Champ-Élysées, 9 (45-62-20-40). Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31). UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58). UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44). Métrol, 14 (45-39-52-43). UGC Convention, 15 (45-74-83-40). Images, 19 (45-22-47-04).

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE : LES ANNÉES LUMIÈRE (Fr.), Forum Orient Express, 1 (45-08-57-57). 14 Juillet Bastille, 12 (43-43-01-58). UGC Denain, 9 (42-25-10-30). UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84). Saint-Lazare-Pasquier, 9 (43-67-35-43). UGC Champ-Élysées, 9 (45-62-20-40). Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31). UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58). UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44). Métrol, 14 (45-39-52-43). UGC Convention, 15 (45-74-83-40). Images, 19 (45-22-47-04).

UN MONDE SANS PITRÉ. Film français d'Éric Rohmer. Rex, 2 (42-38-83-88). Céd. Beaubourg, 9 (42-71-52-38). UGC Denain, 9 (42-25-10-30). UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84). Saint-Lazare-Pasquier, 9 (43-67-35-43). UGC Champ-Élysées, 9 (45-62-20-40). Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31). UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58). UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44). Métrol, 14 (45-39-52-43). UGC Convention, 15 (45-74-83-40). Images, 19 (45-22-47-04).

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE : LES ANNÉES TERRIBLES. Film français de Richard Heffron. Forum Horizon, 1 (45-08-57-57). 14 Juillet Bastille, 12 (43-43-01-58). UGC Denain, 9 (42-25-10-30). UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84). Saint-Lazare-Pasquier, 9 (43-67-35-43). UGC Champ-Élysées, 9 (45-62-20-40). Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31). UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58). UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44). Métrol, 14 (45-39-52-43). UGC Convention, 15 (45-74-83-40). Images, 19 (45-22-47-04).

UN MONDE SANS PITRÉ. Film français d'Éric Rohmer. Rex, 2 (42-38-83-88). Céd. Beaubourg, 9 (42-71-52-38). UGC Denain, 9 (42-25-10-30). UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84). Saint-Lazare-Pasquier, 9 (43-67-35-43). UGC Champ-Élysées, 9 (45-62-20-40). Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31). UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58). UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44). Métrol, 14 (45-39-52-43). UGC Convention, 15 (45-74-83-40). Images, 19 (45-22-47-04).

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE : LES ANNÉES TERRIBLES. Film français de Richard Heffron. Forum Horizon, 1 (45-08-57-57). 14 Juillet Bastille, 12 (43-43-01-58). UGC Denain, 9 (42-25-10-30). UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84). Saint-Lazare-Pasquier, 9 (43-67-35-43). UGC Champ-Élysées, 9 (45-62-20-40). Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31). UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58). UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44). Métrol, 14 (45-39-52-43). UGC Convention, 15 (45-74-83-40). Images, 19 (45-22-47-04).

UN MONDE SANS PITRÉ. Film français d'Éric Rohmer. Rex, 2 (42-38-83-88). Céd. Beaubourg, 9 (42-71-52-38). UGC Denain, 9 (42-25-10-30). UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84). Saint-Lazare-Pasquier, 9 (43-67-35-43). UGC Champ-Élysées, 9 (45-62-20-40). Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31). UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58). UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44). Métrol, 14 (45-39-52-43). UGC Convention, 15 (45-74-83-40). Images, 19 (45-22-47-04).

WINTER PEOPLE. Film américain de Tad Kitchell. Rex, 2 (42-38-83-88). Céd. Beaubourg, 9 (42-71-52-38). UGC Denain, 9 (42-25-10-30). UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84). Saint-Lazare-Pasquier, 9 (43-67-35-43). UGC Champ-Élysées, 9 (45-62-20-40). Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31). UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58). UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44). Métrol, 14 (45-39-52-43). UGC Convention, 15 (45-74-83-40). Images, 19 (45-22-47-04).

LA CINÉMATHEQUE
PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)
SAMEDI
Les Chiffonniers d'Emma (1954), de Robert Darbès, 15 h ; Drôles de couples (1970, v.o. s.t.f.), de Mario Maréchal et Alberto Soré, 17 h ; Les Clowns (v.l.), de Federico Fellini, 19 h ; Amarcord (1974), de Federico Fellini, 21 h.

DIMANCHE
La Prisonnière du désert (1955, v.o. s.t.f.), de John Ford, 15 h ; Le Jeune Cassidy (1964-1965, v.o. s.t.f.), de John Ford, 17 h.

LA CINÉMATHEQUE
PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)
DIMANCHE
Les Chiffonniers d'Emma (1954), de Robert Darbès, 15 h ; Drôles de couples (197

RÉGIONS

Au centre de stockage de Soulaïnes

Les dividendes du nucléaire

J'AI ACHETÉ UN COMPTEUR GEIGER
POUR SAVOIR À COMBIEN ON A DROIT.

de clocher de l'église, constate le maire, jaloux de ses collègues du deuxième cercle.

Quatre fosses
bétonnées

Le chef d'aménagement du centre de stockage de l'ANDRA, Jacques Dodemont, ne peut rien faire contre ces petites injustices. Son métier à lui, c'est d'aménager le mieux possible les 113 hectares qui, en trente ans, vont recevoir un million de mètres cubes de déchets radioactifs venus de toute la France. Aux élus impressionnés il détaille les opérations du chantier, sur lequel ne travaillent actuelle-

ment que cent vingt ouvriers et techniciens — ils seront cinq cents l'an prochain. Un million de mètres cubes de terre, de sable et d'argile ont déjà été ramassés pour obtenir une bonne assise.

Quatre fosses équipées d'une galerie de visite souterraine ont été creusées et sont en cours de bétonnage. Les colis radioactifs reposent sur un radier de 40 centimètres d'épaisseur, puis ils seront coulés dans des alvéoles de béton, et enfin recouverts de plusieurs couches d'argile, de sable et de terre végétale. Au bout de trois cents ans, le niveau de radioactivité des déchets sera redevenu négligeable, et les enfants pourront de nouveau gambader sur le site comme s'il ne s'était rien passé.

Les élus, submergés d'explications techniques, doivent bien s'incliner. Certains, cependant, s'insurgent. « Est-ce qu'on ne va pas mêler aux colis des déchets à vie longue ? », demande le représentant des Amis de la Terre. « Non, ici, on ne stocke qu'en surface », répond l'ANDRA. « Est-ce qu'on va admettre des déchets dangereux ? », demande le maire de Cressy-le-Neuf, Marie-Rose Guillaume, institutrice retraitée qui fait partie du comité de sauvegarde opposé au stockage. Elle a beau avoir fait tous les voyages organisés par l'ANDRA : La Hague, Saint-Laurent-des-Eaux, Dampierre, Sacy et même Cadarache « en avion », Marie-Rose Guillaume craint que son canton devienne « la poubelle de toute l'Europe ». Un si beau centre de stockage, n'est-ce pas...

ROGER CANIS

AQUITAINE

Pour un axe
nord-sud atlantique

Tardive mais désormais active, la mobilisation pour un réajustement vers l'ouest des courants d'échanges européens s'est manifestée fin octobre à Bordeaux au cours du colloque international de l'axe nord-sud atlantique. Dans l'esprit de ses promoteurs — la chambre de commerce de Bordeaux, la Fédération routière internationale et l'Association de l'axe Calais-Bayonne — cet axe devrait bénéficier des trafics en provenance de la péninsule ibérique vers l'Europe du Nord, en particulier les ports de la façade atlantique et de la mer du Nord. A l'inverse, il devrait drainer une circulation urbaine et marchande d'Oslo jusqu'à Gibraltar.

Le projet « concret et multinationnel » traverse dix pays et se traduit par une autoroute de 3 500 kilomètres reliant les villes d'Oslo, Copenhague, Hambourg, Amsterdam, Calais, Poitiers, Bordeaux, San-Sebastian, Burgos, Séville et Gibraltar. 1500 kilomètres de cette autoroute restent à construire, parfois au prix d'ouvrages d'art importants et coûteux, comme le franchissement de la Baltique entre la Suède et la Norvège.

Elle pose aussi des problèmes écologiques, particulièrement en République fédérale d'Allemagne, où les Verts contestent un projet d'autoroute côtière, et aux Pays-Bas, où il faut envisager la construction de tunnels autoroutiers sous les estuaires très industrialisés et très urbanisés des ports de Rotterdam et d'Amsterdam. En France, les « chaînons manquants » se situent au nord-ouest de la frontière belge à Rouen, ainsi qu'entre Nantes et Niort. Par ailleurs, les ouvrages de sécurité, dont la route nationale 10 doit être dotée dans la traversée des Landes, ne seront construits qu'après 1993.

L'Association pour l'axe nord-sud atlantique née du colloque de Bordeaux va désormais pratiquer un lobbying intensif pour accélérer les mises en chantier. Dépassant les objectifs strictement routiers, elle souhaite encourager et développer une « intermodalité des transports » alliant le fer et l'eau à la route, et, pour certains adhérents du moins, elle veut élargir la notion d'axe à celle d'un couloir économique, universitaire et technologique. Ce couloir engloberait en France la rocade des estuaires et en Espagne la côte cantabrique.

BOURGOGNE

Une nouvelle image
pour Chalon

La ville de Chalon-sur-Saône, en Saône-et-Loire, vient de se doter d'un « logo » destiné à illustrer la nouvelle image que cette cité de soixante mille habitants de Saône-et-Loire veut donner d'elle-même : la qualité de l'urbanisme, l'importance de l'environnement, la convivialité et la solidarité de ses habitants et son ambition culturelle.

Bien qu'ayant favorisé en six ans la création de mille sept cents emplois, le maire de la ville, député RPR, Dominique Perben, continue de développer la prospection de nouvelles entreprises dans les secteurs de la mécanique, de la métallurgie et de l'agroalimentaire, estimant que la crise de Cressy-Loire qui avait touché toute la région est maintenant surmontée.

Il veut aussi faire de la cité où Nicéphore Niepce inventa la photographie, la « ville de l'image ». Associant les jeunes — 30 % des citoyens ont moins de vingt ans — consultant régulièrement les habitants des quartiers sur ses projets, Dominique Perben, lui-même ancien énarque de quarante-quatre ans, secrétaire national du RPR aux élus locaux puis aux élections, consacre à la communication de sa ville un budget annuel de trois millions de francs.

HAUTE-NORMANDIE

Un magazine
bilingue

Le mensuel Normandie-Magazine, diffusé dans les cinq départements normands, publié depuis quinze jours, les 25 000 exemplaires de son premier numéro bilingue anglais-français, au prix de 18 F.

Normandie-Magazine, spécialisée dans l'information régionale depuis sa fondation en 1982, déclare « compter déjà 5 000 abonnés outre-Manche, et espère « servir d'outil pour une meilleure connaissance mutuelle et un développement coordonné ».

La commission locale d'information sur le projet d'un centre de stockage de déchets radioactifs à Soulaïnes-Dhuys, dans l'Aube, s'est réunie en séance plénière à la fin du mois d'avril dernier à la sous-préfecture de Bar-sur-Aube, en présence du préfet, du sous-préfet et de tous les élus concernés. La commission avait visité le matin même le chantier, qui devrait être terminé dans un an et recevoir ses premiers « colis » à la fin de 1990.

Ils étaient tous au rendez-vous pour voir de leurs yeux « la plus grande poubelle nucléaire du monde », ainsi que le surnomme la presse locale à longueur de colonnes. Conseillers généraux, maires et représentants des associations n'ont pas boudé l'invitation du président de la commission, Michel Roche, jeune professeur d'histoire et de géographie élu dans son canton de Brienne-le-Château en 1985, au moment où la population s'opposait au projet de Soulaïnes « à 92 % ». Mais tous, aujourd'hui, sont résignés à cohabiter avec les déchets radioactifs à vie moyenne ou courte, « pourvu que les choses soient bien faites ». Pour les maires des communes riveraines du futur centre de stockage, l'important est maintenant de toucher le maximum de dividendes de l'ANDRA (Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs). Hélas, tous ne sont pas logés à la même enseigne. Les trois communes d'accueil, qui auront sur leur territoire les 113 hectares du centre de stockage, recevront de confortables indemnités. Ce sont les heureux du « premier cercle ». Les communes du « deuxième cer-

cle » (dans un rayon de 5 kilomètres autour du centre) toucheront déjà beaucoup moins. Mais cela reste une aubaine pour de minuscules villages de cette Champagne forestière. Par exemple, 1 280 000 francs à Moryvillers (cent soixante habitants), ce qui a permis au conseil municipal de construire une route, de créer un réseau d'égouts, de ravalier des façades et d'aménager un gîte rural. Dans le « troisième cercle » (entre 5 et 15 kilomètres du centre), les maires se plaignent de recevoir la portion congrue. Lévis (cent vingt habitants) n'a touché que 108 000 francs. « On a déjà tout dépensé pour la réfection

des régions normande et du Hampshire ». Cette année le Japon avait la vedette, fort d'une délégation du Jetro, le centre japonais du commerce extérieur qui avait amené une forte représentation d'industriels à la recherche d'un point de chute dans cette partie de la France. Le Japon hésite d'ailleurs toujours entre Toulouse et Bordeaux pour améliorer son implantation européenne avant 1993.

LANGUEDOC-
ROUSSILLONDécharge
nouvelle

C'est, dit-on, une première en France : le district de l'agglomération de Montpellier a opté pour un nouveau système de traitement des ordures ménagères, destiné à remplacer sa décharge située sur la commune de Lattes, à proximité de Palavas, actuellement saturée avec plus de cent quarante mille tonnes de déchets par an diversifiés par vingt-quatre communes.

Le procédé retenu, nommé Demeter, impliquera un tri sélectif des ordures à trois niveaux. D'abord dans les habitations et immeubles, comme c'est le cas en Allemagne ou en Scandinavie ; ensuite dans les quartiers, avec l'installation progressive de déchetteries écologiques. Enfin, sur le site lui-même, où seront séparés verre, métaux, plastique, papier, etc. Les résidus non récupérables seront transformés en compost, vendu ou distribué gratuitement à des collectivités. Le reste des déchets, évalué à 40 %, sera compacté dans une fosse étanchéisée, créée prochainement sur la commune de Montarnaud, à l'ouest de Montpellier. Coût de l'opération : 200 millions de francs. Ne revient-on pas ainsi à la décharge à ciel ouvert, même améliorée ? « Pas du tout », répond Christophe Morales, promoteur du projet, « c'est un progrès, car beaucoup d'interrogations subsistent sur les rejets dans l'atmosphère des gaz et des scories issus des usines d'incinération, dont il faut, de toute façon, enfouir les résidus. Les directives européennes du 8 juin 1989 ont rendu caduques la plupart d'entre elles. Le procédé Demeter reste donc, à l'heure actuelle, le plus innovant et le plus écologique ».

MIDI-PYRÉNÉES

Un Salon du futur

Vingt-cinq pays étaient représentés au Salon international des technologies et énergies du futur (SITEF) qui vient de se tenir à Toulouse, et qui a réuni 700 exposants et accueilli plus de 100 000 visiteurs.

Les centres régionaux d'innovation et de transfert de technologie, les CRIT, ont présenté les produits mis au point en Midi-Pyrénées. Il s'agissait le temps du SITEF de jouer la carte des sens : pour le goût, les nouvelles productions de l'agro-alimentaire du département du Gers, pour l'odorat, des bornes olfactives réalisées par le centre de transfert de l'école de la chimie de Toulouse, pour l'ouïe, les sons de synthèse produits par les entreprises régionales, pour la vue, des lunettes qui donnent un nouveau relief à la télévision, et pour le toucher, de nouveaux matériaux venus de Mazamet, centre de défilage dans le Tarn.

Gros succès cette année encore du FITT, le Forum du transfert de technologie, qui permet, le temps du Salon, de mettre en contact l'offre et la demande sur le marché de la recherche et délivre par le biais de la banque de données VECTRA, accessible par minitel, les annonces de technologies.

NORD-PAS-DE-CALAIS

La Flandre
sans frontière

Le département du Nord et la province de Flandre-Occidentale

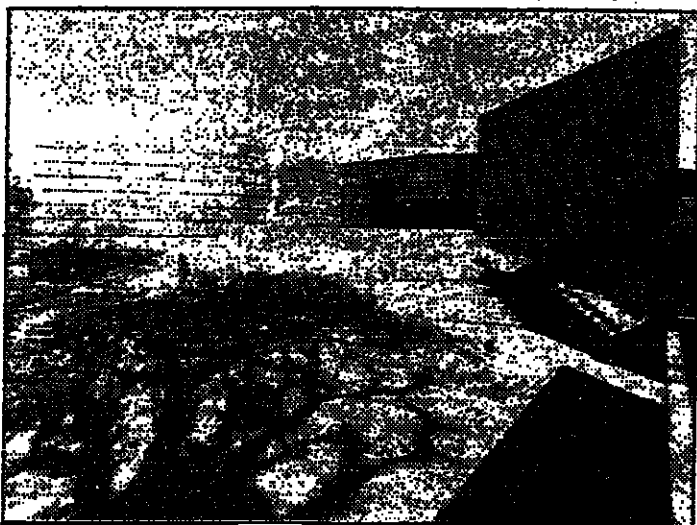
en Belgique viennent de signer une convention de jumelage. Celle-ci prévoit un développement des relations en matière d'aménagement du territoire, d'action économique, de formation, de culture, de tourisme, d'environnement.

A l'heure du marché unique, le département du Nord ne pouvait envisager de vivre l'ouverture du tunnel sous la Manche, l'arrivée des TGV nord en étant adossé à la frontière belge. Il lui fallait concevoir un développement à trois cent soixante degrés.

Déjà en mai dernier, le département avait signé un protocole d'accord avec la province du Hainaut, dans la partie wallonne du royaume de Belgique qui jouxte la partie sud du département. Il ne pouvait ignorer un peu plus au nord la communauté flamande qui connaît un très riche développement.

Un Palais des congrès et un Opéra

Le Corum, nouveau cœur de Montpellier



L'automobiliste qui arrive à Montpellier par la route de Nîmes se trouve nez à nez avec cet immense vaisseau de béton, mais c'est à peine si le promeneur marchant sur la place de la Comédie distingue son entrée. L'architecte Claude Vasconi a voulu jouer sur ce paradoxe : le gigantisme du Corum s'intègre parfaitement au cœur de la ville. Georges Frêche, le maire, dit que c'est la réalisation dont il est le plus fier : 66 000 mètres carrés, le quatrième palais des congrès de France, un véritable coup de fouet à l'industrie du tourisme (le parc hôtelier de l'agglomération passera de deux mille trois cents à trois mille cinq cents chambres d'ici à 1992).

Le « navire » se décompose en deux parties. Le Palais des congrès, proprement dit, inauguré le 17 décembre 1988, dispose de deux salles de trois cents et huit cents places équipées de systèmes de traduction, de salles de conférences et d'expositions. Son service commercial propose, outre l'organisation des congrès, un service clé en main de restauration, hébergement, visites touristiques de la région et gestion de budget. Objectif : trois cent mille congressistes par an en 1992. Le carnet de commandes est déjà complet pour au moins une année.

Deuxième partie du bâtiment : l'Opéra Berlioz, une salle de deux mille places dont l'ouverture est programmée pour le 2 novembre 1990. Un mois de manifestations

culturelles marquera son inauguration. La ville a passé commande d'une œuvre au compositeur lamia Xenakis. La scène est montée sur ressorts, le plafond est mobile et les professionnels qui ont eu l'occasion de la tester reconnaissent à cette salle des qualités acoustiques remarquables.

différence exploitée timidement par l'opposition locale et que s'empresse de justifier le maire. Selon lui, même à ce prix, « c'est donné ». Le conseil général de l'Hérault, l'Etat, la Communauté européenne, la chambre de commerce et d'industrie, la ville (mais pas la région) ont mis la main au portefeuille.

Lancer un tel bateau ne va pas sans quelques difficultés. Deux ans après sa prise de fonctions comme directeur du Corum, Jean-Michel Dutoit, auparavant à la tête d'Alpes Congrès à Grenoble, donne sa démission. Sa conception « trop autonomiste » de la gestion se

heurts à celle de la ville. Son successeur à un poste dont il est clairement établi qu'il relève de l'autorité municipale est sur le point d'être recruté : « Il sera de haut niveau », dit le maire, « et devra être capable d'amener à Montpellier la grande clientèle internationale ».

Le poste de directeur adjoint du Corum a été attribué à Henri Mayer, l'actuel directeur de l'Opéra Comédie, l'autre Opéra de Montpellier, qui se verra ainsi confier la programmation lyrique des deux salles de la ville, en liaison avec le futur responsable de la musique, René Koering. Expérience incertaine : jusqu'à maintenant, l'association des deux hommes s'est toujours soldée par des conflits.

A ces incertitudes humaines s'ajoutent quelques ajustements techniques : les trains qui circulent de l'autre côté de la route qui longe le Corum provoquent des vibrations sensibles à l'intérieur des deux salles de congrès. Les spécialistes répondent que l'ouverture de la salle d'opéra limitera ces vibrations, que la couverture en projet de la voie ferrée les atténuera un peu plus, et qu'à terme il est envisageable d'intervenir directement sur les rails en les relançant.

Les professionnels du Corum s'accordent de toute façon à dire qu'il faudra encore un an avant que l'établissement soit opérationnel à 100 %, mais qu'il est indispensable à une ville touristique ambitieuse.

Jacques MONIN

Cette page a été réalisée par nos correspondants : Gérard Buetas, Ginette de Mithras, Jacques Monin, Jean-Paul Lora, Gérard Vallée. Coordination : Jacques-François Simon.

هكذا من الاجل

La rencontre des ministres européens de l'aménagement du territoire à Nantes

L'« arc » atlantique et la « banane » continentale

Mettant à profit la présidence par la France de la Communauté européenne, M. Jacques Chérèque a réuni, le 24 novembre à Nantes, ses collègues de la CEE chargés de l'aménagement du territoire. Tous les pays et la Commission avaient envoyé des délégations, sauf la Belgique (pour des raisons de politique intérieure).

NANTES

de notre envoyé spécial
M. Chérèque n'était pas peu satisfait d'avoir réuni, au moins au niveau formel, une première fois, jamais jusqu'à ce jour, contrairement aux ministres de l'agriculture, des finances et des transports des Douze, les responsables de l'aménagement du territoire ne s'étaient réunis afin de consacrer leurs politiques et de tenter d'élaborer des priorités communes. Et puis, décentralisation oblige, il est été malade, voire hétéroclite, de sa part, de couvrir ses collègues à Paris.

Le choix de Nantes, septième ville de France, n'était donc pas innocent. La ville que dirige depuis quelques mois le socialiste Jean-

Marc Ayrault prétend, en effet, jouer un rôle d'entraînement pour toute une zone où devraient se nouer de nouvelles solidarités et qui redonne une relative marginalisation géographique par rapport au cœur de l'Europe.

Trois risques

Il s'agit de « l'arc » atlantique, qui descend de Belfast jusqu'aux Canaries, en passant, évidemment, par l'ouest français et l'estuaire de la Loire. Au total, quarante-six millions d'Européens. « J'ai demandé la réalisation d'un livre blanc qui répondra à trois questions, a déclaré le maire de Nantes : recenser les potentialités qui existent, analyser les complémentarités et proposer des actions concrètes entre les régions et entre les villes de cette façade maritime. »

L'ouest européen doit, en effet, prendre en compte ce qui pourrait constituer trois risques :
- le renforcement de l'axe qui, de Londres à Milan, en passant par Francfort et Genève, prend la forme d'une « banane », selon l'expression de M. Jacques Chérèque, opulente et attractive ;
- la sollicitude financière affirmée de la Commission pour les

régions, en retard, du sud de l'Europe et pour les DOM-TOM ;
- les appels à l'aide des pays de l'Est, auxquels la CEE a l'intention de répondre.

Sur ce dernier point, d'ailleurs, M. Olivier Guichard, président (RPR) du conseil régional des Pays de la Loire, a saisi l'occasion pour présenter une initiative originale : « Il serait souhaitable, a-t-il dit, que des régions de l'Europe de l'Ouest s'associent pour engager ensemble une démarche concrète de coopération avec tel ou tel pays de l'Est. » Ainsi, les Pays de la Loire pourraient, avec l'Emilie-Romagne ou avec l'Andalousie, proposer un contrat d'aide, sur des objectifs précis, comme la formation de cadres, à la Hongrie ou à la Pologne.

Au-delà des grands scénarios géopolitiques, M. Chérèque, dans un esprit « souple et pragmatique », suggère à ses collègues d'avancer sur plusieurs terrains : les réseaux européens des voies de communication, qui vont créer de nouvelles entités géographiques, la complémentarité entre les grandes métropoles et la coopération entre régions, de part et d'autre des frontières. C'est le cas essentiellement entre les Pays-Bas et l'Allemagne, entre le Nord-Pas-de-Calais et la

Wallonie ou, par exemple, entre la Lorraine, le Luxembourg et la Belgique autour de Longwy. Mais des initiatives nouvelles vont être développées autour des Pyrénées, des Alpes et entre les deux Irlandes.

M. Jacques Delors a cherché à rassurer les régions qui pourraient être inquiètes d'une dérive des financements communautaires vers les pays de l'Est et les gouvernements : « Le dynamisme retrouvé de la CEE, sur le plan économique, permet une politique de répartition spatiale du développement plus ambitieuse. Mais la Commission n'est pas une sorte de super-institution d'assistance sociale. Elle ne fait qu'ajouter à la politique des États. La « subside-rité » est un principe essentiel, selon lequel il ne faut faire, au niveau communautaire, que ce qu'il est indispensable que la Communauté et la commission fassent. » Et il a élargi son propos à l'adresse de tous les Européens, au-delà de Nantes : « Ce principe pourra un jour se traduire en termes législatifs dans un nouveau traité. » Belles perspectives pour l'Europe des régions.

FRANÇOIS GROSRICHARD

Les rapprochements financiers en Europe

Suez négocie une alliance avec l'assureur danois Baltica

COPENHAGUE

de notre correspondant

Toutes les cotations à la Bourse de Copenhague et de Londres des actions du holding danois Baltica, qui contrôle la compagnie d'assurances Baltica, numéro un du pays dans ce secteur, ont été suspendues, le vendredi 24 novembre dans l'après-midi, et le resteront en principe jusqu'au mardi 28 novembre inclus.

Motif : la direction de Baltica a annoncé qu'elle était en pourparlers avec les groupes français Victoire et Suez en vue de la mise sur pied d'une « coopération ». Aucun détail précis n'a été donné sur ce qui pourrait être la nature de ce projet. Les conseils d'administration de Baltica et de son holding devront examiner mardi les résultats de ces négociations et prendront vraisemblablement une décision à leur sujet.

Baltica Holding, qui détient 82 % de Baltica Insurance, a également des intérêts dans l'immobilier, le commerce international, la

banque et les services. Elle a notamment acquis 10 % de la banque d'affaires britannique Hambros et a racheté au Danemark plusieurs entreprises familiales de dépannage et de secours (transports des malades en ambulance pour le compte des hôpitaux et des communes). Baltica faisait depuis quelque temps l'objet de spéculations boursières en raison des perspectives de concentration dans le secteur des banques et des assurances, concentration destinée à doter le Danemark de groupes suffisamment solides pour résister à la concurrence qui naîtra du grand marché européen de 1993.

La conclusion d'une alliance avec Baltica permettrait à Suez de renforcer sa position en Europe, déjà consolidée par l'arrivée, dans le giron de la compagnie, de Victoire et de sa filiale allemande Colonia, et par l'accord récemment conclu par ce même Victoire et le groupe néerlandais Newre Rotterdam.

CAMILLE OLSEN

Réunion de coordination à Bruxelles pour l'aide à la Pologne et à la Hongrie

Les Occidentaux semblent prêts à financer le Fonds de stabilisation polonais

Les vingt-quatre pays de l'OCDE (on parle du G-24) dont l'aide à la Pologne et à la Hongrie est coordonnée par la Commission européenne ont tenu, vendredi 24 novembre à Bruxelles, une réunion d'experts afin de faire le point sur les actions entreprises.

BRUXELLES
(Communauté européenne)
de notre correspondant

Les moyens mobilisés s'accroissent, et la coopération entre les « vingt-quatre », dont le principe avait été décidé lors du sommet de l'Arche, s'organise. Chacun des quatre groupes de travail - agriculture, formation, environnement, investissements - chargé d'étudier les besoins et les projets s'est réuni au moins deux fois depuis l'été.

Vendredi, les aspects financiers ont fait l'objet d'une attention particulière. Des décisions pourraient être prises le 13 décembre, lors de la première réunion ministérielle

du G-24 à Bruxelles. C'est vrai en particulier du Fonds de stabilisation de 1 milliard de dollars demandé par la Pologne afin d'appuyer la réforme monétaire projetée, qui vise à la convertibilité du zloty. Les États-Unis, de même que les Douze, ont annoncé qu'ils participeraient au projet.

Approbation du FMI

Les progrès du G-24 sont moins évidents en ce qui concerne le crédit-relais de 1 milliard de francs réclamé par les Hongrois pour faire face, jusqu'au printemps, à leurs problèmes de balance des paiements. La préparation des élections en Hongrie retarde en effet le lancement d'un programme de redressement économique ainsi que l'accord avec le FMI qui lui est lié. Les partenaires de la CEE au sein du G-24 hésitent-ils à enfreindre la règle qui consiste à subordonner l'octroi d'une facilité à un accord avec le Fonds ? En tout cas, le souci d'inviter les Hongrois à faire abstraction d'un instant de leur affrontement politique pour mettre

sur les rails leur programme de redressement économique est bien présent.

La nécessité pour la Hongrie comme pour la Pologne de faire approuver par le FMI leurs politiques respectives est réaffirmée dans la déclaration des « vingt-quatre ». Dans l'hypothèse où cette affaire hongroise n'aboutirait pas à une conclusion positive le 13 décembre, il faudrait sans doute s'attendre que les Douze agissent seuls.

D'autre part, la Banque européenne d'investissements (BEI) examine avec les autorités de Budapest et de Varsovie les projets qu'elle pourrait financer ; les prêts qu'elle accorde aux meilleures conditions du marché atteignent 1 milliard d'ECU (7 milliards de francs) sur trois ans. La Commission vient d'annoncer que des prêts CECA (Communauté européenne du charbon et de l'acier) pourront être accordés dans les mêmes conditions à la Pologne et à la Hongrie dans les limites de 200 millions d'ECU (1,4 milliard de francs).

S'agissant de l'aide à la modernisation de l'économie, la Communauté a inscrit 300 millions d'ECU (2,1 milliards de francs) dans son budget 1990, auxquels viendront s'ajouter 100 millions d'ECU (700 millions de francs) fournis de manière bilatérale par les États membres.

PHILIPPE LEMAÎTRE

Restrictions sur l'exportation de certains produits hongrois. - Le gouvernement hongrois a décidé vendredi 24 novembre d'interdire l'exportation de certains biens de consommation, a annoncé l'agence de presse officielle du pays MTI. Cette décision vise à limiter les achats massifs de produits hongrois réalisés par les habitants des pays limitrophes : Autrichiens, Polonais et Yougoslaves - attirés par les prix avantageux. L'interdiction porte sur des biens tels que le beurre, la margarine ou le fromage ; elle ne touche pas les produits achetés dans les magasins payables en devises occidentales.

SOCIAL

La convention médicale toujours dans l'impasse

Une ultime réunion aura lieu lundi entre médecins et assurance-maladie

Les caisses d'assurance-maladie et les syndicats médicaux (CSMF, MG-France et FMF) se retrouveront lundi 27 novembre pour tenter une dernière fois de trouver un accord sur le renouvellement de la convention médicale, qui doit impérativement être obtenu avant le 30 novembre. Après sept mois de discussions et la suspension des négociations intervenue le 30 octobre, l'assurance-maladie s'en tient désormais à un « gel » pur et simple du secteur 2 (honoraires libres), solution qui, en soi, ne recueille guère l'adhésion des syndicats. Par ailleurs, les propositions du gouvernement sur l'évolution des honoraires (tarif de la consultation passant de 85 F à 90 F en mars 1990, possibilité de le porter à 100 F avant 1992 en fonction de l'accord qui pourrait être trouvé sur le secteur 2) ne les satisfont pas davantage.

Ce schéma pourrait être valable deux ans, après quoi un nouveau système conventionnel serait défini. Cette solution transitoire pourrait constituer un compromis minimal, les syndicats médicaux ne désespérant pas d'obtenir du gouvernement qu'il fasse un effort sur l'enveloppe des avantages sociaux (800 millions de francs actuellement) qu'il envisage d'accorder aux médecins du secteur 1 (qui appliquent strictement les tarifs conventionnels sur la base desquels

sont effectués les remboursements par la Sécurité sociale. Néanmoins, à l'approche de la « dernière chance » de lundi, les représentants des médecins libéraux durcissent leur position et n'hésitent pas à envisager l'éventualité d'un échec des négociations, qui nécessiterait une intervention législative du gouvernement.

La principale inconnue reste l'attitude de la CSMF, principale organisation syndicale. Opposée au « gel » du secteur à honoraires libres, elle occupe une position centrale sur l'échiquier des négociations.

J.-M. N.

Après dix semaines de grève à Saint-Nazaire

Les négociations sont au point mort aux Chantiers de l'Atlantique

Le conflit aux Chantiers navals de l'Atlantique à Saint-Nazaire (4 500 salariés) entrera dans sa onzième semaine le 27 novembre. La direction générale de la société, qui dépend du groupe GEC-Alsthom, a décidé le lock-out il y a quatorze jours. Les réunions qui ont été menées à Paris avec les syndicats depuis une semaine, sous la houlette du conciliateur, M. Paul Bouchet, désigné par le ministre du travail, n'ont donné aucun résultat. Selon notre correspondant à Saint-Nazaire, des divergences apparaissent entre les syndicats. La CGT campe sur ses positions : augmentation de 1 500 F par mois. La CFDT réclame des « avancées significatives » et FO pense qu'il est possible de renouer avec la politique contractuelle abandonnée,

selon ce syndicat, au milieu des années 70.

Le président de l'entreprise, M. Alain Grill, a rappelé le 24 novembre les propositions faites par la direction : un complément salarial de 800 F en décembre, des facilités de départ en préretraite à cinquante-cinq ou cinquante-six ans et une augmentation de 1 % de la valeur du point de salaire au 1^{er} janvier prochain. M. Grill met en garde les salariés contre des projets communautaires qui « tendraient à supprimer toute protection efficace des chantiers européens face au défi asiatique » et conclut : « La construction navale traverse une période de crise. Il y a des raisons d'espérer qu'elle en sorte dans un avenir proche. »

TRANSPORTS

Le 1^{er} mai 1990

Hausse de 5,5 % des tarifs RATP

Le budget de la RATP, approuvé vendredi 24 novembre par son conseil d'administration, prévoit une hausse moyenne des tarifs de 5,5 % au 1^{er} mai 1990. Cette évaluation rejoint celle de la SNCF pour le réseau banlieue de la région parisienne. Cependant, il faudra attendre le mois d'avril pour connaître avec précision les futurs prix des tickets, carnets, cartes oranges et autres, ceux-ci devant d'abord être approuvés par les pouvoirs publics.

Le budget d'exploitation de la Régie, de 17,2 milliards de francs est en progression de 4,5 % sur celui de 1989. Il est axé sur trois grandes priorités : amélioration de la qualité du service, notamment par la lutte contre l'insécurité et le vandalisme, modernisation interne de l'entreprise et volonté d'une meilleure productivité.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
ÉCONOMIE

En discussion depuis plus d'un an, un accord de coopération a été signé le 23 novembre par la Caisse des dépôts et consignations (CDC) et la Cariplo, caisse d'épargne italienne qui se place au premier rang mondial avec un volume d'actifs gérés de 400 milliards de francs.

La CDC, qui a déjà signé en 1988 des accords de coopération au Portugal, en Italie et en Espagne, se veut extrêmement prudente dans sa démarche internationale. « Nous nous en tenons à deux grands axes, précise M. Jacques Sallois, conseiller de M. Robert Lion, directeur général de la caisse et délégué pour les affaires européennes et internationales du groupe CDC, les activités financières de grande distribution comme les OPCVM (organisme de placement collectif en valeurs mobilières) ou l'assurance, et le financement des collectivités locales. » Dans cet esprit, la CDC entend travailler en étroite collaboration avec le réseau des caisses d'épargne françaises - qui annonçait le 24 novembre un accord avec son homologue italien, ACRI,

conclu en septembre (le Monde du 14 septembre 1989), et chacune des entités du groupe comme la Caisse nationale de prévoyance dans l'assurance ou le Crédit local de France pour les financements des collectivités locales.

C'est dans cet esprit que la Caisse a signé avec la Cariplo cet « accord-cadre » qui lui permettra notamment de la faire profiter de son expérience en matière de SICAV et d'OPCVM : la CDC gère 12 % de ce marché en France qui représente lui-même 50 % du marché européen. La Cariplo, comme d'autres institutions européennes, participera notamment à la commercialisation et à la gestion des trois SICAV en euros lancées par le réseau Ecureuil. D'autres collaborations sont déjà engagées dans l'assurance-vie, dans le crédit-bail, le capital-risque ou l'aménagement urbain, et des réflexions sont en cours pour la coopération dans des pays tiers (Europe de l'Est et l'Afrique).

C. B.

FRANCE
info
1989

SUR FRANCE INFO
TOUTES LES DEMI-HEURES

Avec Jean-Pierre Gaillard et Christophe Belle
Toute l'information économique et financière
à 7 h 57, la clôture des grands marchés

TOKYO, WALL STREET, PARIS

• La Bourse de Paris en direct
• La vie des affaires
De 6 heures à 1 heure du matin.

سكندرية

REVUE DES VALEURS

BOURSE DE PARIS

Le doute qui s'est emparé des investisseurs depuis maintenant trois semaines a favorisé un nouveau ralentissement de l'activité et une très légère progression des indices. Après avoir monté de 1 % au cours de la semaine précédente, le CAC (base 100 31 décembre 1981) s'est tout juste apprécié de 0,5 % au terme de ces cinq séances, pour s'établir vendredi à 519,67 points. Il y a eu, à vrai dire, peu d'animation, les indicateurs de tendance oscillant entre -0,17 % et +0,9 %.

Le mois bourgeois de novembre, achevé mercredi, aura été à l'image de ces derniers jours : peu convaincant. Il s'achève du reste sur une liquidation perdante (-1,99 %), moindre toutefois que la précédente (-4,44 %), confirmant cependant ce que tout le monde subodorait : la résistance s'organise.

Néanmoins, tout se passe comme si les investisseurs jugeaient les performances pour l'année amplement suffisantes. Au terme de ces onze mois d'activité, la Bourse s'est appréciée de 19 %, atteignant presque les 20 % annoncés par les prévisionnistes aux premiers jours de 1989. Mais cette prudence est essentiellement due à la conjoncture internationale, tant politique avec les mouvements observés à l'Est qu'économique, avec toujours, en toile de fond, les craintes d'une récession. Les différentes statistiques publiées cette semaine n'ont pas vraiment éclairé les intervenants. A commencer par celles en provenance des Etats-Unis pour le mois d'octobre. Les 0,5 % de hausse des prix à la consommation (contre 0,2 % en septembre) confirment une tendance inflationniste, et la baisse de 0,6 % des commandes de biens durables fait craindre un ralentissement important de l'activité. Toutefois, ce recul est dû en grande partie à la chute de 12,4 % des commandes militaires.

En France, si la production industrielle a baissé de 2,09 % par rapport au mois d'août, elle n'en a pas moins augmenté de 1,17 % par rapport à septembre 1988. L'attention était surtout concentrée sur l'évolution des différents devises, et notamment sur celle du franc face au regain de fermeté du deutschemark. Cette vigueur de la devise allemande entraîne, à Paris, le malaise d'un foyer de l'argent étranger (au-dessus de 10 %), peu susceptible d'inciter à l'investissement.

Si la réserve est de rigueur à court terme, les analystes ont déjà les regards tournés vers 1990, et les premiers pronostics sortent. La société de Bourse Boscher, dans sa publication mensuelle, prévoit pour l'an prochain une hausse moyenne de 15 %. Cette évolution intègre

« Dans le doute, abstiens-toi ! »

deux éléments : une croissance des résultats des entreprises estimée à 12 % (contre 17 % en 1989), et une réduction des taux d'intérêt à long terme de 1 %.

La Bourse, cependant, continuera-t-elle à attirer massivement le grand public, comme le montre une étude du CERC ? Le Centre d'étude des revenus et des coûts, dans un rapport, révèle que la bonne conjoncture boursière a conduit de nombreuses couches de la population à acquérir des titres (actions ou obligations), notamment sous la forme d'OPCVM, ces organismes de placements collectifs en valeurs mobilières regroupant les SICAV et les fonds communs de placement. Un ménage sur trois serait détenteur de titres. La part de ces valeurs dans le patrimoine des ménages est passée de 24 % en 1970 à 34 % à la fin de l'année dernière, un déclin du fondier. Elle illustre parfaitement l'arrivée massive des petits porteurs avec les privatisations et l'essor du second marché.

Nouvelles règles de radiation

Mais cet intérêt des actionnaires pourrait s'émousser si la réglementation mise en place leur est trop défavorable. Ainsi, le Conseil des Bourses de valeurs (CBV) vient de présenter les nouvelles mesures relatives à la radiation des valeurs et à leur transfert sur le marché hors cote. Les seuils fixés pour les transactions quotidiennes sont au minimum de 10 000 F et de 250 titres échangés. Cet examen annuel des performances - fait en concertation avec les entreprises concernées - pourrait, si l'on n'y prend pas garde, priver la cote du second marché d'un mois la moitié des valeurs inscrites. Le comptant ne sera pas non plus épargné.

L'excès de règles conduirait alors à un paradoxe : décourager les petits porteurs et la « venue de Carpentras » appelés à se tourner à la rescousse pour développer le marché. Depuis quatre ans, malgré les deux semaines successives d'octobre 1987 et 1989, ils répondent largement aux différents appels, tant pour les grandes valeurs - Eurodisneyland en est le dernier exemple - que pour celles de taille inférieure introduites, sur le second mar-

Semaine du 20 au 24 novembre

Avec l'arrivée de Bernard Tapie Finance (voir encadré) et de la CFPI, ce jeune marché aura accueilli depuis le début de l'année trente-quatre sociétés. Il se prépare encore à accueillir Biopat, membre un de la palte à pain crue congelée en France, Sengul Data Systems, une société de services informatiques, sans oublier la radio NRI. Le 28 novembre, la cote officielle s'enrichira de Mitsubishi Corp., treizième société étrangère à gravir les marches du palais Brongniart depuis le début de l'année. Enfin, le 8 décembre, l'Union laitière normande émettra 250 millions de francs de titres participatifs. Cette émission sur le marché au comptant, prévue en septembre dernier, avait été retardée « pour des raisons techniques ».

Le feuilleton de l'OPA lancée par Paribas sur la Mixte a continué à alimenter les conversations. De nombreux observateurs estiment en fin de semaine que Paribas avait échoué dans sa tentative de raid sur l'indépendance du capital du holding de M. Marc Fournier. Dans cette bataille, la COB a décidé de procéder dès jeudi à des auditions pour vérifier que les défendeurs de la Mixte (Allianz, Bouygues, Framatome, Crédit lyonnais et Société générale) n'agissent pas de conserve. L'action se maintient à un niveau proche de son prix d'OPA (1 850 F).

La compagnie financière de la rue d'Antin s'est encore distinguée cette semaine avec le lancement par Poliet, une des filiales, d'une OPA sur la totalité des actions Lambert Frères et C^{ie}, firme spécialisée dans les matériaux de construction. Le prix unitaire proposé par Poliet est de 535 F par action pour un dernier cours de 505 F, ce qui représente, selon Paribas, une offre totale de 2 milliards de francs.

Seul écart dans cette grisaille, la remontée de l'or. Amorcée depuis le mini-crash, cette reprise s'est poursuivie et le métal jaune a atteint vendredi son plus haut niveau depuis onze mois, s'échangeant à 81 800 F. Ce redressement était évoqué au même titre que la réorganisation surprise à la Société des Bourses françaises. M. Régis Rousseau a démissionné jeudi de ses fonctions de président de la société Mouschert Rousseau pour se consacrer uniquement à la présidence de la SBF et du CBV. Il sera remplacé, le 14 décembre prochain, à la tête de son ancienne charge par M. Gérard de La Martinière, jusqu'à présent directeur général de la SBF. Vingt-quatre heures après son annonce, ce chassé-croisé laissait perplexes plus d'un opérateur.

DOMINIQUE GAILLOIS

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Des petits pas de recul

Pour la seconde semaine consécutive, les cours ont monté à Wall Street. Mais ce nouveau moment de hausse n'a pas été immédiat. La baisse d'abord été au rendez-vous, et la reprise, qui lui a succédé, fut timide au démarrage. Une journée de chômage (jeudi) pour la célébration du « Thanksgiving Day » a entraîné les initiatives. Après un dernier essai, l'indice des valeurs industrielles s'est établi vendredi à 2 675,55 (contre 2 652,66 le 17 novembre).

Les nouvelles parvenues ces derniers jours autour du « Big Board » ont été contradictoires. L'annonce d'une forte réduction des dépenses militaires pour les dix ans à venir d'abord, et la crainte de l'inflation s'est ravivée avec la hausse des prix de détail pour le même mois, mais l'encouragement est venu ensuite du Fed avec l'imposition de liquidités dans le circuit monétaire, période d'initiales stives destinées à faire baisser les taux. Bref, partagé entre l'espoir d'un atterrissage économique en douceur et la peur de la récession, le marché a préféré rester la première hypothèse.

	Cours 17 nov.	Cours 24 nov.
Alcoa	70 1/8	70 3/4
AT&T	43 1/4	43 3/4
Boeing	57 1/8	59
Chase Man. Bank	34 1/8	37 3/4
De Post de New York	114 1/2	114 1/2
Eastman Kodak	41 7/8	42 1/2
Exxon	46 3/8	45 7/8
Ford	44 7/8	44 1/4
General Electric	57 1/2	58 1/8
General Motors	43 3/8	43
Goodyear	45 3/4	46 1/2
IBM	99 1/8	100 3/8
ITT	58 1/4	58 1/2
Metall Oil	57 3/4	58 1/8
Pfizer	70 1/4	71 1/4
Schlumberger	43 1/2	44 3/8
Teneco	52 3/4	53 7/8
UAI Corp. (ex-Alleg)	150 3/8	160 3/8
Union Carbide	23 1/2	23 3/4
USX	34 1/2	33 5/8
Westinghouse	72 3/8	71 1/4
Xerox Corp.	58	57 5/8

Ex compas.

LONDRES

Calme

D'abord en baisse, le London Stock Exchange a ensuite regagné le terrain perdu, mais sans plus. Les affaires ont été calmes. Seul élément de satisfaction : l'annonce surprise d'une réduction du déficit de la balance des paiements couvrant pour octobre.

Indices « FT » du 24 novembre :

100 valeurs, 2 224,4 (contre 2 221,4) ;

30 valeurs, 1 754,9 (contre 1 759,3) ;

miniers d'or, 256,7 (contre 255,6) ;

fonds d'Etat, 84,10 (contre 83,71).

Cours 17 nov. Cours 24 nov.

Brower 416 399

BP 485 386

Charter 482 452

Courtauld 350 351

De Beers (*) 14,25 14,62

Glen 13,50 13,50

GUS 15 15

ICI 10,28 11

Rangers 905 920

Shell 430 437

Unilever 625 670

Vickers 201 179

(*) En dollars.

FRANCFORT

Nouvelle avance

Quatre séances seulement cette semaine avec le chômage de mercredi, pour finir en RFA. Malgré la crainte d'une reprise de l'inflation, le marché a poursuivi son avance, encourageé en cela par les bons résultats semestriels des entreprises et la relative fermeté de Wall Street.

Indices du 24 novembre : Commerzbank 1 932,8 (contre 1 903,5) ; DAX : 1 555,51 (contre 1 531,52).

Cours 17 nov. Cours 24 nov.

AEG 259,50 262

BASF 274 272

Bayer 285 283

Commerzbank 249,50 254

Deutschebank 675,50 694,50

Hoechst 271,90 262,90

Karlshof 631 639,50

Mannesmann 260,30 273

Siemens 589,50 609

Volkswagen 468,50 465,50

TOKYO

Au-dessus des 36 000 points

Quelques prises de bénéfices ont écorné les gains antérieurs du marché mais pas l'optimisme des opérateurs. Les acheteurs ont repris et de nouveaux records ont été atteints, le Nikkei franchissant pour sa part la barre des 36 000 points. Pour les professionnels, c'est la tendance traditionnelle d'habituer de fin d'année.

Indices du 24 novembre : Nikkei, 36 484,47 (contre 35 963,63) ; Topix, 2 759,60 (contre 2 717,90).

Cours 17 nov. Cours 24 nov.

Aikai 760 798

Bridgestone 1 950 1 970

Canon 1 750 1 770

Fujitsu 3 300 3 310

Honda Motor 2 780 2 810

Matsushita Electric 2 230 2 270

Mitsubishi Heavy 1 140 1 140

Sony Corp. 8 100 8 270

Toyota Motor 2 500 2 600

Produits chimiques

	24-11-89	Diff.
Inst. Métrieux	5 580	+ 120
Labo. Bell	2 360	+ 45
Roussel Ucl	2 340	+ 20
BASF	923	+ 2
Bayer	986	+ 10
Hoechst	890	+ 31
Imp. Chemie	105,30	+ 0,90
Norsk Hydro	131	+ 3

Métallurgie

	24-11-89	Diff.
Alsip	620	+ 10
Avions Dassault-B.	555	+ 25
De Dietrich	2 201	+ 29
FACOM	1 532	+ 17
Fives-Lille	1 325	+ 14
Marine Wenzel	469,50	+ 9,50
Penhoat	460	+ 15
Peugeot SA	896	+ 7
Sagem	1 627	+ 1
Sautter-Chaudron	322	+ 15
Strafor	1 200	+ 11,70
Valloire	790	+ 8
Vallourec	453,50	+ 6,50

Alimentation

	24-11-89	Diff.
Béglin-Say	669	- 3
Bongrain	3 100	+ 143
BSN	718	+ 16
Carrefour	3 450	+ 99
Casino	201,50	+ 2,40
Euromarsh	4 445	+ 524
Guyane et Gasc.	1 083	+ 76
Mos-Hennessy	4 580	+ 90
Nestlé	32 880	+ 1 380
Océid (Gie)	758	- 9
Olida-Labey	410	- 7
Pernod-Richard	1 453	+ 61
Promodis	4 050	+ 100
St-Louis-Bouchon	1 435	+ 35
Source Parier	1 780	+ 27

Mines, caoutchouc

	24-11-89	Diff.
Geophysique	779	+ 9
Intetal	327,20	+ 9,20
Michelin	153,30	+ 4,80
Métaleurop	275,70	+ 11,70
RTZ	50,10	+ 2,05
ZCI	2,57	+ 0,12

Valeurs diverses

	24-11-89	Diff.
Accor	843	+ 3
Air liquide	659	+ 20
Arjomari	2 925	+ 64
Bic	714	- 1
Bis	571	- 19
CEIP	1 490	+ 25
Club Méditerranée	577	+ 16
CSG	2 789	+ 15
Eurodisneyland	86,35	+ 1,45
Europe 1	1 022	+ 2,85
Grédac	3 145	+ 19
Groupes Cité	735	+ 6
Hachette	386,10	+ 18,10
NAVIS	1 329	+ 11
SEB	1 019	+ 66
NAVIGAS	1 852	+ 9
Nord-Est	190	- 1
Saint-Gobain	609	- 9
Santofi	976	- 18
SKS Romagosa	1 070	+ 30

Matériel électrique

	24-11-89	Diff.
CGE	498	+ 27
CSEE (ex-Sigama)	322	+ 16
Général des Eaux	2 145	+ 19
IBM	618	+ 5
Internelec	1 790	+ 100
ITT	360	- 5
Legrand	3 418	+ 148
Leroy-Somer	1 685	+ 9
Lyonnaise des Eaux	491,50	+ 19,50
Matra	406	+ 0,50
Mérim-Gérin	4 465	+ 145
Moulinex	138	- 3
PM Labinal	1 170	- 1
Radiotechnique	525	- 10
Schlumberger	268,80	+ 0,80
SEB	1 019	+ 36
Sextant-Avionique	591	+ 36
Siemens	2 040	+ 30
Thomson-CSF	156,70	+ 9,80

Bâtiment, travaux publics

	24-11-89	Diff.
Auxil d'entr.	968	- 24
Bouygues	688	- 14
Ciments Français	1 552	- 33
Dumez	904	+ 4
GTM	1 079	+ 39
J. Lefebvre	1 098	- 61
Lafarge	1 413	- 33
MAIF	150	+ 4
Poliet et Chausson	560	- 45
SCREB	1 115	- 1
SGE-SB	240	+ 1,50

Pétroles

	24-11-89	Diff.
BP-France	128	- 1,10
Elf-Aquitaine	458,50	+ 1,50
Esso	464	+ 13,50
Exxon	287	- 1
Parafina	1 965	- 35
Primagaz	832	+ 1
Raffinage	452	+ 62
Royal Dutch	417,30	+ 0,80
Sograp	424	+ 28
Total	494	+ 11,70

Mines d'or, diamants

	24-11-89	Diff.
Anglo-American	172	+ 7
Amgold	585	+ 26
Bul. Gold M.	113,50	+ 15
De Beers	92,70	+ 2,20
Drief. Const.	90,70	+ 3,85
Gencor	163	+ 13,50
Harmony	45,70	+ 5,20
Illovo	62	+ 2
J. Lefebvre	1 098	- 61
Saint-Helena	68,90	+ 10,10
Western Deep	290	+ 30,10

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 24 nov. 1989

Nombre de contrats : 55 525.

COURS	ÉCHEANCES			
	Déc. 89	Mars 90	Jun 90	Sept. 90
Premier	-	-	-	-
+ haut	105,18	105,30	105,78	105,82
+ bas	104,96	105,14	105,70	105,82
Dernier	104,98	105,16	105,70	105,82
Compensation	104,98	105,14	105,64	105,74

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	20 nov.	21 nov.	22 nov.	23 nov.	24 nov.
RM	2 591 299	-	3 379 735	1 743 963	-
Comptant	10 201 584	-	11 684 434	6 258 738	-
R. et obl.	741 516	-	404 197	440 439	-
Actions	-	-	-	-	-
Total	13 534 399	-	15 468 366	8 443 140	-

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 30 décembre 1988)

	123,1	122,3	122,7	123,3	-
Françaises	117,6	116,4	117,3	119,1	-
Etrangères	-	-	-	-	-

SOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES

(base 100, 30 décembre 1988)

Tendance	118,3	117,7	118,3	118,8	119,7
----------	-------	-------	-------	-------	-------

(base 100, 31 décembre 1981)

Indice gén.	516,6	516,6	514,1	517,8	519,6
-------------	-------	-------	-------	-------	-------

(base 100, 31 décembre 1987)

Indice C

CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Faible appétit pour le dollar à taux fixe

Les grands débiteurs souverains, quasi souverains et supranationaux n'auront en aucune peine à conclure leur programme d'emprunt pour 1990. L'efficacité avec laquelle le marché international des capitaux remplit son rôle est un élément très encourageant pour tous ceux qui ont à cœur de voir se concrétiser le plus tôt possible et dans les meilleures conditions les projets d'aide financière aux pays de l'Est. On sait que, pour ce qui est de la Hongrie et de la Pologne, les Douze envisagent d'emprunter sur les marchés internationaux. Les sommes impliquées sont importantes puisqu'elles portent sur 1 milliard de dollars dans chaque cas. Pour la Pologne, le crédit relais promis à la Hongrie et pour le fonds de stabilisation en faveur de la Pologne.

Parmi les pays d'Europe occidentale, l'Irlande est apparemment un des seuls à avoir encore à émettre un grand emprunt d'ici à la fin de l'année. Il est question d'une transaction de l'ordre de 300 millions de dollars qui pourrait voir le jour au début de décembre. La Belgique, qui était attendue depuis longtemps, vient de se présenter dans le compartiment de l'eurodollar, où, parce que sa transaction est à taux variable, elle a trouvé un bon accueil auprès des investisseurs. L'appétit des prêteurs pour le dollar à taux fixe est actuellement très faible. Il n'y a rien dans la situation présente, tant au point de vue des changes que de celui des rendements, qui inciterait à engager des fonds à longue échéance en cette monnaie.

La proposition de la Belgique portait sur 400 millions de dollars de « notes » à dix ans. Emis par le truchement de CSFB à 100,10 %, ces titres seront remboursés tous les six mois au taux interbancaire demandé sur le marché international. Pour le débiteur, un emprunt à taux variable sur une opération à taux fixe l'avantage d'être beaucoup plus souple, permettant notamment de se ménager des possibilités de sortie. Les incertitudes actuelles sur les taux d'intérêt rendent très précieuses les clauses de remboursement anticipé. Mais les prêteurs n'apprécient guère qu'un emprunt de type classique en soit assorti, car, avant d'investir, ils veulent connaître l'échéance des obligations. Le problème ne se pose pas pour des notes à taux variable qui sont considérées comme des

instruments à court terme quelle que soit leur durée maximale.

Pour ce qui est des établissements publics qui bénéficient de la garantie de la République française, le Crédit foncier était le seul à qui il restait à lever des fonds cette année encore. Cet organisme s'est adressé, jeudi 23 novembre, au compartiment de l'ECU pour y drainer 150 millions sur une durée de dix ans. Il y est parvenu très facilement, car il a su profiter d'une amélioration générale des marchés des capitaux européens provoquée par une vigoureuse réaction des emprunts en deutschemark. Le marché allemand avait particulièrement souffert au début du mois de la crise des pays de l'Est. On avait peut-être exagéré les conséquences de l'efflux massif de réfugiés en République fédérale sur la croissance économique et sur le niveau de l'inflation. Un mouvement de correction s'imposait qui s'est dessiné ces derniers

jours. Emises à 101,75 % du pair, les obligations du Crédit foncier en ECU porteront un intérêt de 9,375 %. La transaction est placée sous la direction du Crédit commercial de France.

En eurofinance française, la société NERSA (Centrale nucléaire européenne à neutrons rapides SA) a émis des notes à taux variable pour un montant de 700 millions de francs. Les titres seront remboursés au taux interbancaire offert à Paris, le Pibor, auquel s'ajoutera une marge de 0,0625 %. La durée de l'emprunt sera de sept ans au maximum. Placée sous la direction de la Société générale, l'opération était pratiquement vendue quelques heures après son lancement. Nombreux sont ceux qui la considèrent comme une sorte de placement privé, efficace auprès d'un nombre très restreint d'investisseurs. Mais le chef de file était d'un large répartition des titres en Europe.

Internationalisation des marchés périphériques

Par ailleurs, l'attention des spécialistes est retournée par l'activité des marchés périphériques européens qui s'ouvrent aux opérations internationales. Celui de Vienne est particulièrement prometteur. Sa libéralisation ne date que de cet été, elle a déjà été mise à profit par deux emprunts des pays de l'Est, un soviétique et un hongrois, qui ont levé des fonds à des conditions tout à fait satisfaisantes. Pratiquement, le marché autrichien fait l'objet d'une véritable dévotion de la part des emprunteurs allemands. Un des principaux établissements financiers de Munich, la Bayerische Hypothek und Wechselbank, l'a déjà sollicité. La Commerzbank et la Dresdner Bank s'apprêteraient à suivre son exemple, de même que la société des grands magasins Kaufhof, dont le siège est à Cologne. Les débiteurs d'Europe de l'Est sont attirés par la stabilité d'une monnaie que ses liens avec le deutschemark pourraient bientôt conduire à rejoindre le système monétaire européen.

Pour les investisseurs, la force même du schilling est un argument décisif. L'Institut de recherche économique autrichien vient de consacrer une étude sur la politique de monnaie forte menée par les autorités viennoises. Il en ressort que ces dix dernières années le schilling s'est revalorisé de 26 %

par rapport à l'ECU. Les taux d'intérêt servis sur le marché autrichien sont légèrement supérieurs à ceux des emprunts en deutschemark.

Quant au marché de l'eurodollar portugais, il en est à sa troisième émission obligataire internationale. Eurifina, la Société européenne pour le financement de matériel ferroviaire, y fait la proposition suivante : 7 milliards d'euros de titres de trois ans de durée émis au pair et remboursés à 15,25 % l'an. Ce rendement est de beaucoup inférieur à la référence du marché national des obligations portugaises, qui se situe à 16 %. Une telle différence s'explique par les privilèges, notamment fiscaux, qui sont attachés aux opérations internationales. Sur d'autres marchés, une telle disparité serait immédiatement exploitée, car elle permettrait la conclusion de swaps très intéressants. Mais la banque centrale portugaise s'oppose à ce que les établissements financiers de son pays agissent de la sorte. Le débiteur dispose donc du produit de l'emprunt tel qu'il l'aura recueilli. Il en prêtera une grande partie aux chemins de fer locaux. L'emprunt est placé sous la direction du Banco Português do Atlântico et de J. P. Morgan Securities.

CHRISTOPHE VETTER

DEVICES ET OR

Le deutschemark, vedette internationale

Vive hausse du deutschemark, baisse du dollar et poursuite de la glissade de la livre : la semaine n'a pas manqué d'événements sur les marchés des changes qui, pour autant, ont échappé à de trop fortes turbulences. Vraisemblablement parce que la tendance est claire. Face à l'ascension de la devise allemande, toujours provoquée par le sentiment que l'économie de la RFA devrait sortir renforcée d'un rapprochement avec la RDA, les autres devises, le dollar en particulier, ne peuvent que céder du terrain. Le mouvement que les gouvernements des pays industrialisés avaient tenté de déclencher sans succès (la dérive du billet vert) au mois de septembre paraît aujourd'hui naturel. Ainsi, la devise allemande a progressé cette semaine à son plus haut niveau depuis onze mois, le dollar retombant sous la barre de 1,8 deutschemark, à 1,7950 le vendredi 24 novembre au fixing de Francfort. A Paris, la monnaie américaine a baissé la semaine à 6,145 F, contre 6,2675 F le vendredi 17 novembre.

Une fois n'est pas coutume, ce ne sont pas des déclarations de responsables monétaires, ou l'annonce de résultats économiques, qui ont fait glisser le cours de la devise allemande, mais la poursuite du réajustement des taux d'intérêt entre l'Allemagne et les Etats-Unis (voir en rubrique Marché monétaire et obligataire). Les opérateurs sont d'ailleurs restés pratiquement insensibles aux statistiques sur l'économie américaine publiées cette semaine. Ni l'annonce d'une augmentation de 0,5 % des prix de gros aux Etats-Unis en octobre, ni celle d'une baisse des commandes de biens durables de 0,6 % le mois dernier, n'ont provoqué de réaction particulière. Seule une nouvelle plus

importante a été retenue dans les salles de marchés : celle de l'annonce, au terme d'un difficile compromis budgétaire, d'une réduction de 180 milliards de dollars des dépenses militaires jusqu'en 1997. Cet engagement ne peut que soulager les finances publiques des Etats-Unis, donc militer dans le sens de la baisse des taux outre-Atlantique.

Le franc questionné

Conséquence directe de la poussée de la devise allemande, le franc français a encore perdu de sa vigueur au cours des dernières semaines. Il aura ainsi, en moins de deux semaines, cédé plus de 2 centimes, le deutschemark s'établissant à 3,4150 F à la cotation officielle de vendredi, alors qu'il se situait encore sous la barre des 3,39 F le 14 novembre. Bien qu'il serait exagéré d'évoquer un « franc attaqué », la faiblesse récente de sa parité a incité M. Bérégovoy à réitérer sa détermination à ne pas accepter une réévaluation du deutschemark sans réévaluation simultanée du franc. « A court terme, le SME devrait retrouver sa stabilité », a déclaré le ministre. Ironiquement, alors qu'il y a un mois environ, le franc était beaucoup plus ferme, les déclarations de responsables allemands réclamant une réévaluation du deutschemark et, de fait, une dévaluation du franc, se multipliaient, le président de la banque centrale de l'Etat de Bavière, M. Lothar Müller, a tenu le 24 novembre des propos rassurants pour la monnaie française. Selon lui, « le franc fait partie des monnaies les plus stables du SME » et il « ne doit pas avoir peur des positions britanniques de libre concurrence des mon-

naies ». Il estime cependant que « une modification des parités dans le SME est inévitable » et qu'il serait irréaliste de penser que « certaines économies nationales du SME pourraient rattraper leur perte antérieure en stabilité par rapport aux devises plus fortes des Pays-Bas, de la RFA et de la France ». « Il n'est pas possible d'importer la stabilité allemande sans accepter un déficit de la balance commerciale avec la RFA », a-t-il conclu. Des propos qui ne cachent pas les intentions de la RFA de jouer un rôle central dans la future union économique et monétaire.

Les autorités britanniques, pour leur part, n'ont pas réussi à enrayer la glissade de la livre sterling, qui cotait 9,6135 F le vendredi 24 novembre à Paris, contre 9,8620 F une semaine plus tôt. La contraction du déficit des paiements courants enregistrée en octobre (1,54 milliard de livres) n'a pu, loin de là, convaincre les investisseurs que, en matière de conjoncture économique britannique, le creux de la vague était passé.

L'or s'est fait remarquer, pour la première fois depuis plusieurs mois, en enregistrant une hausse importante des cours, dont on ne sait pas très bien si elle est liée aux multiples événements internationaux, à la baisse du dollar ou si elle marque un véritable regain du marché. L'once de métal fin a en tout cas franchi allègrement mardi la barre des 400 dollars et clôturait, le 24 novembre, à 415,80 dollars. Le 15 septembre dernier, une once ne valait que 356,50 dollars.

FRANÇOISE LAZARE

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 20 AU 24 NOVEMBRE

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	S.E.L.	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
New-York	1,5640	-	16,2311	61,9579	55,3663	2,6364	49,9918	0,0750
Paris	1,5670	-	15,9991	61,3499	54,7488	2,6973	48,1232	0,0738
Bruxelles	2,5285	2,5260	-	38,171	24,23	2,328	30,25	4,535
Amsterdam	2,5242	2,5240	-	38,171	24,23	2,328	30,25	4,535
Zurich	2,5289	2,5289	-	38,171	24,23	2,328	30,25	4,535
Frankfurt	2,5289	2,5289	-	38,171	24,23	2,328	30,25	4,535
Breuxelle	2,5289	2,5289	-	38,171	24,23	2,328	30,25	4,535
Amsterdam	2,5289	2,5289	-	38,171	24,23	2,328	30,25	4,535
Milan	2,5289	2,5289	-	38,171	24,23	2,328	30,25	4,535
Tel-Aviv	2,5289	2,5289	-	38,171	24,23	2,328	30,25	4,535

A Paris, 100 francs étaient cotés, le vendredi 24 novembre, 4,2904 F contre 4,3438 F le vendredi 17 novembre.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Moins dure fut la chute

La période sous revue ne pouvait que mal commencer, sur la lancée de la semaine précédente, où, le vendredi 17 novembre, on vit un vent de gel souffler d'Allemagne. Ce jour-là, le rendement de l'emprunt d'Etat allemand à dix ans, le Bund, avait bondi de 7,20 % à 7,45 %, sous l'effet de ventes abondantes en provenance d'opérateurs préoccupés par un regain possible de l'inflation en RFA. On sait que les anticipations sur l'évolution des prix influencent les taux à long terme, ceux à court terme étant tributaires de l'action plus ou moins restrictive des instituts d'émission. Les banques, en revanche, ne peuvent guère influencer l'évolution des rendements à long terme, qui sont soumis à l'offre et à la demande. Un véritable réajustement s'est donc produit en Allemagne, d'autant plus brutal qu'à l'initiative de la Bundesbank, les taux d'intérêt à court terme n'avaient cessé de monter, dépassant les rendements sur les échéances à long terme (phénomène d'inversion). Or, en RFA, l'inversion est quasiment inconnue, l'échelle des taux étant toujours respectée ; il était probable qu'une remise en ordre interviendrait, d'où le réajustement en question.

Les conséquences de l'évolution récente ne sont pas minces, car à l'heure actuelle, pour la première fois depuis 1979, le dollar est pratiquement en « report » contre deutschemark, c'est-à-dire que les rendements sur les échéances courtes allemandes sont devenus supérieurs à ceux pratiqués sur les notes américaines. Sur les emprunts d'Etat à dix ans, à peine 50 points de base séparent encore les taux des deux pays,

contre près de 300 au début de l'année. Le « réajustement des taux » dont on parlait tant il y a quelques mois s'est donc produit à plein. Car d'un côté, le deutschemark se trouve propulsé à la hausse (lire en rubrique Devises et or), l'élimination du différentiel des taux permettant ce que les banques centrales n'avaient pas parvenues à obtenir à coup d'interventions sur les marchés des changes, c'est-à-dire une véritable baisse du dollar au profit de la devise allemande. De l'autre, les rendements français n'ont plus qu'à s'aligner sur ceux en vigueur à Francfort.

Heureusement, la semaine ne s'est pas terminée aussi mal qu'elle avait commencé. Les importants achats de marks enregistrés en raison de l'intérêt soudain du marché allemand ont permis une détente des taux longs outre-Rhin (le dix ans a terminé à 7,27 %), qui s'est communiquée à la place parisienne. Sur le MATIF, l'échéance décembre était tombée mardi 21 novembre jusqu'à 104,40, le plus bas cours enregistré depuis février dernier. Vendredi, elle clôturait en hausse, à 104,98.

Ainsi, si le marché parisien a entamé la baisse du marché allemand, il ne l'a fait que partiellement. L'emprunt du Trésor français à dix ans 8 1/8 % terminait la semaine assorti d'un rendement de 9,04 %, sensiblement le même que celui de la semaine précédente (8,96 %) et après avoir atteint jusqu'à 9,20 % mardi.

Autre événement important de la semaine, le nouveau deserteur du crédit aux Etats-Unis, intervenu le mercredi 22 novem-

bre, à la veille d'un long week-end (le jeudi 23 était férié à l'occasion de Thanksgiving, et beaucoup d'opérateurs en profitaient pour ne pas remettre les pieds dans leur salle de marché avant le lundi 27). L'injection de liquidités a permis une nouvelle baisse de 1/4 de point au moins des fonds fédéraux, qui sont tombés vendredi à 8,12 % contre 8,50 % dans les jours précédents.

Sur le marché primaire français, les dernières séances ont été actives, en raison de l'amélioration des conditions offertes sur la place parisienne. D'importants achats d'investisseurs institutionnels, soucieux de souscrire pour réaliser leurs provisions de fin d'année, ont également été enregistrés. L'emprunt de 1 milliard de francs de la Banque européenne d'investissement (BEI) a été bien accueilli : son rendement (9,20 % facial, 9,43 % actuariel) se situait autour de la fourchette admise sur le marché, sur la sage recommandation du chef de file, le Crédit agricole. Dans le passé, il n'en a pas toujours été ainsi ; à Luxembourg, on a mis de l'eau dans son vin, et on tient mieux compte de l'ambiance régnante. A noter également un emprunt (1,1 milliard) de la Société générale, assimilable aux tranches émises en mars et septembre derniers ; il était assorti d'un rendement facial de 9 % et d'une durée de vie de neuf ans, et est ressorti à 9,50 % environ. Le Crédit local a, quant à lui, emprunté 1,2 milliard de francs, en deux tranches, l'une assimilable à un emprunt antérieur, au taux nominal de 8,50 %, et l'autre, nouvelle, émise à 9,30 %.

F. L. et F. R.

MATIÈRES PREMIÈRES

Non-ferreux : la fin des vaches grasses

Le cuivre et le plomb au plus bas depuis trois mois. Niveau de dépression jamais vu depuis février 1988 pour le nickel. Recul de l'étain et du zinc à leur niveau respectif de juin et d'octobre 1988. Repli de l'aluminium sur les cours de septembre dernier. Les métaux non ferreux, qui par leur parcours éblouissant en 1988 avaient un moment fait oublier les maigres performances des métaux précieux, connaissent aujourd'hui une correction alors que l'or, le platine et même l'argent-métal reviennent sous les feux de la rampe. Et si l'on en croit les dernières analyses, ce mouvement de baisse devrait s'accroître en 1990.

Selon la dernière étude de l'Economist Intelligence Unit (EIU), la production des non-ferreux dépassera la demande l'année prochaine en entraînant une baisse des cours de l'ensemble des produits. Le plus grand des métaux de base ont touché des niveaux records au cours de la seconde moitié des années 80, car la croissance soutenue des industries manufacturières a provoqué

une forte reconstitution des stocks. Mais à l'heure actuelle des industries comme l'automobile ou le bâtiment, très sensibles aux taux d'intérêt, sont frappées de plein fouet par la tension généralisée du loyer de l'argent.

Aux Etats-Unis, l'indicateur mensuel des mises en chantier a enregistré une baisse substantielle cette année, et une tendance similaire se dessine en Grande-Bretagne. L'industrie automobile, qui utilise du cuivre (câbles), du plomb (accumulateurs), du zinc (tôle galvanisée) et de l'aluminium (moteurs, radiateurs...), connaît également un ralentissement. Ainsi les constructeurs japonais ont commencé à diminuer leurs exportations vers la CEE en estimant que ce marché avait atteint son point culminant. De janvier à septembre 1989, les exportations de voitures japonaises vers la CEE ont reculé de 2,2 % par rapport à la période correspondante de 1988. Outre-Atlantique, le dernier indicateur des ventes automobiles fait apparaître une chute de 23,1 % par rapport à novembre 1988. Parallèlement, les producteurs de métaux sont venus gonfler l'offre en ouvrant de nouvelles unités et en utilisant au maximum les capacités existantes.

L'année prochaine, l'EIU table sur un cours de 95 cents par livre pour le cuivre, ce qui représente une baisse de l'ordre de 24 % par rapport au prix moyen de 1989. L'aluminium devrait valoir 1,575 dollars la tonne, prix en recul de 18 %. La valeur de la livre de zinc diminuerait également de 24 % pour s'établir à 57 cents. Quant au nickel, il perdrait plus de 30 % en passant sous la barre des 4 dollars la livre. Le déclin du cuivre proviendrait principalement d'un excédent de 200 000 tonnes de métal raffiné alors que cette année l'offre et la demande sont à peu près équilibrées. Le rapport de l'EIU affirme en outre que les problèmes sociaux qui ont affecté la

production de concentré de cuivre depuis le début de l'été auront été réglés avant la fin du premier trimestre 1990. Cela devrait entraîner une croissance de 4,2 % de la production minière et de 3,3 % de la production du métal raffiné. En se basant sur une croissance économique de 2,7 % en 1990 (contre 3,4 % cette année) dans l'OCDE, l'étude anticipe une progression de la consommation de métal rouge de 0,6 % contre 2 % en 1989.

La croissance de la consommation d'aluminium, qui atteindra cette année un niveau record, devrait également se ralentir. L'Occident consommera 14,5 millions de tonnes en 1990, soit 1,5 % de moins qu'en 1988. Les stocks occidentaux, qui représentent actuellement environ quarante jours de livraison, restent cependant à des niveaux relativement bas. Pour l'année prochaine, les prévisions font état d'un surplus de 250 000 tonnes. Le marché du zinc, pour sa part, sera touché par le ralentissement de la croissance économique, car il est particulièrement dépendant des secteurs du bâtiment (toits) et de l'automobile (carrosseries). Très lié à la production d'acier inoxydable, le nickel devrait être le grand perdant de l'année 1990. Alors que la consommation de métal doit reculer de plus de 5 %, l'offre restera soutenue en raison de l'augmentation prévue des exportations du bloc de l'Est et des disponibilités de métal recyclé. L'excédent mondial passerait ainsi de 10 000 tonnes cette année à 55 000 tonnes en 1990.

Si ces perspectives font état d'une baisse généralisée des cours des métaux de base, il ne s'agit pas pour ce compartiment de toucher des niveaux de dépression historiques. Le nickel, par exemple, avait plus que quadruplé en 1987-1988. L'EIU ne s'y trompe d'ailleurs pas en estimant que la production de cuivre restera encore une activité très rentable l'année prochaine.

ROBERT RÉQUER

PRODUITS	COURS DU 24-11
Cuivre (Londres)	1 595 (- 29) Livres/tonne
Aluminium (Londres)	1 699 (- 11) Dollars/tonne
Nickel (Londres)	9 258 (- 700) Dollars/tonne
Sucre (Paris)	2 488 (- 25) Francs/tonne
Café (Londres)	785 (+ 13) Livres/tonne
Cacao (New-York)	918 (- 5) Dollars/tonne
Biz (Chicago)	487,25 (- 2,75) Cents/bushel
Mais (Chicago)	238 (- 2) Cents/bushel
Soy (Chicago)	186,70 (- 1,70) Dollars/c. court

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

سكنا من الامم

حکذا من الاصل

Le Monde

Deux élections législatives partielles

Deux élections législatives partielles sont organisées, dimanche 26 novembre, pour pourvoir les sièges de M. Jean-Claude Gaudin (UDF-PR) dans la deuxième circonscription des Bouches-du-Rhône et de M. Martial Taugourdeau (RPR) dans la deuxième circonscription d'Eure-et-Loir. MM. Gaudin et Taugourdeau ont, en effet, été élus au Sénat le 24 septembre dernier.

En juin 1988, à Marseille, M. Gaudin avait été réélu au second tour avec 60,63 % des voix et, à Dreux, il en avait été de même pour M. Taugourdeau, réélu avec 55,83 % des suffrages exprimés (le Monde du 24 novembre).

■ **MARSEILLE** : le candidat Vert et la droite. — Le secrétaire d'Etat à l'environnement, M. Brice Lalonde, a estimé, vendredi 24 novembre à Marseille, que le candidat Vert à l'élection législative partielle de la deuxième circonscription « favorise de fait la victoire de la droite, ou même de l'extrême droite, en divisant l'électorat écologiste qui devrait soutenir la majorité présidentielle ». « Les Verts, s'ils veulent se rendre utiles, doivent utiliser des méthodes loyales », a-t-il ajouté.

■ **M. Yvon Briant** élu président du CNI. — M. Yvon Briant a conservé, vendredi 24 novembre, son poste de numéro un du Centre national des indépendants (CNI), lors du comité directeur réuni à Paris, qui a porté à la présidence du mouvement dont il était, jusque là, le secrétaire général. Cette modification à la tête du CNI a été imposée par un arrêté rendu en octobre dernier par la cour d'appel de Paris et annulant l'élection de décembre 1987, favorable à M. Jacques Féron. Le comité directeur a également élu, à main levée, M. Jean-Antoine Giamilly, un proche de M. Briant, au poste de secrétaire général. Enfin, le comité directeur a approuvé la prochaine nomination à « une fonction d'autorité » du général Jean-Louis Laccas, qui a rejoint récemment le CNI. Cette nomination devrait intervenir lors du conseil national du mouvement, qui se tiendra début mars à Lyon.

Le dernier congrès du PSU

Mourir à trente ans !

Le PSU est mort ! Vive le PSU ! Comme à son habitude, Jean-Claude Le Scornet, le porte-parole, a exalté « les copains » qui ont beaucoup fait pour le parti. Son éternel opposant, Bernard Ravanel, a rappelé qu'il avait adhéré au PCF en 1956... pour le quitter, quelques mois plus tard, après l'écrasement de l'insurrection hongroise, et il a affirmé sa conviction de la « fin du rôle central de la classe ouvrière ». Pragmatique, Guy Labeur a remarqué que « les idées, ça ne suffit pas pour être efficace en politique ». Avec son humour coutumier, Jean-Paul Hebert a assuré que cette « dissolution n'est pas le prélude à un achat collectif de pantoufles ». Quant à Jean-Jacques Boislauroussie, fataliste, il a déclaré : « Il fallait malheureusement en passer par cette dissolution pour aller vers une nouvelle aventure ».

L'aventure s'est donc achevée, vendredi 24 novembre, dans une salle blême de la rue de Charonne à Paris, sans violons ni sanglots. Le PSU est mort, il n'avait pas encore trente ans. Les quelques soixante-dix délégués de son dix-huitième et dernier congrès ont pratiqué l'auto-anthèse d'un parti qui survivait, depuis plusieurs années, grâce au goutte-à-goutte de militants dévoués et de militantes anonymes. On dit qu'ils n'étaient plus que cinq cent trente à posséder une carte. La fédération de la Corrèze, qui était si attachée à cette structure — ses quatre adhérents étaient pour le maintien du PSU, — a même glissé une note comique dans la rédaction de l'acte de décès : elle a « oublié » de venir au congrès. C'est un militant d'Indre-et-Loire qui a plaidé sa cause. En vain. Par plus de 75 % des mandats

présents contre moins de 10 %, le reste allant à l'abstention et au refus de vote, les délégués ont décidé la dissolution du parti, dont les maigres forces vont, dans leur majorité, rejoindre les non moins faibles troupes de la Nouvelle Gauche constituée par les anciens comités de soutien à la candidature présidentielle de Pierre Juquin.

Le congrès constituait de cette nouvelle formation « rouge et verte », samedi et dimanche à Saint-Denis, ne scella pas pour autant la fin administrative du PSU. Celle-ci fera l'objet d'une célébration festive en avril 1990 pour le trentième anniversaire de ce qui fut un « laboratoire d'idées », une réponse au gaullisme et à la guerre d'Algérie, une troisième voie entre stalinisme et capitalisme, « la conscience de la gauche ». De l'endroit où ils sont, Edouard Depreux, Pierre Mendès France, Alain Savary et Charles Piaget veilleront sur la fête où il serait agréable d'accueillir — dans le désordre — quelques anciens célèbres : Michel Rocard, Jean Popere, Charles Hémou, Pierre Bérégovoy, Gilles Martinet, Robert Chupis, Jean et Evelynne Le Garrec, Jean Auroux, Jack Lang, Hugues Bouchard, Brice Lalonde, Marcel Debarge, Jacques Chérèque, Lionel Jospin, Arlette Laguiller, Alain Geismar, Jacques Sauvageot, Claude Malthuret, François Furet, Edmond Maire, Victor Leduc, Pierre Vidal-Naquet, Michel Moussel, Serge Depaquit ou même Georges Siffert. Seul François Mitterrand ne pourra venir qu'à titre d'invité, car son adhésion avait été refusée.

OLIVIER BIFFAUD

URSS : la visite du premier ministre polonais

MM. Mazowiecki et Gorbatchev s'entendent sur la nécessité de préserver la stabilité en Europe

A l'heure où Prague ovationne M. Dubcek et où tombaient les « normalisateurs », M. Gorbatchev s'entretenait au Kremlin avec M. Tadeusz Mazowiecki, — trente ans de combat contre le totalitarisme, ancien conseiller politique de Lech Walesa, et premier ministre de Pologne.

suite des événements connus de RDA.

Le problème allemand

Si M. Mazowiecki avait été communiste, il n'aurait rien dit d'autre pour la bonne raison qu'aucun premier ministre polonais, communiste ou humaniste catholique, ne pourrait pas s'acquiescer d'une réunification de l'Allemagne et d'une remise en question des frontières d'après-guerre.

Et si ce danger n'est que virtuel, il en est, pour elle, un autre, beaucoup plus immédiat — celui qu'une déstabilisation européenne majeure ne fasse tomber M. Gorbatchev et que les réformes polonaises ne passent directement des incertitudes qu'il s'ensuivent à Moscou. Le communisme a ruiné la Pologne comme toute l'Europe centrale, mais la Pologne, comme toute l'Europe centrale, est obligatoirement liée à l'URSS car leurs économies ont été si profondément imbriquées en quarante ans qu'on ne peut les séparer du jour au lendemain.

Et si la Pologne est le seul des anciens satellites auquel le problème allemand se pose de manière aussi brûlante, aucun ne peut l'ignorer et tous ont intérêt à ce que M. Gorbatchev et l'économie soviétique évitent l'effondrement.

C'est pour cela que le basculement de l'Europe centrale ne se pose pas en termes de simple basculement d'alliances, que M. Gorbatchev n'ait pu hésiter à favoriser le changement à l'Est plutôt que de contracter l'espoir de l'impasse ; et c'est pour cela que l'ami du pape et le successeur de Lénine se sont très bien compris.

La Pologne, a noté M. Mazowiecki à M. Gorbatchev, entend « respecter tous ses engagements » de membre du Pacte, car cela répond à ses « inté-

rets nationaux ». Ayant entendu cela, le chef de l'Etat soviétique n'aurait plus eu de raison d'économiser sur les amabilités. « A la lumière des immenses changements qui se sont dernièrement produits en Pologne, il est spécialement important d'approfondir notre compréhension commune [car] le développement de relations de bon voisinage avec [votre pays] est l'une des lignes stratégiques constantes de notre politique étrangère ».

Et lorsque M. Mazowiecki qui devait aller rendre hommage, à Katyn, à la mémoire des officiers polonais assassinés sur l'ordre de Staline, a évoqué les « tâches blanches » de l'histoire polono-russe, M. Gorbatchev a observé qu'on « ne pouvait refaire l'histoire » mais qu'on pouvait éviter la reproduction de ses pages les plus sombres. Dernier point mais non le moindre, les deux dirigeants se sont prononcés pour le développement de « contacts constructifs » entre l'OTAN et le Pacte de Varsovie.

Après avoir rencontré M. Sakharov, le premier ministre polonais devait s'entretenir, samedi soir, avec la fine fleur de l'intelligentsia moscovite.

BERNARD GUETTIA

■ **Aides en faveur de l'investissement français en Pologne.** — Les députés français ont adopté à l'unanimité, jeudi 23 novembre, le projet de loi voté par le Sénat, autorisant un accord entre le gouvernement français et la République de Pologne, sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements. Le montant de l'aide française à la Pologne s'établit à 4 milliards de francs (dont 900 millions sur trois ans pour un fonds d'investissement, 90 millions de dotation spéciale pour la formation et l'assistance technique, 2 milliards de crédits commerciaux). A cela s'ajoutent d'autres mesures comme le rattachement de la dette polonaise et l'ouverture de 150 millions de crédits à court terme.

L'ESSENTIEL

DIPLÔMATIE
Il y a cinquante ans, la guerre finno-soviétique 2

ETRANGER
Les changements en Europe de l'Est 3, 4 et 5

POLITIQUE
PS : la riposte des fabiusiens
Accusés de vouloir diviser le courant mitterrandiste, les amis du président de l'Assemblée nationale expliquent qu'ils veulent parvenir à une synthèse par le vote des militants 6

ENA : la troisième voie
Les députés ont approuvé à une large majorité (seul le PC a voté contre) la création d'une troisième voie d'accès à l'ENA 6

SOCIÉTÉ
Interpol à Lyon
M. Mitterrand doit inaugurer, lundi 27 novembre, le nouveau siège d'Interpol à Lyon. Dans un entretien qu'il nous a accordé, M. Raymond Kendall, secrétaire général de l'organisation, annonce qu'en 1991 l'URSS en deviendra probablement membre 7

Attentats à la poudrerie de Cannes
M. Jean-Luc Barsotti, directeur du Centre international de danse Rosella-Hightower, à Cannes, a été inculpé d'attentats à la poudrerie sur mineurs par personnes ayant autorité 7

L'Académie française et l'orthographe
Les académiciens se prononcent contre une réforme par décret de l'orthographe. Ils s'en remettent à la vitalité de la langue et aux normes établies par l'usage 7

La difficile décentralisation du CNRS
Dans un rapport interne, le CNRS dresse un constat d'immobilisme. Depuis dix ans, ses efforts pour régionaliser ses activités ont été

vains. Le rapport propose des solutions

Sport et dopage
Le dopage des sportifs en question, lors d'une émission de télévision, lundi 27 novembre sur TF 1, où se retrouveront M. Roger Bambuck et le Canadien Ben Johnson 8

CULTURE
L'Europe des créateurs
Soixante-dix villes européennes au Grand Palais pour présenter leurs projets ou leurs utopies 9

REGIONS
Les dividendes du nucléaire
Le projet d'un centre de stockage de déchets radioactifs dans l'Aube est une aubaine pour certains villages 12

ECONOMIE
La convention médicale dans l'impasse
Réunion de la dernière chance lundi 27 novembre entre les caisses d'assurance-maladie et les syndicats médicaux 13

L'Europe des régions et l'aménagement du territoire
Les ministres de l'aménagement du territoire des Douze s'interrogent sur l'Arc atlantique, à Glasgow aux Canaries 13

Revue des valeurs 14

Crédits, changes et grands marchés 15

Services
Abonnements 2
Cartes 11
Mots croisés 11
Météorologie 11
Spectacles 10
Télévision 11

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro de « Monde » daté 25 novembre 1989 a été tiré à 493 817 exemplaires

SALVADOR : à bord d'un avion de l'armée française

Le principal témoin du massacre des Jésuites a été évacué vers les Etats-Unis

Une jeune femme, principal témoin du massacre des six jésuites commis le 16 novembre dans la capitale salvadorienne, a été évacuée, jeudi 23 novembre, vers Miami, à bord d'un avion de l'armée de l'air française. Le secrétaire d'Etat français chargé de l'action humanitaire, M. Bernard Kouchner, accompagnait cette personne, son mari et leur fille de dix ans, qui avaient été pendant plusieurs jours sous la protection de l'ambassadeur d'Espagne avant d'être transférés, jeudi matin, dans les locaux de l'ambassade de France.

SAN-SALVADOR
de notre correspondant en Amérique centrale

Compte tenu des risques énormes encourus par le témoin, dont l'identité reste confidentielle, l'opération s'est déroulée avec beaucoup de précautions : la Peugeot 604 (blindée) de l'ambassadeur, M. Jean-Claude Fortuit, a roulé jusqu'au Transatlantique sur la piste de l'aéroport international de San-Salvador ; six membres des escadrons de parachutistes d'intervention de la gendarmerie nationale française, armés de fusils à pompe, marchaient près de la voiture. La présence de soldats salvadoriens, membres des forces spéciales, et de l'ambassadeur des Etats-Unis, M. William Walker, soulignait la participation du gouvernement de M. Alfredo Cristiani à l'opération, confirmant la volonté de ce dernier de chercher les responsables de cet assassinat qui a provoqué une grande émotion au Salvador et à l'étranger.

La jeune femme a assisté à la tragédie depuis une petite fenêtre. Personne n'avait remarqué sa présence, elle était là par hasard. Il s'agit d'une femme de ménage, qui, exceptionnellement, avait demandé

à ses employeurs l'autorisation de dormir sur place. Du fait de l'absence de transport et du couvre-feu en vigueur de 18 heures à 6 heures du matin, elle ne pouvait plus rentrer chez elle, d'autant qu'elle habite à Soyapango, où les combats faisaient rage.

Selon des jésuites qui ont recueilli son témoignage, les tueurs portaient des uniformes « semblables à ceux de l'armée » et se déplaçaient en toute tranquillité. Cette attitude correspond à celle des sinistres Escadrons de la mort, liés aux forces armées et à l'extrême droite, qui ont massacré des milliers de personnes en dix ans de guerre civile. L'Eglise salvadorienne a très clairement désigné l'extrême droite, et le président Cristiani n'a pas écarté la possibilité que des militaires aient agi « à titre personnel, en marge de l'institution armée ». Le procureur général de la République, M. Mauricio Colorado, a entendu la jeune femme à l'ambassade d'Espagne — cinq des six jésuites étaient d'origine espagnole, — qui ne souhaitait pas garder trop longtemps cet hôte encombrant.

Le gouvernement salvadorien de M. Cristiani s'est engagé à mener une enquête exhaustive, mais les gouvernements précédents avaient pris des engagements similaires, notamment lors de l'assassinat de l'archevêque de San-Salvador, Mgr Romero, en mars 1980, sans jamais parvenir à condamner les coupables. Le climat politique empoisonné par l'offensive de la guérilla risque aussi de nuire à l'enquête. La ligne dure continue de prévaloir au sein de l'armée et du gouvernement, qui ont déclenché une véritable chasse aux sorcières dans les milieux syndicaux, religieux et humanitaires. Un nouveau code pénal très répressif, connu sous le nom de loi antiterroriste, a été adopté vendredi par l'Assemblée législative où l'Alliance républicaine nationaliste (ARENA, extrême droite) détient la majorité.

BERTRAND DE LA GRANGE

AFRIQUE DU SUD

Première entorse à la ségrégation dans l'habitat

JOHANNESBURG
de notre correspondant

Le gouvernement a officiellement ouvert, vendredi 24 novembre, la première trêve dans la ségrégation de l'habitat en annonçant l'ouverture à toutes les races de quatre zones résidentielles. Le ministre du Flan et des affaires provinciales, M. Herman Kriel, a déclaré, après enquête et approbation du chef de l'Etat, que deux zones situées dans la province du Transvaal, une autre dans celle du Natal et la dernière au Cap étaient désormais multiraciales, et que « les personnes qui le désirent pouvaient y habiter librement ».

La première, située entre Johannesburg et Pretoria, s'étend sur 258 hectares. La seconde, à proximité de Boksburg, à la périphérie de Johannesburg, est déjà de fait multiraciale. Elle couvre une superficie de 60 hectares, la même que celle de Durban, dans le Natal. En ce qui concerne la dernière, au Cap, il s'agit du fameux district Six, multiracial jusqu'en 1966, année au cours de laquelle les autorités avaient décidé de chasser la population et de rassembler les maisons avant de déclarer le secteur, jouxtant le centre-ville, zone blanche. Depuis, cette aire, où ne subsiste que quelques églises, était devenue vide et le symbole du déplacement forcé des populations.

Il s'agit donc officiellement de la première entorse au Group Areas Act, cette loi qui contraignait les habitants à choisir leur lieu de résidence en fonction de la couleur de leur peau. De fait, certains quartiers sont déjà multiraciaux, dans certaines grandes villes essentiellement. A l'avenir, cette procédure de déclaration de « zones d'habitat

libre », ou « zones grises », devra être plus « dynamique », a souligné M. Kriel. Ce qui signifie qu'il y aura de plus en plus de secteurs où toutes les races pourront se mélanger. En revanche, il n'est pas question d'abolir le principe même de la ségrégation résidentielle.

Ce petit grignotage de l'apartheid intervient une semaine après l'annonce de l'ouverture des plages à tous et la promesse d'abolir la discrimination dans les lieux publics « aussitôt que possible ».

MICHEL BOLE-RICHARD

■ **La fin de la réunion de l'Internationale socialiste.** — Le conseil de l'Internationale socialiste, réuni à Genève jeudi 23 et vendredi 24 novembre, s'est séparé après avoir adopté une résolution appelant au cessez-le-feu au Salvador et des résolutions demandant le respect des droits de l'homme en Roumanie, en Tchécoslovaquie et en Haïti ; et un texte sur le désarmement recommandant notamment la conclusion d'un accord sur la réduction de moitié des arsenaux nucléaires stratégiques.

Plusieurs erreurs de transmission ont, par ailleurs, altéré le compte rendu des travaux du conseil de l'Internationale socialiste, publié dans le Monde du 25 novembre. Il fallait lire, notamment, que les socialistes allemands et autrichiens étaient favorables à l'établissement de relations avec l'ex-PC (et non « l'autre PC ») hongrois, tandis que M. Pierre Mauroy avait déclaré, au nom des socialistes français : « (...) Nous n'avons pas à évaluer prématurément, en les accueillant, par exemple, des partis [communistes] qui ont amorcé leur mutation, mais dont nous ne connaissons ni le programme, ni l'audience, ni la représentativité ».

■ **HAÏTI : quinze militants politiques arrêtés.** — Quinze personnes, pour la plupart membres ou sympathisants de la Ligue des anciens prisonniers politiques haïtiens (LPPA), ont été arrêtés mercredi 21 novembre à Anse-à-Pîtres. Parmi elles figure un ancien ministre du commerce sous la dictature de Jean-Claude Duvalier, M. Guy Baudry, connu pour ses opinions progressistes. Selon M. Robert Duval, le président de la LPPA, cette série d'arrestations vise à empêcher la Ligue de s'imposer. (AFP.)

Café de la Plage
LES BILLES BEL BOYS
Street Jazz Band
LES DIMANCHES
26h03 à 19h00
59, rue de Charonne Paris 11e